

inprecor

Comité international de la IV^e Internationale :

- SITUATION INTERNATIONALE
- TRANSPORTS
- FEMMES
- CLIMAT



- ÉQUATEUR ● INDE ● RUSSIE ● KOSOVO ● ALLEMAGNE : DIE LINKE ●
- BIÉLORUSSIE : LA REVOLUTION ET LA GAUCHE RADICALE ●
- La Commune de Paris : 18 mars – 28 mai 1871 ●

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 87 ou ...88

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

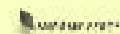
Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0921 I 88313.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

mars-avril 2021 n° 683/684

Monde		
<i>Rapport sur la situation internationale</i>	Comité international de la IV ^e Internationale	3
Écologie : climat		
<i>Motion sur la lutte pour le climat en perspective de la COP26</i>	Comité international de la IV ^e Internationale	10
Écologie : transports		
<i>Un revirement complet du secteur de transports est absolument impératif</i>	Comité international de la IV ^e Internationale	13
Femmes		
<i>La nouvelle montée du mouvement des femmes</i>	Comité international de la IV ^e Internationale	17
Équateur		
<i>De Rafael Correa à Guillermo Lasso en passant par Lenin Moreno</i>	Éric Toussaint	27
Russie		
<i>Une socialiste russe risque l'emprisonnement ! Solidarité !</i>	(réd.)	31
Les Nôtres		
<i>La dernière évasion : Théologos Psaradellis (1943-2021)</i>	C. Samary, E. Varikas, H. Krivine, M. Löwy	32
Inde		
<i>Mobilisations paysannes sur fond de crise agricole</i>	Sushovan Dhar	33
Algérie		
<i>Non à la mascarade des législatives du 12 juin ! Pour l'élection d'une assemblée constituante souveraine !</i>	Parti socialiste des travailleurs	38
Biélorussie		
<i>La révolution biélorusse, leçons, perspectives et tactiques de la gauche radicale</i>	Pavel Katorzhevski	39
<i>Le régime intensifie la répression, mais la lutte continue</i>	Pavel Katorzhevski	41
Kosovo		
<i>Un tournant historique</i>	Catherine Samary	44
Allemagne		
<i>Et maintenant, Die Linke ? Les défis après le congrès fédéral</i>	Thomas Goes	47
Histoire		
<i>La Commune de Paris : 18 mars – 28 mai 1871</i>	Michael Löwy	52

Vous pouvez acheter vos livres et revues et même vous abonner à inprecor sur internet : www.la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12h à 20h et le lundi de 14h à 20h

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM -
 - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
 - Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
 - Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

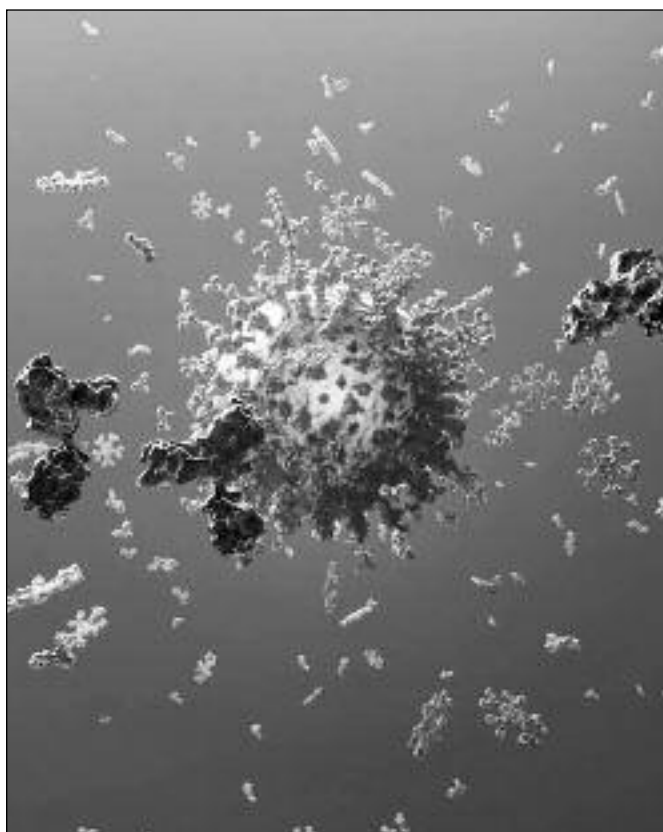
Rapport sur la situation internationale

Par le Comité international de la IV^e Internationale

1. Introduction

L'an dernier, la situation économique, sociale et politique générale a été surdéterminée par la pandémie de Covid-19. D'une portée mondiale, la maladie a déjà, à la date du 29 mars 2021, infecté 128 millions de personnes, avec 1,8 million de décès en 2020, plus de 2,7 millions de morts entre le début de la maladie et la fin mars 2021, ce qui entraîne un taux de mortalité annuel supérieur à celui causé au cours des 15 dernières années par des maladies infectieuses antérieures telles que le VIH (1,7 million en 2004), l'hépatite B et C (1,3 million en 2015) ou la tuberculose (1,4 million en 2019).

Le Covid-19 a eu un effet fulgurant sur la santé, dans le monde entier, et un effet paralysant en frappant les moteurs de l'économie mondiale, bloquant tous les maillons des chaînes de production qui les sous-tendent. La pandémie exacerbe la crise multidimensionnelle du système capitaliste et a ouvert un moment d'imbrication **de phénomènes de long terme qui se développaient de manière relativement autonome et qui, avec la pandémie, convergent de manière explosive** : la crise écologique, la crise du système dette, la crise de légitimité d'une grande partie des institutions de gouvernance au Nord comme au Sud de la planète et au niveau international ou national, et la lutte géopolitique pour l'hégémonie entre l'impérialisme américain et la Chine. Ce sont des processus qui se manifestent et interagissent les uns avec les autres, en modifiant l'ordre mondial hérité des années 1990 avec la fin du bloc de l'Est, l'implosion de l'URSS et la restauration capitaliste dans cette partie du monde et en Chine. C'est sans aucun doute un moment de bifurcation de l'histoire et un défi majeur



pour tous les acteurs politiques.

2. Le grand défi environnemental

Malgré toutes les conférences et accords internationaux des dernières décennies, les processus de dévastation des conditions qui rendent la vie possible sur la planète Terre, la réduction accélérée de la diversité biologique, la dynamique de la déforestation, la pollution de l'air, de l'eau et des terres, la surpêche et les monocultures transgéniques, continuent d'avancer à un rythme accéléré. Il reste très peu de temps pour éviter des transformations non seulement catastrophiques mais irréversibles.

Les changements radicaux dans les modes de production et de consommation n'ont pas été réalisés, et les profondes inégalités d'accès aux biens communs de la planète ont été aggravées. La course des capitalistes pour un maximum de profits à court

terme continue de prévaloir sur les intérêts de la vie.

Bien que les émissions de 2020 aient été inférieures à celles de 2019, elles sont toujours bien supérieures à ce que les puits de carbone (terre et mer) peuvent absorber. On estime qu'environ 45 % des émissions finissent dans l'atmosphère. Les limites de l'accord de Paris (augmentation de la température de 1,5 °C) sont toujours menacées et ne pourront être atteintes au début des années 2030 sans changement profond dans l'économie mondiale et dans le métabolisme de la société humaine et de la planète.

3. Capitalisme en transition : plateformes et surveillance

À ce qui précède s'ajoutent les transformations technologiques de notre temps qui imposent des

changements encore plus profonds dans l'organisation des chaînes de production et dans les relations de travail – de plus en plus numériques et précaires. C'est ce que certains e-s appellent le capitalisme de plateforme ou capitalisme de surveillance.

Fondamentalement, ces transformations sont dirigées, orientées et contrôlées par les principales puissances politiques et les principales entreprises capitalistes au niveau mondial, en dehors du contrôle démocratique de la population et pour l'essentiel en dehors du débat public.

Trois domaines technologiques constituent les plus grandes menaces d'aujourd'hui pour l'humanité :

❶ La technologie militaire avec une nouvelle génération d'armes nucléaires tactiques, ce

* La ligne générale de ce rapport a été adoptée par le Comité international de la IV^e Internationale le 24 février 2021 (48 pour 6 contre 1 abstention 1 NPPV), version finalisée par la commission de rédaction élue au CI le 31 mars 2021.

Monde

qui rend leur utilisation plus probable, et des drones dotés d'une capacité autonome pour décider quand et qui tuer ;

② Le génie génétique qui, par la manipulation et l'appropriation de la vie, la privatisation des semences, s'inscrit dans une guerre culturelle mondiale contre la vie paysanne et l'alimentation humaine. Il s'agit d'une guerre visant à contrôler la production et la commercialisation des aliments à l'échelle de la planète ;

③ Les technologies du capitalisme de surveillance à côté desquelles la dystopie *1984* d'Orwell apparaît comme un jeu d'enfant. L'utilisation de ces systèmes de surveillance s'est accélérée avec la pandémie.

La surveillance numérique, à l'aide des données de téléphonie mobile, la géolocalisation et le suivi des déplacements, l'identification faciale liée aux scanners thermiques, la surveillance des quartiers à l'aide de drones, la prolifération des sociétés de surveillance privées, étaient déjà omniprésentes depuis le 11 septembre 2001. Le traçage du virus est utilisé comme prétexte pour généraliser et banaliser les systèmes de surveillance qui remettent en cause les droits démocratiques.

4. Transition hégémonique et conflit États-Unis/Chine

Nous sommes dans un monde de plus en plus militarisé. Les États-Unis comme puissance impérialiste font face à une concurrence croissante pour leur hégémonie mondiale totale, en particulier dans le domaine économique, et ils désignent la Chine comme une superpuissance montante qui menace leur suprématie. En conséquence, ils adoptent des positions de plus en plus agressives envers la Chine et la Russie.

Des pas sont faits dans ce sens avec des relations de plus en plus tendues caractérisées par une concurrence technologique intense, une guerre commerciale agressive et une réorientation très significative à la fois de la doctrine militaire du Pentagone, de la guerre contre le terrorisme des administrations Bush et Obama, et des priorités aux budgets militaires. Ces réajustements géopolitiques peuvent difficilement se faire pacifiquement. La menace d'un conflit nucléaire réapparaît à l'horizon.

En même temps, Xi Jinping en Chine et Poutine en Russie cadent toujours plus fortement leurs pouvoirs tant pour éradiquer toute opposition interne que pour consolider leur domination sur certains territoires (Crimée, Hong Kong, Xinjiang Ouïghour) et pour tenter d'élargir leur sphère d'influence militaire (Syrie pour Poutine, mer de Chine et



Corne de l'Afrique pour Xi Jinping).

La position de la Chine au niveau international est renforcée par la pandémie à partir de 2020. C'est le pays qui a relancé l'essentiel de son système de production et considérablement amélioré ses performances à l'exportation. Ainsi, à travers l'exportation de marchandises, comme par l'aide matérielle et médicale, et récemment l'approvisionnement en vaccins, la Chine fait un bond en avant dans son influence en Asie, en Amérique latine et particulièrement en Afrique. En Asie, la Chine tente d'équilibrer la « stratégie indo-pacifique » de Trump et ses manœuvres militaires en lançant le Partenariat économique régional global (RCEP) entre la Chine et quatorze pays asiatiques et en développant la marine chinoise.

Les fragilités et contradictions de l'Union européenne (UE) ont été cruellement mises en évidence par la pandémie Covid-19 qui l'a durement affectée (la barre des 500 000 morts a été franchie début février) : l'ampleur de la crise, notamment dans les périphéries du Sud, a fait sauter bien des interdits inscrits dans les Traités (quant à la politique de la Banque centrale européenne – BCE – ou à des formes de solidarité) tout en mettant sur le tapis les conflits entre les États membres sur la question des compétences (fiscales, sanitaires...) relevant du « communautaire » ou des États et de l'inter-gouvernemental. La première année de la pandémie a donc révélé l'incapacité de l'UE à utiliser ses ressources économiques et financières pour mettre en œuvre une politique commune de protection de sa population contre la pandémie. Le rachat de dette de 1,85 milliard d'euros par la BCE dans le cadre du programme d'achat d'urgence en cas de pandémie (PPEP) et les 750 milliards d'euros de l'UE dans le cadre de l'instrument de redressement temporaire « Next

Generation EU » (et une augmentation de 14 milliards d'euros du budget de l'UE par an) seront utilisés exclusivement pour soutenir les banques et les grandes entreprises dans un contexte où la reprise des exportations sera faible et la consommation largement limitée par l'appauvrissement des classes populaires. En outre, l'aide de l'UE et les prêts « Next Generation EU » seront conditionnés à des plans nationaux conformes aux exigences néolibérales européennes. On assiste à l'ouverture d'une phase supplémentaire dans la crise de légitimité de l'UE car la pandémie repose la question « qui paiera pour la crise ? » et remet en évidence l'inefficacité et l'injustice des actuels Traités face au besoin urgent d'une union égalitaire et solidaire des populations d'Europe et du reste du monde frappées par les mêmes fléaux.

5. Les contradictions inter-capitalistes au niveau mondial

Le projet néolibéral était une utopie cosmopolite, un fantasme, mais avec une promesse d'avenir se construisant sur le mythe d'une remise en cause de l'étatisme et du bureaucratisme pour camoufler ses destructions sociales. Des secteurs capitalistes comme la bourgeoisie financière et la Silicon Valley ont été et sont les hérauts de la trilogie de la modernité libérale : produire, consommer et s'enrichir.

Cette utopie néolibérale occultait les transformations antisociales et antidémocratiques de la marchandisation mondiale, radicalisées et globalisées après les années 1990, étendant la logique de la concurrence, des privatisations et de l'esprit d'entreprise à toutes les sphères de la société. L'utopie néolibérale cherchait à cacher que l'application des nouvelles technologies dans le cadre du capitalisme mondialisé a tendance à détruire une grande partie du monde du travail préexistant, faisant des milliards de victimes. Le fait que ces dimensions négatives aient été minimisées pendant des décennies dans l'ordre social est précisément l'expression de la capacité hégémonique de ce projet globalisant.

Nous avons vu que l'offensive néolibérale a inspiré une variété d'initiatives politiques disparates : Reagan et Thatcher, mais aussi Clinton, Fernando Henrique Cardoso et Tony Blair, puis Bush et Lula, et aujourd'hui Pedro Sánchez en Espagne, Angela Merkel en Allemagne, Joe Biden aux États-Unis et même Xi Jinping en Chine. C'est précisément parce qu'il a cet horizon mondial que le néolibéralisme a pu – avec encore plus de

force que le libéralisme antidémocratique du XIX^e siècle – déconstruire l’ancienne gauche. La social-démocratie, après sa trahison de l’internationalisme au début de la Première Guerre mondiale, est devenue un instrument de domination capitaliste et impérialiste ; plus tard les régimes dictatoriaux bureaucratiques et staliniens, avec la restauration capitaliste, ont perpétué des formes brutales de coercition et d’exploitation ; plus récemment les régimes latino-américains « progressistes » du début du XXI^e siècle sont restés dans le cadre capitaliste en approfondissant un modèle de développement tiré par les exportations, l’exploitation des ressources naturelles et une politique de bas salaires pour rester compétitifs, même s’ils pratiquaient une politique « assistanciale » qui dans les premières années a réduit la pauvreté.

N’étant pas suicidaires, plusieurs secteurs mondialistes flirtent (toujours inégalement) depuis quatre décennies avec les discours du développement durable ou du capitalisme vert, sans vouloir cependant porter le fardeau d’une transition écologique efficace qui, on le sait, exigerait une utilisation gigantesque du capital et générerait d’énormes conflits. Compte tenu de la faiblesse des alternatives de gauche – qui doivent aujourd’hui être féministes, antiracistes et écosocialistes pour être efficaces et dynamiques – la critique du mondialisme a été en partie capitalisée par des projets politiques nationalistes (ou traditionalistes) conservateurs, généralement xénophobes, racistes et suprémacistes, néofascistes ou postfascistes. Ils tentent de détourner les frustrations et révoltes populaires contre les dégradations sociales vers des boucs émissaires alors que les « mondialistes » se prétendent « modernistes » et cherchent des soutiens dans les courants féministes, LGBTQ et antiracistes.

Néanmoins, dès que des personnalités de gauche ou des forces politiques présentent des solutions radicales à la crise capitaliste multidimensionnelle et proposent des solutions concrètes en termes de justice sociale et de promotion des communs, on constate que ces solutions rencontrent un très large écho dans les classes populaires et les secteurs opprimés, que ce soit avec Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez et la « Squad » (1) aux États-Unis en 2019 et début 2020, ou avec Jeremy Corbyn et le Labour Manifesto en 2017-2018 en Grande-Bretagne, Syriza entre 2010 et début 2015 en Grèce, Podemos juste après sa création en 2014 en Espagne... Le problème vient alors de leur manque de cohérence et/ou de leur virage d’adaptation au système.

Les alternatives « mondialistes » révèlent

de plus en plus le caractère antidémocratique associé à leurs attaques sociales radicales. Parallèlement, les alternatives d’extrême droite n’ont d’« universaliste » que leur axe planétaire xénophobe, notamment islamophobe. Les politiques de haine au XXI^e siècle ne prennent plus simplement la forme de la défense d’une certaine forme de communauté menacée, mais sont aussi l’expression de la peur liée aux manifestations du darwinisme social et à une volonté du pouvoir qui entraîne une révolte contre tout projet universaliste. Les nationalismes conservateurs d’aujourd’hui, dans leur grande variété de formes, sont des révoltes contre la mondialisation, des révoltes contre la modernité. Leur caractère de plus en plus anti-environnemental et misogyne est exploité par les courants mondialistes pour se présenter comme représentants de la lutte de la civilisation contre la barbarie, alors qu’eux-mêmes sont des acteurs centraux de la destruction des protections sociales et environnementales. Il revient donc aux (vraies) alternatives anticapitalistes et antisystémiques, dans leur lutte contre la pandémie et ses crises imbriquées, d’offrir une alternative de soins, de droits, de vie contre ces diverses formes de barbarie.

6. Défaite de Trump : un revers majeur pour l’extrême droite

Le résultat des élections aux États-Unis (qui sont toujours l’impérialisme hégémonique en Occident), dans lequel les distorsions du système électoral américain et les 70 millions de voix de Trump pèsent lourdement, a signifié un grave revers pour le projet conservateur, traditionaliste et fasciste de l’ultra-droite partout dans le monde. Néanmoins, il n’efface pas la tendance générale du développement de cette ultra-droite.

Malgré les difficultés imposées par la pandémie, les élections de novembre aux États-Unis semblent avoir attiré la participation la plus élevée depuis 2008. Cette forte participation, résultant de la polarisation exprimée dans le soulèvement antiraciste et le militantisme démocratique de centaines de milliers de personnes, a rendu difficile pour Trump de continuer à contester le résultat et a ouvert la voie à l’investiture de Biden. La défaite de Trump perturbe l’élan d’autoritarisme qui se répand dans le monde, comme en Pologne, Hongrie, Turquie, Inde, Philippines, Nicaragua, Égypte, Brésil, Birmanie...

Trump et le trumpisme (ainsi que Bolsonaro, Modi, Duterte, etc.) font partie d’une tendance plus large dans laquelle de

nouvelles formes d’autoritarisme et de théories du complot millénaristes médiévales antiscience, anti-Lumières se répandent dans de nombreux pays. Elles expriment la méfiance de larges couches envers les institutions établies et sont encouragées et manipulées par les forces de l’extrême droite. S’il n’y a pas de mobilisations de masse et de victoires menées par les forces progressistes, ces idées pourraient continuer à se répandre. Notre tâche est d’essayer d’isoler ces courants, de les combattre et de les dénoncer par tous les moyens, car ils ouvrent la voie à l’autoritarisme le plus extrême.

Il est clair que l’administration Biden, comme l’administration Obama (2009-2017), tentera de normaliser les relations internationales, notamment avec l’Europe et de contrecarrer les progrès de la Chine, en menant une politique pour limiter le déclin. La droite qui s’est fortement mobilisée au sein du Parti républicain lors de cette élection restera très puissante alors que les mouvements sociaux devront renforcer leur action.

7. Impacts économiques, sociaux et politiques de la pandémie

7.1. Chute brutale d’activité

La pandémie et les mesures adoptées pour y faire face ont déclenché une profonde dépression dans une économie qui ne s’était pas encore remise de la crise de 2008, même avec l’hégémonie de plus en plus claire des grandes sociétés d’information – les GAFAM. De manière apparemment contradictoire, la formidable régression économique produit une bulle financière, en particulier aux États-Unis, dans l’UE et au Japon. Les bénéficiaires sur les bourses et autres marchés financiers ne masquent cependant pas le fait que nous vivons la plus longue des ondes décroissantes du capitalisme mondial. Ainsi, la pandémie entraîne de graves perturbations dans les chaînes de valeur, ce qui a conduit à une baisse de la rentabilité du capital – sauf dans les secteurs qui bénéficient directement de la pandémie, parmi lesquels les méga-communications, le commerce électronique et les sociétés pharmaceutiques.

La baisse de l’activité économique a

1. La Squad est le nom informel d’un groupe de quatre femmes élues aux élections de 2018 à la Chambre des représentants des États-Unis, composé d’Alexandria Ocasio-Cortez de New York, Ilhan Omar du Minnesota, Ayanna Pressley du Massachusetts et Rashida Tlaib du Michigan. Toutes sont des femmes de couleur de moins de 50 ans qui sont dans l’aile gauche du Parti démocrate.

conduit à une baisse globale du PIB d'environ 5 % en 2020, le pire chiffre depuis la Grande Dépression et cinq fois plus intense que la crise de 2008-2009. La crise actuelle a aussi la particularité d'être synchronisée à travers le monde, accentuée par l'entrelacement international des chaînes de valeur. Il n'est plus possible pour telle ou telle région ou pays de se détacher complètement de la tendance des économies centrales. Et cet élément a contribué en 2020 à une baisse généralisée de la production et des prix des matières premières, même si des différences de quantité et d'intensité subsistent entre les continents et les pays.

Seule la Chine a maintenu sa croissance, bien que dans une proportion bien moindre qu'au cours des deux dernières décennies (+ 2,3 %). En revanche, l'économie américaine recule de 3,5 %, celle du Japon de 4,8 %, de la zone euro de 6,8 %, du Royaume-Uni de 7,8 %, de l'Inde de 8 %, du Mexique de 8,5 %, du Brésil de 4,1 %, de la Russie de 3,1 % et dans les pays « à faible revenu » de 1,2 %.

Bien qu'une certaine reprise soit attendue en 2021, les États-Unis et l'Europe connaîtront une faible croissance dans les années à venir, ce qui entraînera une augmentation des inégalités et de la pauvreté. Cela est d'autant plus vrai que la réduction des marges bénéficiaires conduira les capitalistes et les gouvernements à accroître la pression sur l'emploi et les salaires et à mettre en œuvre des politiques d'austérité.

7.2. Augmentation des inégalités et de la pauvreté

Les crises sanitaire et économique entraîneront une extrême pauvreté (qui est située à moins de 1,9 \$ de revenu par jour). Selon la Banque mondiale, cela concernera 150 millions de personnes supplémentaires en 2021 (qui rejoindront les 2,8 milliards qui sont déjà dans la pauvreté, soit 36 % de la population mondiale). Sur les 2 milliards de travailleurs du secteur informel, 80 % ont été gravement touchés par la pandémie.

Alors que les pays les plus riches stockent des vaccins pour leurs populations – et refusent d'assouplir les règles de protection de la propriété intellectuelle des sociétés pharmaceutiques pour ces vaccins développés grâce à un financement public massif – de nombreux pays du Sud n'auront pas un accès généralisé aux vaccins avant 2022, selon les estimations de la People's Vaccine Alliance.

Ainsi, la pandémie met en évidence avec une grande violence les inégalités d'accès aux services de santé, aux médicaments, à l'eau, à la nourriture et à un logement

convenable. Les populations les plus touchées par le virus et le confinement total ou partiel sont celles qui vivent dans les conditions les plus précaires (dans des zones où l'accès à la santé publique est rare ou inexistant) et celles qui sont souvent porteuses de facteurs de comorbidité, de mauvaise santé et de malnutrition. Ce sont souvent les mêmes populations qui ont déjà subi des pertes d'emplois et de ressources.

Dans la plupart des pays, la violence de la pandémie Covid-19 est le résultat d'années de réduction des financements des systèmes de santé et de protection sociale. La pandémie a généralement exacerbé la violence de la société capitaliste, la discrimination, la violence contre les femmes, la violence raciste, les conditions de vie précaires, la dégradation et l'insuffisance des transports et des logements ainsi que l'insécurité alimentaire.

7.3. Dette publique croissante et politiques des banques centrales

Les principales banques centrales (Fed, BCE, Banque d'Angleterre, Banque du Japon et Banque de Chine) ont réagi de la même manière. Elles ont injecté des milliers de milliards de dollars et d'euros dans l'économie pour soutenir le prix des actifs financiers (actions et obligations publiques ou privées) et pour éviter les faillites et les pertes massives pour les 1 % les plus riches, dans une mesure jamais vue auparavant dans l'histoire du capitalisme et dépassant de loin ce qu'elles ont fait après 2008.

Tous les gouvernements ont temporairement abandonné les objectifs de réduction du déficit budgétaire. Cependant, jusqu'à présent, aucune mesure n'a été prise pour taxer les plus hauts revenus et fortunes, aucune taxe exceptionnelle n'a été appliquée aux entreprises qui ont profité de la

crise (Big Pharma, Amazon, Google...).

L'énorme augmentation de la dette publique sera utilisée dans les années à venir pour justifier la poursuite des réformes néolibérales des systèmes de protection sociale, du code du travail, les privatisations et les attaques contre les services publics. Il est essentiel de contester l'utilisation de la dette publique au profit des grandes entreprises et d'exiger l'annulation des dettes publiques illégitimes, en commençant par la suspension des paiements.

7.4. Prétexte à l'autoritarisme d'État

De nombreux pays ont vu en 2020 la mise en place de mesures autoritaires, états d'urgence, couvre-feux, restrictions des déplacements, sans oublier les grandes « avancées » dans le contrôle de la population grâce aux nouvelles technologies. Des dizaines de gouvernements ont utilisé le maximum de mesures d'urgence prises au nom des risques sanitaires. En particulier, la pandémie a été l'occasion pour les plus réactionnaires d'entre eux de renforcer leur emprise sur tous les mécanismes institutionnels en donnant aux gouvernements et aux présidents des pouvoirs exceptionnels, leur permettant d'ossifier davantage les prérogatives des pouvoirs législatif et judiciaire et surtout de limiter davantage encore les pouvoirs civils et les libertés.

Ces mesures ont coïncidé avec le maintien de nombreux gouvernements autoritaires – au Brésil, en Inde, aux Philippines, en Pologne, en Turquie, en Égypte et en Israël, entre autres – avec toutes les différences dans le degré de progression de l'extrême droite dans les régimes des différents États.

Aux Philippines, la lutte contre la pandémie a accru la pression de la police et de l'armée, avec l'ordre de Duterte de « tirer pour tuer » ceux qui ne respectent pas le confinement, attaquant la liberté de la presse et menaçant de réintroduire la loi martiale. De nombreux pays ont profité du contexte de la pandémie pour renforcer un arsenal législatif qui limite les droits démocratiques et les libertés individuelles. Comme Duterte, Viktor Orban en a profité pour faire voter une loi lui donnant les pleins pouvoirs et a aussi attaqué les droits de la presse. Au Myanmar, l'armée birmane a organisé le 1^{er} février 2021 un putsch pour renforcer son pouvoir, un « coup d'État préventif » dans une situation politique devenue incontrôlable. Face à une résistance populaire extraordinaire, l'armée a systématiquement utilisé des armes à feu et tué plus de 500 manifestants en deux mois.

En Pologne, le gouvernement a pris le contrôle direct de la première chaîne d'infor-



mation. Poutine a amendé la Constitution pour pouvoir rester président jusqu'en 2036. Partout dans le monde, dans des dizaines de pays, des lois d'urgence sur la presse ont servi de point d'appui pour freiner les critiques sur la gestion de la pandémie, avec des centaines de journalistes poursuivis ou emprisonnés. De nombreux gouvernements prétendument démocratiques ont suivi la même voie sécuritaire, ajoutant de nouvelles dispositions non démocratiques à celles adoptées au nom de la lutte contre le terrorisme ou le trafic de drogue.

8. Pandémies et changement climatique : vers de nouvelles catastrophes sociales

Le Covid-19, comme d'autres virus antérieurs, est une zoonose. Il est à prévoir que les causes qui ont provoqué le passage de ce virus à l'homme auront des conséquences identiques dans les années à venir. De plus, les effets du changement climatique se multiplieront les prochaines années, avec des résultats catastrophiques pour de nombreuses populations.

Entre 1980 et 2000, 100 millions d'hectares de forêt ont été détruits en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Les zones humides, déjà en forte baisse depuis le début du XX^e siècle, ont été réduites de 35 % entre 1970 et 2015, alors que plus d'un milliard de personnes en dépendent pour leur subsistance. Ces changements font migrer des espèces animales sauvages porteuses d'agents pathogènes précédemment isolés de l'homme – elles entrent en contact avec les populations rurales, conduisant au développement de zoonoses.

Au-delà des dommages causés par la déforestation, le changement climatique modifie notre environnement naturel en raison du manque d'eau et des événements météorologiques extrêmes et en perturbant les écosystèmes. Il favorisera ainsi l'émergence de nouvelles épidémies, en lien avec l'augmentation des flux de déplacements humains et commerciaux et les changements d'usage des sols. Les moustiques porteurs d'agents pathogènes se déplacent vers des régions autrefois tempérées. Il en va de même pour les tiques porteuses de la maladie de Lyme. 70 % du pergélisol pourrait disparaître d'ici 2100. En plus de la libération massive de méthane, cette fonte permet aux virus et aux bactéries d'émerger des matières végétales et animales précédemment enfouies.

La mondialisation multiplie les risques de catastrophes écologiques, de zoonoses et leur propagation rapide à l'échelle mondiale,



et il est confirmé que les conditions de vie et de logement des classes populaires, les politiques de fortes coupes dans les budgets sociaux aggraveront les risques épidémiques pour ces classes et tous les secteurs socialement vulnérables, tels que les paysans, les immigrés, les populations racisées, les peuples autochtones.

Tout cela souligne la nécessité de **renforcer et de construire des mouvements sociaux et des mobilisations de résistance et de défense des conditions de vie des classes ouvrières et des opprimé-e-s**, ainsi que les luttes contre l'injustice sociale et les discriminations car, encore une fois, les classes populaires sont les premières victimes de ces nouvelles pandémies.

9. Les résistances n'ont pas cessé

L'année 2019 avait été marquée par des soulèvements massifs dans diverses régions du monde, notamment en Afrique (Soudan, Algérie et Libye contre les régimes dictatoriaux), au Moyen-Orient (comme le Liban, l'Irak et l'Iran), en Amérique centrale et du Sud (Porto Rico, Honduras, Costa Rica, Panama, Haïti, Équateur, Chili, Colombie et Bolivie), mais aussi dans des pays asiatiques comme l'Indonésie et le Kazakhstan et même la petite Malte en Europe. Selon le quotidien français en ligne *Mediapart*, il y a eu des mobilisations dans 32 pays cette année-là. En général, il s'agissait d'explosions pour des raisons économiques et démocratiques (2).

Si on y ajoute les protestations des mouvements de femmes en Amérique latine et en Europe et la mobilisation mondialisée de la jeunesse autour des changements climatiques, ainsi que la résistance démocratique à Hong Kong et les luttes sociales en France,

on a probablement une des périodes de mobilisations les plus grandes et les plus populaires depuis 1968. Les mobilisations indiquaient déjà l'émergence d'un contrepoint progressiste au scénario mondial post-2016, lorsque les projets de droite commençaient à se multiplier et à s'étendre en raison des victoires du Brexit et de Trump. En 2019, de puissants mouvements anti-néolibéraux ont commencé à émerger et à combiner luttes démocratiques et anti-autoritaires, mettant parfois en échec les régimes tyranniques.

À cette vague de résistance, la pandémie a imposé une pause relative. Mais en même temps, la pandémie a mis en évidence les conséquences désastreuses de la mondialisation capitaliste, la déforestation, le bilan désastreux des politiques sociales, les impasses des gouvernements qui favorisent le profit capitaliste plutôt que le bien-être du peuple. La pandémie a également mis en lumière la précarité vécue par une grande partie de la population mondiale qui souffre d'inégalités sociales et de discriminations, principalement des femmes et des travailleur-e-s racisés.

Ainsi, les luttes qui ont émergé pendant la pandémie – au-delà des questions spécifiques telles que la sécurité des conditions de travail, les violences policières, l'augmentation des ressources pour les services de santé ou le droit à l'avortement – avaient également comme dénominateur commun les revendications démocratiques et antiracistes, le rejet des régimes corrompus et le refus de la limitation des droits sociaux – comme une continuité de la vague qui avait commencé auparavant. Dans cette nouvelle étape, nous devons souligner :

2. Donatien Huet, « L'atlas planétaire des colères populaires », *Mediapart.fr*, 24 novembre 2019.

● Les luttes professionnelles des travailleurs essentiels, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation, pour protester contre leurs conditions de travail dangereuses, se sont développées à partir de la première vague de mars-avril 2020. La précarité de certains secteurs (dans le commerce et la distribution) a également conduit à des grèves, comme dans les entrepôts d'Amazon et de nombreuses usines alimentaires aux États-Unis.

● Malgré la pandémie croissante, le 8 mars 2020 il y a eu des mobilisations massives de femmes autour de problèmes qui avaient déjà été soulevés ces dernières années, notamment la violence masculine (féminicide, abus et harcèlement de toute sorte), mise en évidence lors des confinements. Les groupes féministes se sont mobilisés pour soutenir les secteurs fortement féminisés des travailleur-e-s clés en lutte et en solidarité avec les mouvements de violence antiraciste et anti-police, dans lesquels les femmes ont également joué un rôle de premier plan. Le mouvement en Pologne contre les restrictions au droit à l'avortement s'est transformé en un défi au système politique basé sur le compromis entre les partisans du gouvernement et l'Église catholique, et pour un régime démocratique. À la fin de l'année, le mouvement en Argentine s'est à nouveau mobilisé pour soutenir les mesures parlementaires visant à légaliser l'avortement. En Namibie, des manifestations contre la violence sexiste et le féminicide ont pris les rues en octobre.

● Alors que les restrictions mises en place lors de la « première vague » du covid-19 commençaient à être levées, l'explosion du mouvement Black Lives Matter aux États-Unis s'est répercutée dans les manifestations contre le racisme et la violence policière à travers le monde. Le mouvement pour les droits des migrants contre les violences policières puis contre les nouvelles lois répressives s'est installé en France.

● Au troisième trimestre, un large mouvement démocratique a émergé en Thaïlande pour défier la monarchie. En Biélorussie, un mouvement de masse s'est développé qui a contesté la réélection non démocratique du président autoritaire Loukachenko.

● Différentes vagues de mobilisation ont traversé l'Inde : contre les politiques néolibérales et racistes du gouvernement Modi, notamment autour de l'amendement de la loi sur la citoyenneté, une grève générale le 26 novembre et une énorme mobilisation d'agriculteurs secouant le nord de l'Inde et Delhi, la capitale nationale. Le mouvement s'est prolongé pendant des mois et a abouti à une victoire partielle en février 2021.

● En Grèce, la gauche a réussi à organiser une énorme manifestation antifasciste le 7 octobre 2020, qui a abouti à la condamnation du parti néonazi Aube dorée comme organisation criminelle. De grandes mobilisations unitaires avec une forte participation de la jeunesse ont également eu lieu en février-mars 2021 contre la répression.

● À Maurice, il y a eu une mobilisation populaire contre la pollution et pour protéger la biodiversité suite au naufrage d'un pétrolier au large des côtes.

● Malgré une répression spécifique, le mouvement pro-démocratie de Hong Kong s'est poursuivi tout au long de 2020, tout comme le mouvement au Liban contre les politiques gouvernementales. En juillet, au Mali, des mobilisations de masse ont réussi à provoquer la chute du président néolibéral. En Tanzanie, en Guinée et en Côte d'Ivoire, il y a eu une mobilisation populaire contre la fraude électorale.

● Au Nigeria une large mobilisation populaire a eu lieu contre les violences policières en octobre dans le mouvement #StopSARS, qui est principalement mené par des jeunes, ainsi que les manifestations de jeunes en Angola contre le chômage, la corruption et les injustices sociales, et le mouvement en Irak où, depuis début octobre 2019, un mouvement de jeunesse interurbain non confessionnel, indépendamment des affiliations partisans et miliciennes, a présenté des revendications de nature politique (dénonçant la corruption dans la classe dirigeante) et des réformes sociales (pour la justice sociale et contre la pauvreté) et contre la présence de forces étrangères (Iran et États-Unis). En Hongrie, il y a eu une mobilisation étudiante contre la privatisation de l'enseignement supérieur.

● En Amérique latine, les grandes luttes vécues en 2019 et en 2020 ont conduit à d'importantes victoires électorales. Au Chili, le mouvement anti-réforme d'octobre-novembre 2019, dirigé par des femmes organisées, a remporté une victoire historique lors du plébiscite pour une nouvelle Constitution un an plus tard. Les paysans et les travailleurs boliviens ont résisté durement, avec de nombreux morts, aux manœuvres répressives du gouvernement putschiste d'Añez et ont rendu le pouvoir au MAS, lors des élections d'octobre 2020 – après un profond soulèvement populaire trois mois auparavant pour éviter de nouveaux reports de la consultation électorale. À Porto Rico, un nouveau mouvement politique – le Mouvement pour la victoire des citoyens (MVC) issu des manifestations démocratiques de 2019 – a fortement émergé lors des élections d'octobre. Au Pérou, en

novembre, de grandes mobilisations de jeunes contre le système politique actuel ont exigé le départ d'un dirigeant putschiste et des changements dans la Constitution néolibérale. Au Guatemala, un soulèvement populaire a rejeté le projet de budget pour 2021 et a exigé la démission du président. Même dans les pays les moins avancés du processus, comme la Colombie, il y a eu des mobilisations (une grève générale avec le soutien des paysans) et des victoires (comme la prison pour Uribe), avec des possibilités de recomposition de la gauche et de l'opposition à l'urbisme.

● En Birmanie (Myanmar), le peuple en résistance affronte avec un courage extraordinaire la répression sanglante organisée par l'armée depuis début février 2021. Des secteurs de la classe ouvrière industrielle y participent activement, notamment dans les entreprises chinoises, alors que le gouvernement chinois soutient les militaires putschistes.

10. Les grands défis pour les nouveaux mouvements des travailleur-e-s et des peuples

De nombreux gouvernements ont dû abandonner temporairement les dogmes du néolibéralisme, et les interventions étatiques ont partiellement éclipsé la « *main libre du marché* » dans la gestion des urgences sanitaires. Le rôle indispensable dans la société des travailleur-e-s a été mis en évidence, et en particulier de celles et ceux « *de première ligne* », dans les services de santé et sociaux, les transports, la logistique, l'alimentation, l'éducation. Cette prise en compte des enjeux économiques et sociaux, mais aussi de la solidarité collective exprimée dans les quartiers ouvriers, renforce l'idée que le monde d'après le Covid-19 ne doit pas ressembler au précédent. Que la vie, la santé, le logement, les besoins fondamentaux de la population doivent guider la vie en société et organiser l'économie, contrairement à un système où les intérêts des capitalistes priment sur le reste.

Il y a eu aussi de fortes revendications démocratiques, le désir pour les classes ouvrières de ne pas souffrir de la pandémie et des décisions de l'État, mais de s'organiser pour gérer la situation sur les lieux de travail, dans les quartiers et les localités. Il y a également eu un rejet fréquent de la violence policière, de la censure de la presse, de la discrimination raciale et xénophobe, de la violence sexiste multipliée par les confinements.

Ainsi, objectivement, la pandémie a créé un dénominateur commun des mobilisations sociales : le capitalisme et toutes les consé-

quences de ce système lorsque le monde est confronté à une pandémie. Cependant, les changements politiques dans la plupart des pays ne reflètent pas une plus grande disposition des gouvernements à contester les dogmes néolibéraux.

Nous, révolutionnaires, devons redoubler d'efforts pour prendre des initiatives visant à la **convergence des luttes** (dans tout type d'unité d'action et même de larges fronts à des fins ponctuelles) ; **encourager l'auto-organisation par la base** – ouvrière, populaire, féministe, antiraciste, environnementaliste, communautaire – et tous les organes transversaux possibles ; convaincre les mouvements de **l'importance de la solidarité internationale et de l'organisation** pour être plus fort-e-s ; encourager **l'unité programmatique la plus large des forces antisystémiques** ; élaborer avec les mouvements porteurs de luttes démocratiques, écologiques, sociales et sectorielles **affrontant de plus en plus le capitalisme et ses gouvernements**, afin de convaincre ainsi les gens de la nécessité d'une rupture radicale avec le système capitaliste raciste, patriarcal et prédateur.

Il y a deux dangers majeurs pour les mouvements populaires :

1 L'avancée des théories du complot, qui favorisent la passivité sociale, détournent les revendications anticapitalistes et favorisent la voie vers l'extrême droite ;

2 L'application par les gouvernements et les capitalistes de la « stratégie du choc » sur la base du Covid-19, non seulement avec la mise en œuvre durable de solutions autoritaires et la suppression des libertés démocratiques, mais aussi avec des réformes ultralibérales.

Tout cela renforce la nécessité de prendre l'offensive, en s'appuyant sur les mouvements sociaux de ces derniers mois, pour coordonner les acteurs et les dirigeants de ces mouvements, afin de **faire avancer les réponses d'urgence anticapitalistes, qui couvrent toutes les urgences, sociales, démocratiques, féministes, environnementales, et les combats antiracistes et anti-discriminations**. Dans le même mouvement, ce contexte renforce la nécessité pour les forces sociales et politiques luttant pour la transformation révolutionnaire de la société de construire des fronts communs, des convergences qui promeuvent clairement une alternative socialiste et révolutionnaire.

Le niveau extrême de la crise multidimensionnelle du capitalisme justifie plus que jamais la nécessité de l'expropriation des capitalistes, à commencer par les secteurs suivants : la santé (y compris Big Pharma), l'énergie, la finance et l'agriculture. La crise remet à l'ordre du jour la nécessité d'une planification socialiste contrôlée par les citoyen-e-s. La crise de la légitimité de la gouvernance oblige également à souligner la nécessité d'ouvrir des processus constitutifs pour changer radicalement la structure politique et juridique de la société.



11. Face à la crise multidimensionnelle du système capitaliste mondialisé, reconstruire une gauche révolutionnaire internationaliste, féministe et écosocialiste

Les protestations sociales de ces deux dernières années ont montré, par leur niveau de radicalisation et de politisation, une volonté de défier l'ordre établi. La forte participation des jeunes, de populations racisées, la présence marquée des jeunes femmes qui exercent un rôle de leadership dans les mobilisations, prouvent que les nouvelles générations fournissent une source considérable de radicalité, de diversité, de dynamisme et de renouvellement des structures des mouvements.

Cependant, plus les luttes sont importantes et étendues, plus l'écart est grand entre le dynamisme de ces mobilisations et la faiblesse des réponses politiques alternatives. Les multiples luttes de masse des dernières années n'ont pas vu l'émergence ou la consolidation à une large échelle de nouvelles forces anticapitalistes organisées, et n'ont pas encore débouché sur la création

de nouveaux outils politiques capables de renforcer ces mouvements.

L'élément manquant aujourd'hui est l'émergence d'une alternative incarnant une authentique radicalité et jouant un rôle politique analogue à celle qui s'est affirmée à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle – enrichie par les expériences accumulées et par les grandes luttes d'émancipation et de justice environnementale à l'œuvre aujourd'hui.

Pour cela sont nécessaires des initiatives pour faire progresser la conscience de classe et pour construire des fronts politiques édifiés à partir de l'ensemble des luttes sociales contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, capables

de battre en brèche les politiques néolibérales, combattre l'extrême droite et déborder la gauche institutionnelle.

Comme élément positif pour progresser dans cette direction, il faut souligner le niveau élevé de conflictivité sociale qui s'accumule dans la cocotte-minute des multiples restrictions de mouvements et de libertés appliquées face à la pandémie du coronavirus par les gouvernements dans un grand nombre de pays. L'action politique doit s'adapter au nouveau scénario.

La contribution de notre Internationale à l'émergence d'une telle alternative radicale se fera de manière pluraliste, démocratique et en insertion dans les luttes articulées aux différents échelons territoriaux. Il s'agira de faire émerger une « dynamique transitoire » basée sur des mobilisations concernant des enjeux fondamentaux – du niveau local au niveau planétaire en passant par le niveau national. Il s'agit de favoriser l'auto-organisation de masse afin de défendre les acquis et de conquérir de nouveaux droits sociaux et environnementaux, contre tous les rapports de domination et les institutions qui les perpétuent. Chaque lutte partielle, si elle n'est pas détournée vers une acceptation « réaliste » des injustices, pourra donner confiance, stimuler l'imagination, contribuer à transformer les rapports de force à tous les niveaux.

En tant que IV^e Internationale, nous prenons des initiatives pour débattre et élaborer les réponses programmatiques aux défis de la phase actuelle de la crise systémique du système capitaliste avec tous les protagonistes actifs dans ces luttes. Cela devrait nous permettre à la fois de solidifier nos propres propositions et de favoriser les confluences nécessaires pour avancer dans une perspective révolutionnaire. ■

Motion sur la lutte pour le climat en perspective de la COP26

Par le Comité international de la IV^e Internationale

1. Les catastrophes, dont les phénomènes météorologiques extrêmes liés au changement climatique sont le principal moteur, ont doublé en vingt ans, tuant plus de 1,2 million de personnes dans le monde depuis 2000. Températures estivales records dans l'hémisphère Nord et l'hémisphère Sud (y compris l'Arctique et l'Antarctique), feux meurtriers, hivers exceptionnellement doux et sans neige en de nombreuses régions, perturbation des moussons, phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et plus violents : la catastrophe climatique est en marche. Elle progresse plus vite que les projections, du fait principalement de la sous-estimation des rétroactions positives du réchauffement. Les méga-feux en Australie ont rapproché le danger majeur d'un engrenage de ces rétroactions débouchant sur un basculement rapide et irréversible du régime climatique. Celui-ci entraînerait notamment une hausse du niveau des océans de plusieurs mètres, avec des conséquences terribles pour des centaines de millions d'êtres humains, principalement en Asie et en Afrique, pour ne pas parler de la disparition de nombreux États insulaires.

2. Alors que la menace grandit de plus en plus vite, la décision formelle prise lors de la COP21 (Paris) de « *maintenir le réchauffement bien au-dessous de 2 °C tout en continuant les efforts pour ne pas dépasser 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle* » reste inappliquée à ce jour. La COP24 (Katowice) et la COP25 (Madrid), de plus en plus ouvertement sponsorisées par les investisseurs capitalistes, se sont conclues par des échecs. La responsabilité principale en incombe aux gouvernements étatsunien, chinois, brésilien et australien, ainsi qu'à l'Arabie saoudite et à ses alliés du Golfe. Mais, au-delà des manœuvres de blocage climato-négationnistes, c'est fondamentale-

ment l'impossibilité d'un capitalisme vert qui se révèle à travers ces échecs. Le réchauffement ne peut être limité au-dessous de 1,5 °C (et même au-dessous de 2 °C) **sans prendre le mal à la racine** : l'accumulation capitaliste basée sur la guerre de concurrence pour le profit, autrement dit le mode capitaliste de production-distribution-consommation basé sur la propriété privée et l'exploitation de la force de travail (qui implique aussi l'exploitation des autres ressources naturelles).

3. Pour concrétiser l'objectif de la COP21, les négociations devraient viser en premier lieu à combler le fossé entre l'objectif de 1,5 °C adopté à Paris, d'une part, et, d'autre part, les contributions nationales déterminées, sur la base desquelles le GIEC projette un réchauffement de 3,3 °C d'ici la fin du siècle. Au lieu de cela, elles achoppent depuis cinq ans sur la mise au point du « *nouveau mécanisme de marché* » décidé en principe à Paris pour donner des moyens accrus de remplacer les réductions d'émissions par de soi-disant « *investissements propres* » générateurs de « *droits d'émission* ». L'expérience accumulée depuis le protocole de Kyoto montre que ces dispositifs ne sont en règle générale que des moyens de contourner les réductions effectives des émissions ainsi qu'un néocolonialisme repeint en vert en accaparant les forêts et autres ressources naturelles, sur le dos des populations. Mais c'est précisément là l'enjeu clé pour les capitalistes : faire croire à l'opinion publique qu'ils luttent contre la catastrophe, alors qu'ils continuent leur œuvre d'accumulation par dépossession et de destruction de la biodiversité. Avant de discuter comment combler le fossé, les capitalistes et leurs représentants politiques veulent connaître l'ampleur de ces possibilités de tricheries. Ce sera le préalable au « *rehaussement des ambitions* » qui devrait être l'enjeu majeur à la COP26 (Glasgow).

4. Plus d'un quart de siècle après le Sommet de la Terre (Rio, 1992) et l'adoption de la Convention-cadre des Nations

unies sur les changements climatiques, les émissions annuelles de CO₂ ont augmenté de 60 %. La concentration atmosphérique de CO₂, en constante augmentation, est aujourd'hui supérieure à 50 % des niveaux préindustriels et sera bientôt supérieure à ceux du Pliocène (il y a 2,6 à 5,3 millions d'années), lorsqu'il n'y avait pas de calotte glaciaire permanente dans l'hémisphère Nord et que le niveau des océans était environ 25 mètres plus élevé qu'aujourd'hui.

Que ce soit dans le cadre des COP ou dans d'autres enceintes, les négociations climatiques sont subordonnées aux impératifs de la croissance capitaliste et des rivalités géostratégiques. Il est illusoire d'attendre de ces COP l'adoption des mesures objectivement suffisantes à une solution réelle, dans le respect de la justice sociale et de la justice climatique Nord-Sud, car cette solution est incompatible avec l'accumulation capitaliste. En ce sens, nous appuyons la déclaration de Greta Thunberg lors de la COP25 à Madrid : la solution ne viendra pas de ces négociations, elle ne peut venir que des luttes des peuples.

5. Les années 2019-2020 ont vu un développement spectaculaire du mouvement mondial pour le climat, avec des grèves lycéennes, des manifestations de masse parfois extrêmement importantes (550 000 à Montréal !), des actions de désobéissance civile, des occupations visant à bloquer les investissements fossiles, etc. La jeunesse, les femmes, les peuples indigènes et les paysannes confirment leur rôle moteur. L'éco-anxiété a fait éclore de nouveaux réseaux activistes (FfF, Rise 2020, XR, etc.) orientés vers l'action, principalement dans les pays dits « *développés* ».

Dans le même temps, les mouvements indigènes ont poursuivi et souvent intensifié leur organisation contre le capitalisme extractif et l'augmentation de l'accaparement des terres, du vol de semences et de la destruction des territoires dans lesquels ils ont vécu pendant des siècles en relative harmonie avec la *Pachamama*. Les mouvements indigènes, les paysannes et les femmes ont

* Motion adoptée par le Comité International de la IV^e Internationale (52 pour, 4 NPPV).

également pris la tête d'un certain nombre d'autres grandes luttes de masse dans le monde entier – en Argentine, au Chili, en Équateur, en Inde, etc. – dans des mouvements qui ne sont pas directement centrés sur les revendications écologiques, mais qui sont des alliés essentiels du mouvement pour la justice climatique. Dans certains contextes, la solidarité entre les mouvements du Nord et du Sud a été renforcée.

Face à cela, quand leurs tentatives de récupération paternalistes et de cooptation dans le dispositif de la « *gouvernance* » ne fonctionnent plus, les gouvernements ripostent par la calomnie, la criminalisation et la répression. Celle-ci prend des formes particulièrement violentes face aux peuples indigènes et aux communautés rurales, dont de nombreux activistes sont assassinés, alors que les destructeurs de la forêt et autres pollueurs restent impunis. 11 088 km² de forêt amazonienne ont été rasés en douze mois, résultat direct de la politique extractiviste et pro-agrobusiness de Bolsonaro qui a aussi profité de la pandémie pour agir à l'abri des regards. L'accélération de la déforestation et la multiplication des incendies nous rapprochent d'un « *effondrement* » irréversible de l'Amazonie.

La IV^e Internationale appelle à la solidarité la plus large avec les victimes de la répression et du projet génocidaire contre les peuples autochtones. Elle soutient toute initiative visant à boycotter les entreprises multinationales ou locales impliquées dans la destruction de l'Amazonie. Considérant l'importance décisive de la forêt amazonienne pour l'équilibre écologique de la planète, la IV^e Internationale appelle à des mobilisations internationales en soutien aux populations qui tentent de résister aux projets écocides du gouvernement brésilien. Elle soutient la campagne contre l'accord de libre échange entre l'Union européenne et le Mercosur, qui aurait des conséquences désastreuses pour l'Amazonie.

6. La seule possibilité réaliste d'arrêter la catastrophe est de travailler sans relâche à une mobilisation mondiale de masse et de longue haleine. Il faut œuvrer à rassembler tous les mouvements sociaux des exploités et des opprimés pour faire descendre dans les rues des dizaines de millions, des centaines de millions de femmes et d'hommes. Les précédents de la mobilisation anti-nucléaire en Allemagne, de l'énorme mobilisation contre l'installation des missiles nucléaires de l'OTAN en Europe et du mouvement mondial contre la guerre d'Irak doivent servir de source d'inspiration. Au lieu de conseiller les décideurs comme le font certai-

nes grandes associations environnementales, il faut les discréditer et les déstabiliser éthiquement, socialement et politiquement. Ce n'est que si la classe dominante voit sa domination menacée que certains courants en son sein envisageront d'abandonner le tout-au-marché néolibéral pour commencer à prendre les mesures de régulation qui sont indispensables pour juguler en partie la frénésie productiviste. Des mesures partielles contribueront à donner confiance au mouvement social dans sa capacité d'aller plus loin dans la voie du « *changement du système, pas du climat* ». C'est dans cet esprit que la IV^e Internationale appelle à organiser partout des mobilisations à l'occasion de la COP26, y compris les plus grandes mobilisations possible à Glasgow même, si les conditions de la pandémie le permettent.

Cette nouvelle dynamique dans le mouvement climatique a déjà pris un départ prometteur. L'appel de la Coalition COP26 pour *From The Ground Up*#1 (1) en novembre 2020 a permis d'enregistrer plus de 8 000 militant·es, dont beaucoup viennent du Sud, pour cinq jours de discussion, la plupart sur une base très radicale, souvent anticapitaliste et écosocialiste. Cela indique les possibilités de rassembler des mouvements du Sud et du Nord, des syndicalistes et des militants d'action directe pour pousser plus loin dans cette direction.

Le processus du Glasgow Agreement, qui est une plateforme d'action et d'articulation stratégique en matière de justice climatique, compte actuellement plus de 130 organisations et collectifs de 40 pays sur quatre continents. Cet accord intègre un programme politique pour la justice climatique qui est parfaitement aligné avec l'écosocialisme et l'action directe de masse, tant au niveau local qu'international.

7. La défaite de Trump, la crise sanitaire et ses effets sur la production, mais aussi l'amélioration de la compétitivité des renouvelables, en particulier dans la production d'électricité par l'énergie solaire (le solaire photovoltaïque – PV – et l'éolien terrestre sont aujourd'hui moins chers que le charbon et le pétrole, ils dépasseront prochainement le gaz) – tous ces événements des derniers mois modifient la donne. Désormais, le programme de Biden, le Green Deal européen et les déclarations de Pékin ont en commun le « *zéro émissions nettes de CO₂ en 2050* ». Il semble probable que les États-Unis, la Chine et l'Union européenne (UE) convergent à la COP26 sur une relance du processus de « *capitalisme vert* » décidé à la COP21.

Cependant cette convergence est bien

en deçà des engagements nécessaires pour ne pas dépasser les 1,5 °C. Selon le GIEC, pour atteindre cet objectif, les émissions nettes doivent baisser de 58 % dans le monde en 2030 et de 65 % au minimum dans l'Union européenne et plus encore aux États-Unis.

Zéro émissions nettes, ce n'est pas zéro émissions, c'est une « *neutralité carbone* » compatible avec le productivisme capitaliste impliquant fausses solutions dangereuses comme le nucléaire, technologies à émissions négatives de capture-séquestration du CO₂ (BECS) et mécanismes de compensations au détriment des pays du Sud et de leurs peuples, voire même le déploiement de la géo-ingénierie. Résolument ancrée dans le marché et la concurrence, cette politique climatique apparemment ambitieuse tourne le dos au principe des responsabilités communes mais différenciées et ouvre une nouvelle phase d'impérialisme vert. Surtout, elle s'inscrit sans le dire dans un scénario insensé : celui d'un « *dépassement temporaire* » du seuil de 1,5 °C d'ici 2050, suivi d'un refroidissement hypothétique par les technologies à émissions négatives. Or, à supposer même que ce refroidissement technologique soit possible, la situation est à ce point critique qu'un basculement irréversible risque fort de se produire durant le soi-disant « *dépassement temporaire* ». Jamais l'antagonisme absolu entre l'accumulation capitaliste et les limites de la planète n'a été aussi visible. Il menace directement la survie physique de centaines de millions d'êtres humains et condamne les autres (et leurs enfants) à vivre dans un monde dévasté, à la biodiversité effondrée.

8. La solution de la contradiction entre le niveau de conscience et la nécessité objective ne réside pas dans l'identification d'une revendication immédiate faisant le pont entre ce qui semble politiquement réalisable dans la conjoncture actuelle, d'une part, et le programme anticapitaliste radical qui est objectivement nécessaire pour arrêter la catastrophe, d'autre part. Elle ne réside pas non plus dans les tentatives de plaquer artificiellement des pétitions de principes révolutionnaires et écosocialistes en décalage avec le mouvement de masse. La clé réside plutôt dans l'adoption par le mou-

1. En novembre 2020, la COP26 devait avoir lieu à Glasgow. Pour marquer le moment où elle devait avoir lieu, la Coalition COP26 a organisé *From the Ground Up* : un rassemblement mondial offrant un espace pour éduquer, activer et élaborer des stratégies, pour renforcer le pouvoir et les liens au sein des mouvements pour la justice mondiale.

Écologie : climat

vement d'un corpus d'exigences intransigeantes basées à la fois sur les diagnostics scientifiques reconnus (sans surenchère catastrophiste), sur les principes de justice sociale, d'égalité des droits, d'émancipation et de démocratie, et sur le droit des générations futures à hériter d'une planète bonne à vivre.

La IV^e Internationale propose au mouvement de concrétiser cette formule algébrique en adoptant face aux décideurs une attitude de défi et de défiance autour des éléments suivants :

- des plans de réduction des émissions dans les différents secteurs, transport, bâtiment, énergie et agriculture, pour rester en dessous des 1,5 °C ;
- le refus du « *dépassement temporaire* » : à titre d'exemple, le GIEC situe le point de bascule de la calotte glaciaire du Groenland entre 1,5 et 2 °C, si celui-ci est franchi aucun refroidissement à posteriori ne permettra de revenir en arrière ;
- la lutte contre les technologies dangereuses – nucléaire, OGM, géo-ingénierie, bio-énergie avec captage et stockage du carbone (BECCS) –, aucune capture-séquestration ne peut servir d'alibi pour continuer l'exploitation des énergies fossiles ;
- le respect des peuples du Sud global et en particulier les peuples indigènes, ce qui implique la fin des mécanismes de compensation. Ces mécanismes font supporter au Sud global le poids de la compensation des gaz à effet de serre émis par et pour les plus riches, expropriant les peuples de leurs terres et forêts ;
- la justice climatique (responsabilités et capacités différenciées du Nord et du Sud global) et la justice sociale (transition juste, dans le vrai sens du terme) ; la planète avant le profit, sauvons le climat des 99 %, au 1 % de payer !
- la nécessité absolue de réduire la production matérielle et les transports ne peut être contournée.

9. La politique a horreur du vide. En amplifiant le vide au point de le rendre insupportable, le mouvement de masse favorisera des recompositions politiques et des ébauches d'alternatives concrétisant la possibilité de construire un autre futur. Le « *Green New Deal* » (GND) proposé aux États-Unis par Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez doit être vu dans ce cadre. Ce GND n'est pas un programme suffisant pour arrêter la catastrophe : entre autres, il n'implique pas de rupture avec la dynamique capitaliste d'accumulation, et ne met pas en cause les mécanismes néocoloniaux, tels que la compensation carbone. Mais, contraire-

ment à son ersatz européen proposé par la Commission de l'UE, le GND est un plan, et ce plan ambitionne de résoudre à la fois la crise sociale (l'emploi, les revenus, les conditions de travail) et la crise écologique/climatique. Ces deux caractéristiques majeures font du GND un événement politique important et un levier pour élargir le débat sur les moyens d'arrêter la catastrophe. À cet égard, l'impact de la proposition dans le mouvement ouvrier est particulièrement important et doit être favorisé.

10. On ne changera évidemment pas le mode de production sans les producteurs/productrices, et a fortiori contre eux. C'est dire que la question stratégique majeure est plus que jamais l'engagement du mouvement ouvrier dans la lutte pour le climat, et contre la catastrophe écologique en général. Des faits limités mais significatifs se sont produits dans la dernière période, qui méritent d'être popularisés car ils montrent que cet engagement est possible. Par exemple : démentant tous les pronostics, les Gilets jaunes en France et le mouvement pour le climat ont convergé dans la lutte contre le gouvernement Macron ; défiant Jeff Bezos, les travailleuses et travailleurs hautement qualifiés du siège central d'Amazon à Seattle ont fait grève, manifesté à l'appel de Greta Thunberg et exigé que l'entreprise s'engage à sauver le climat ; en Suisse, dans le canton de Genève, des responsables syndicaux ont collaboré étroitement avec le mouvement des jeunes pour le climat et le mouvement féministe en perspective de la « *grève pour le futur* » du 15 mai 2020... La pandémie et le confinement reposent la question des productions inutiles qui peuvent et doivent s'arrêter, et des activités indispensables de soutien à la vie et pourtant dévaluées en même temps qu'elles sont dans leur grande majorité effectuées par les femmes. La IV^e Internationale appelle les syndicalistes de gauche à s'appuyer sur les initiatives et réflexions de ce genre pour conscientiser leurs camarades de travail dans le but de les engager eux aussi dans des luttes écosociales. L'objectif à poursuivre est d'amener le mouvement ouvrier à dresser son propre cahier de revendications, à partir de la façon dont les travailleur-es sont impacté-es par le basculement climatique, tant dans leurs conditions de travail que dans leurs conditions d'existence en général, et à s'organiser pour une « *transition juste* » qui signifie quelque chose.

11. En résumé, la IV^e Internationale appelle ses sections et sympathisant-es à organiser la plus forte mobilisation

possible à l'occasion de la COP26 à Glasgow à la fin de l'année, et en amont tout au long de cette année.

La IV^e Internationale réaffirme qu'il est impératif de réaliser les réductions d'émissions nécessaires pour maintenir l'augmentation de la température en dessous de 1,5 °C. Cela inclut l'adoption d'un nouvel ensemble de contributions beaucoup plus radicales et déterminées au niveau national, avec un calendrier centré sur la prochaine décennie et non sur 2050, ainsi qu'un transfert massif d'argent vers le Sud pour financer la justice climatique.

Autour de la COP26, il s'agit de construire des mobilisations pour mettre au défi les élites d'agir pour renverser la situation actuelle, et de rejeter leurs excuses de ne pas le faire. Les gouvernements peuvent apporter rapidement des changements majeurs lorsqu'ils décident de le faire – par exemple, pour faire la guerre, ils peuvent transformer leurs économies en quelques mois. La crise Covid nous a également appris que les gouvernements peuvent trouver d'énormes sommes d'argent lorsqu'ils décident de le faire. Qu'ils le fassent pour le climat !

Les points d'appui et propositions pour la mobilisation sont les suivantes :

- ❶ La deuxième édition de l'événement de la Coalition COP26, *From The Ground Up*, à la fin du mois de mars, cette fois-ci intitulée *Taking Action Now* et visant à développer des plans de mobilisation, au niveau local et mondial.
- ❷ Une mobilisation maximale pour la COP de Glasgow elle-même. Selon les possibilités, cela pourrait inclure des manifestations physiques à Glasgow et dans d'autres parties du monde, des actions décentralisées ailleurs, ainsi qu'une convergence en ligne à défaut d'un sommet des peuples à Glasgow même.
- ❸ L'activité du réseau Glasgow Agreement.
- ❹ La proposition d'une grève mondiale pour le climat initiée par le Global Ecosocialist Network en relation avec la COP26 à Glasgow en novembre 2021.

Sur la base de l'activité et des perspectives dans les différents pays, une réunion spécifique précisera nos propositions pour la construction de la mobilisation. ■

Un revirement complet du secteur des transports est absolument impératif

Résolution du
Comité international
de la IV^e Internationale*

Afin de lutter contre le changement climatique, il faut inverser et reconstruire l'ensemble du système de transport, car il est actuellement responsable d'un cinquième (voire d'un quart dans certains pays) de la production de gaz à effet de serre. De 1970 à 2004, le secteur des transports basé sur le pétrole (voitures, SUV, camions, navires, avions) a augmenté ses émissions de CO₂ de 222 %. Les prévisions indiquent que d'ici 2030, il augmentera encore de 80 %. Entre 2015 et 2019, au moins 90 millions de véhicules ont été produits chaque année. Pourtant, le véhicule individuel reste inutilisé 90 % du temps, ce qui nécessite la construction de places de parking et de garages. Ces véhicules sont à l'origine de 78 % des émissions de CO₂ causées par la construction, l'entretien et l'utilisation des rues et des autoroutes (le reste provient des bus, des trams et des trains). En outre, ce mode de transport individuel est dicté par le marché et renforce donc les inégalités. Nous ne pouvons plus nous permettre la « culture de l'automobile » qui a dominé la société ces 75 dernières années.

Malgré la nécessité de réduire considérablement le trafic et le stockage de la voiture individuelle, la conversion de l'industrie automobile en une industrie qui produit pour les transports en commun sera une tâche difficile. Néanmoins, nous avons un modèle partiel : pendant la Seconde Guerre mondiale, toute la production automobile américaine a été arrêtée car Washington avait réquisitionné les usines pour la production en temps de guerre. Une conversion industrielle encore plus poussée est nécessaire aujourd'hui, avec la nécessité de réduire considérablement notre dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles.

En outre, les accidents de la route constituent un problème majeur. Selon l'Organisation mondiale de la santé, 1,35 million de personnes meurent chaque année



des suites d'un accident de voiture et 50 millions de personnes souffrent de blessures non mortelles. Environ sept millions de personnes meurent de la pollution de l'air, peut-être un million environ à cause des émissions de combustibles fossiles des véhicules ou de leur entretien.

L'industrie automobile a été un moteur central de l'industrialisation au cours du siècle dernier. L'industrie dépend d'un réseau en aval qui fore ou fracture pour le pétrole et creuse et extrait pour les minéraux. Ceux-ci sont transformés en produits chimiques, pneus, verre, acier, plastique, puis expédiés vers des usines d'assemblage. Elle crée un marché en amont composé de salles d'exposition, d'ateliers de réparation, de stations-service et de dépôts de ferraille. En analysant comment la recherche de la rentabilité est liée à la nécessité d'augmenter la production, nous reconnaissons que nous devons faire bien plus que décarboner notre monde. Nous devons également évaluer et réattribuer les autres ressources naturelles qui entrent dans ses processus de fabrication. Étant donné que la propriété privée et la rentabilité qu'elle génère nous ont fait entrer dans cette crise, l'élite du business est clairement incapable de gérer le redressement.

Dans la mesure où ils reconnaissent la gravité de la crise, ces capitalistes ont réagi en proposant des véhicules électriques comme solution. Si cette solution permet de

réduire l'utilisation de carburant fossile dans le réservoir, elle ne traite pas de la totalité de la durée de vie du véhicule. Nous proposons plutôt des équipes-communautés des travailleurs qui peuvent gérer un système de transport efficace et accessible à tous.

Les voitures électriques ne sont pas une solution aux problèmes écologiques existants

Les médias grand public, une partie de la bourgeoisie et une grande partie du grand public considèrent le passage aux véhicules électriques comme une solution aux problèmes provoqués par les gaz à effet de serre dans le secteur des transports. Mais il y a des raisons fondamentales pour lesquelles cela ne fonctionne pas et peut même aggraver les problèmes écologiques que nous avons déjà :

- Avant même d'être conduits, les véhicules électriques apportent un énorme « *passif écologique* » : la production des batteries exige des niveaux élevés de consommation d'énergie et une utilisation intensive des matières premières telle qu'il faudrait conduire une voiture électrique pendant 8

* Résolution adoptée le 24 février 2021 (47 pour, 3 abstentions, 6 NPPV) par le Comité International de la IV^e Internationale.

Écologie : transports

ans avant qu'il y ait une réduction de la production de CO₂ par rapport à une voiture à essence.

● Même ces 8 ans avant de réduire les émissions de CO₂ ne seraient valables que si l'énergie électrique à consommer était 100 % écologique, ce qui est complètement illusoire. Le mix électrique existant (principalement charbon, gaz, pétrole, énergies renouvelables) ne changera pas substantiellement dans les années à venir. Donc, si un nombre considérable de voitures électriques (même sans tenir compte des camions électriques et des bus électriques sur batteries) devaient être utilisées, davantage d'électricité à base de carbone (énergie fossile) devrait être produite. De plus, une énorme quantité de nouvelles infrastructures serait nécessaire (des millions de bornes de recharge, etc., qui nécessitent une production supplémentaire de CO₂), ainsi que l'entretien continu des autoroutes et des routes (aux États-Unis, en 2014, le coût moyen de la reconstruction d'une voie existante d'une grande autoroute urbaine était de 7,7 millions de dollars par kilomètre et sur une rue collectrice d'une petite zone urbaine, il serait de 1,5 million de dollars).

● Il y a d'importants effets boomerang :

➤ L'utilisation de voitures électriques produirait plus de trafic, car les gens pensent qu'il s'agit d'un véhicule écologique (car il ne brûle pas de carburant), d'autant qu'une telle voiture est nettement plus chère, et ils pourraient penser qu'ils doivent l'utiliser plus fréquemment afin de la rendre « *écologiquement efficace* ». En même temps, ces personnes utiliseraient moins fréquemment les transports en commun.

➤ En raison de la faible autonomie de ces voitures (environ 200 km, seule la grosse Tesla atteint 400 km, en hiver tous ces chiffres sont encore plus modestes) et parce qu'il faut plusieurs heures pour recharger la batterie, 59 % des voitures électriques sont des véhicules secondaires. Ces voitures supplémentaires ajoutent aux inconvénients de ce que l'on peut appeler la « *société automobile* ».

➤ Et il y a un effet pervers déjà visible aujourd'hui : les voitures électriques vont prolonger la production croissante de SUV.

Outre le fait que tous les autres dommages du système de transport centré sur l'automobile (voir ci-dessous) persisteraient, il faut être conscient qu'il existe d'autres préjudices écologiques qui sont complètement niés par les partisans et les utilisateurs de voitures électriques :

● De nombreuses matières premières seraient massivement exploitées. Il faut quatre fois plus de cuivre pour une voiture élec-

trique (jusqu'à 80 kg par voiture). D'ici 2027, l'extraction de cuivre sera multipliée par dix (les principaux pays concernés sont le Brésil, le Pérou, le Chili et l'Argentine).

● La production de batteries nécessite le traitement de grandes quantités de matières premières très précieuses : lithium, graphite, cobalt et nickel. La production actuelle de lithium s'élève à 200 000 tonnes, d'ici 2025 elle passera à 600 000 tonnes. Les ingénieurs de Tesla prévoient un besoin de 2 à 3 millions de tonnes, et une tonne de lithium nécessite 1,9 million de litres d'eau.

Le transport privé motorisé est l'un des principaux contributeurs à la production de gaz à effet de serre dans le secteur des transports, mais d'autres contributeurs sont également très nuisibles : le transport maritime de conteneurs autour du monde, les bateaux de croisière et le transport aérien, ce dernier étant par exemple trois fois plus nocif que l'automobile et 19 fois plus nocif que le train (mesuré en passagers/kilomètres). Non seulement les voitures utilisées par les particuliers sont désastreuses, mais l'utilisation croissante de camions (tout en démantelant les chemins de fer) pour le transport du fret est épouvantable et pas seulement au niveau écologique.

De plus, changer le secteur des transports n'est pas seulement urgent pour des raisons écologiques.

Pourquoi le transport privé motorisé est mortel, même sans tenir compte des effets écologiques

❶ Nous devons avant tout être conscients du fait que ce type de système de transport cause un très grand nombre de morts. Dans l'UE à elle seule, 25 000 personnes sont décédées des suites d'un accident de voiture en 2018, 135 000 ont été gravement blessées. Les chiffres du Road Safety Report 2018 (pour 2016) publiés par l'OMS indiquent qu'aux États-Unis plus de 39 000 personnes sont mortes, en Inde plus de 299 000 et au niveau mondial 1 323 666 (ce ne sont que les décès officiellement enregistrés). Ce nombre élevé de morts ne peut être expliqué que par le danger élevé de ce que l'on peut appeler « *la société automobile* », c'est-à-dire le transport privé motorisé et l'utilisation excessive de camions, d'avions et de porte-conteneurs. Pour obtenir un meilleur ratio, nous pourrions prendre l'exemple du Japon des années 1966 à 1975 quand 190 morts étaient dues à des accidents de train, mais 46 486 à des accidents de voiture, bien que ces trains aient transporté plus de personnes que les voiture-

res au cours de cette période, soit 1 contre 245. Depuis l'invention de l'automobile, le nombre de morts s'élève à plus de 48 millions, ce qui équivaut à une guerre mondiale.

❷ En outre il ne faut pas oublier les effets à long terme des substances nocives émises par les voitures et les camions. Les particules sont particulièrement dévastatrices (en grande partie à cause des émissions des voitures et des camions, principalement les pneus et les freins) et les oxydes d'azote. Dans la plupart des grandes villes, la valeur limite définie par l'OMS est largement dépassée. À Shanghai, jusqu'à la fin du XX^e siècle, les médecins devaient traiter 1 000 cancers du poumon par an. 15 ans plus tard, leur nombre est passé à plus de 10 000. L'OMS a estimé qu'au niveau mondial, environ 4,5 millions de personnes meurent chaque année à cause des particules (dues en grande partie au trafic routier).

Et il y a un autre facteur qui affecte notre santé : l'utilisation des transports aérien et automobile est un facteur important du bruit croissant qui provoque un nombre considérable de crises cardiaques, d'insomnies, d'hypertension artérielle, de dépressions nerveuses et d'autres maladies graves.

❸ La priorité des investissements et des infrastructures est donnée aux secteurs où le capital peut réaliser un maximum de profits, ce qui – pour le secteur des transports – concerne non seulement la construction d'autoroutes mais aussi l'ensemble de nos villes. La structure des villes a été complètement transformée pour les voitures, pas pour les piétons ou les cyclistes. Ce qui fait obstacle aux transports publics et rend les villes non seulement malsaines mais en fait des endroits où l'on ne veut pas vraiment vivre ou passer son temps libre. L'urbanité est largement compromise, ce qui rend la lutte pour le « *droit à la ville* » (Henri Lefebvre) d'autant plus urgente.

Dans le même temps, le système de transport centré sur la voiture affecte également l'infrastructure aux niveaux régional, national et international. Presque tous les trajets (chaque déplacement) s'allongent. Dans les années 1970, les trajets quotidiens motorisés d'un Européen de l'Ouest étaient d'environ 9 000 km par an. En 2006, cela représentait déjà 14 000 km. Ce n'est pas principalement dû au nombre de déplacements, mais à l'éloignement du lieu de travail, des courses, etc.

L'urbaniste Martin Wagner (exilé aux États-Unis) a comparé Berlin à la fin des années 1920 à New York en 1957. Les résultats de ces études sont assez clairs : le nombre de voyages (c'est-à-dire tout déplace-

ment) qu'une personne doit (ou veut) effectuer par an n'a pas significativement changé au cours de ces années. Soit environ 1 000 par an, dont 650 pourraient être faits à pied si les plans d'urbanisme étaient faits en respectant les critères écologiques et sociaux.

Les statistiques allemandes récentes ont dénombré une moyenne annuelle de 1 216 trajets. L'augmentation est principalement due à la découverte de nouveaux trajets, comme l'accompagnement de jeunes enfants, qui ne seraient pas – dans une large mesure – nécessaires si les distances pour les enfants étaient assez courtes, c'est-à-dire aussi courtes qu'il y a cent ans, et si une planification urbaine rationnelle était mise en œuvre.

④ La société automobile est également très consommatrice d'espace, surtout l'utilisation de véhicules particuliers, car ils ont besoin de huit fois plus d'espace pour le transport que celui nécessaire pour un système basé sur les trains (mesuré en passagers par kilomètres). Le tramway a besoin de 40 fois moins d'espace. Sur les courtes distances, les camions ont besoin de 15 fois plus d'espace que les trains, pour les camions plus petits (et les distances plus courtes), la proportion est de 70 pour 1.

L'effet sur la consommation d'espace est vrai à deux autres niveaux : il y a d'abord la construction infinie d'autoroutes, de parkings, nécessitant de plus en plus de terrains pour extraire les matières premières, etc. Deuxième niveau supplémentaire : le Worldwatch Institute (Washington) a constaté que la production d'éthanol nécessite une énorme quantité de terres : pour une voiture qui fonctionne à l'éthanol, il faut un terrain agricole 16,5 fois plus grand que celui utilisé par un petit paysan pour produire ses subsistances pendant un an. Aujourd'hui, près de 900 millions de personnes meurent de faim alors que chaque année 142 millions de tonnes de céréales et de colza sont transformées en « biocarburant », assez pour nourrir 420 millions de personnes. Puisqu'une quantité croissante de terres arables est transformée en zones de plantation « pour remplir le réservoir », ces zones manquent à la production de nourriture. Sans oublier que, selon les régions, jusqu'à 3 500 litres d'eau sont nécessaires pour produire un litre de « biocarburant ».

⑤ Grâce à la croissance ininterrompue de la « société automobile », non seulement les trajets (la locomotion moyenne) se sont allongés, mais les gens doivent également passer de plus en plus de temps à voyager, surtout pour aller au travail. En ville, de



Mexico à Pékin, de Los Angeles à New Delhi, les gens passent des heures dans les encombrements quotidiens. Déjà en 1998, les statistiques allemandes comptaient 67 heures d'embouteillages par an pour les personnes motorisées (c'est plus de temps qu'à faire l'amour). En 2018, le temps moyen passé dans les bouchons s'élevait à 120 heures par an et par conducteur.

En outre, le nombre de voitures augmentera dans le monde entier. En 2010, nous avions un milliard de voitures ; en avril 2019 1,24 milliard ; en 2025, les études récentes tablent sur 1,8 milliard et en 2050 : 2,7 milliards (soit 2 700 millions !). En incluant les camions, les bus etc., nous aurons 2,1 milliards de véhicules sur les routes en 2025, soit deux fois plus qu'en 2010. Ajoutez à cela le fait que les voitures produites et utilisées (!) sont de plus en plus de puissantes. En 2017 aux États-Unis, 11 millions de SUV ont été vendus, sans compter le nombre croissant (et la puissance croissante) de camionnettes.

Dans l'ensemble, nous sommes confrontés à un effondrement climatique à moins que nous n'imposions un renversement complet de la philosophie de l'ensemble du secteur des transports.

⑥ La « société automobile » coûte cher. L'achat et l'entretien d'une voiture sont beaucoup plus chers que l'utilisation d'un transport public rationnel. Indépendamment des effets écologiques et autres mentionnés ci-dessus, chaque voiture est fortement subventionnée par la société (c'est-à-dire par le contribuable).

Bien que le terme « coûts externes » largement utilisé soit en fait trompeur (puisque ces coûts ne proviennent pas de l'extérieur et sont structurellement inhérents au système de transport automobile), les résultats de différentes études sont assez clairs et raisonnablement liés. La plus importante est la recherche « Effets externes des transports.

Coûts des accidents, de l'environnement et de la congestion des transports en Europe occidentale ». Selon l'étude de 2004 (les chiffres sont de l'année 2000) ces coûts se sont élevés dans l'UE-15 de l'époque, avec la Norvège et la Suisse (nous l'appelons UE-17) à 7,3 % de son PIB, sans compter le coût des encombrements. Les parts qui comptent le plus sont les effets sur le climat (30 % des « coûts externes ») et l'effet sur les soins de santé principalement dans les hôpitaux (24 %).

En même temps – avec les voitures, en particulier les SUV, qui s'agrandissent tout le temps, la construction de routes qui devient plus chère – nous voyons maintenant jusqu'à 10 % du PIB pour les coûts prétendument « externes », d'autant plus si nous tenons compte des coûts de congestion et des coûts croissants des infrastructures plus importantes nécessaires aux camions (comme les « trains routiers », etc.).

Cela correspond aux recherches effectuées à l'université de Dresde, qui ont abouti à la conclusion que (en Allemagne) chaque voiture est subventionnée de 2 000 euros par an. Cela équivaut à 45 000 euros de subventions par voiture par la société. D'autres études évaluent des chiffres plus importants, telles celles de l'institut INFRAS/WW. Pour 1996, cette institution calculait déjà des subventions de 4 000 DM (2 250 €) pour chaque voiture chaque année ! En fait, seule une petite partie de la population pourrait ajouter 25 000 € au prix d'une nouvelle voiture. Le système actuel est donc un énorme système de subvention pour l'ensemble de l'économie pétrolière, principalement l'industrie automobile.

Le capitalisme ne peut résoudre les problèmes

Le système social et politique existant est dominé par une majorité de puissantes compagnies liées à l'énergie fossile, qui ont beaucoup de capitaux investis dans cette partie de l'économie, ce qui en fait une économie pétrolière. Depuis des décennies déjà, sur les dix plus grands trusts du monde, cinq à sept ont été « fossiles » (le classement suivant est celui de 2017 où encore sept ont été « fossiles ») : Royal Sinopec (dans le secteur pétrolier, 3^e des dix plus grandes entreprises), China National Petroleum (pétrole, 4^e), Shell (pétrole, 5^e), Toyota (automobile, 6^e), Volkswagen (automobile, 7^e), BP (pétrole, 8^e), Exxon (pétrole, 9^e).

Ce puissant secteur de l'économie capitaliste est en même temps le générateur d'impulsions du développement capitaliste. Depuis le rétablissement d'un cycle « nor-

Écologie : transports



mal » de développement capitaliste (au milieu des années 1970), nous avons eu cinq cycles et ceux-ci étaient toujours en même temps les cycles de l'industrie automobile (en ce moment nous sommes à la fin du 6e cycle). Plus important encore, les nouvelles méthodes de production et de transport adoptées depuis les années 1970 ont permis de mettre en place une chaîne d'approvisionnement mondiale qui utilise des camions, des avions, des trains et des bateaux pour réduire les coûts de production. Ces différentes formes de transit permettent de transférer des conteneurs standardisés d'une partie du monde à une autre. Cette technologie de rétrécissement de l'espace repose sur la réduction des barrières tarifaires et l'amélioration de la communication. La technologie permet la coordination d'un ensemble d'activités dispersées à l'échelle mondiale, ce qui permet une division croissante du travail. Elle commence par l'approvisionnement en matières premières, mais affecte l'assemblage des matériaux et la production des composants aux zones à bas salaires, tout en imposant des normes strictes (un processus connu sous le nom de fissuration). La direction de l'entreprise met également l'accent sur la lean production et le « juste à temps » afin de réduire considérablement les stocks. Bien que la logistique de la chaîne d'approvisionnement mondiale diffère selon les industries, dans le secteur automobile, elle a permis de réduire de 11 % le coût total dans les seuls pays de l'OCDE (1). Toutefois, certaines entreprises repensent la mondialisation compte tenu des perturbations que le virus Covid-19 a provoquées.

L'éventail de l'économie pétrolière (l'économie fossile) va bien au-delà de l'industrie automobile : le secteur du transport maritime, l'aviation (trafic aérien) et bien sûr le secteur de l'énergie (électricité, chauffage). L'ensemble des infrastructures de l'écono-

mie et nos modes de vie (allant de la façon dont nos villes sont construites à l'ensemble du secteur des transports) sont déterminés par le secteur fossile de l'économie.

Abandonner ce type de fonctionnement économique ne sera pas rendu possible seulement par des arguments solides. Une majorité de la population devra être convaincue que nous avons besoin d'un revirement complet si nous, et nos enfants et petits-enfants, voulons avoir un avenir digne d'être vécu. De larges coalitions de forces écologiques et sociales devront lutter contre les intérêts de ces compagnies. Ce qui, par la nature de toutes les implications, devra être lié à la lutte pour un autre type de système économique et social. Ce tournant nécessitera une inversion totale de tous les investissements. Seule la société dans son ensemble pourra se le permettre et l'exécuter. L'expropriation de capitaux sera une condition préalable mais en elle-même ne sera pas suffisante. Cela est similaire à ce qui est vrai pour la libération des femmes, des nationalités opprimées, etc. : sans abolition de la société automobile, le socialisme ne sera pas possible et l'abolition de la société automobile ne sera pas possible sans le socialisme.

La clé de la transformation de l'industrie automobile en un système de transport de masse ce sont les travailleur-euses et la communauté au sens large à chaque étape du processus d'extraction, de production, de transport et de maintenance. C'est un réseau d'organisations de travailleur-euses et de la communauté qui devra analyser, planifier et construire le nouveau système. Ces comités mettront également en œuvre les conditions de travail en accordant une attention particulière à l'indemnisation et à la sécurité des travailleurs et de la communauté. Il s'agira notamment de réduire et de partager les heures de travail, de maximiser la capacité de toutes et tous à participer à la planification et à la reconfiguration des emplois afin de généraliser les connaissances et la satisfaction. Des congés payés seront garantis pour un large éventail de besoins.

La différence entre le Nord et le Sud serait supprimée et les autres formes de discrimination éliminées grâce à la participation démocratique de toutes et tous. Bien sûr, il y aura des erreurs, mais celles-ci peuvent être corrigées grâce aux processus transparents d'analyse, d'évaluation et de prises de décision démocratiques.

Quels sont nos objectifs?

En présentant nos revendications, nous ne faisons pas appel aux gouvernements (ou à la classe dirigeante dans son ensemble en fait), mais nous expliquons clairement les changements pour lesquels nous pensons qu'il est nécessaire de lutter. Ce combat doit être organisé par le bas par toutes les classes dominées.

Nos revendications, nos objectifs à court et à long terme sont :

- Modernisation massive des systèmes de transport public en mettant l'accent sur la réintroduction, la construction et l'expansion massive du secteur des transports basés sur le tramway et – là où c'est possible – sur la réintroduction et la propagation des trolleybus.
- Transformer l'industrie automobile en construisant des véhicules de transport en commun (trains, tramways, trolleybus, etc.).
- Gratuité de tous les transports publics dans les villes et leurs environs.
- Restructurer les villes afin que la plupart des destinations (lieu de travail, shopping...) soient accessibles à pied.
- Parallèlement à la mise en œuvre de ces mesures, bannir la voiture des villes (à l'exception des services d'urgence et similaires).
- Taxer le transport aérien de manière adéquate, de sorte que l'aviation chute d'au moins 70 % à 80 %. Interdire les vols inférieurs à 1 000 km.
- Supprimer la chaîne d'approvisionnement mondiale de l'industrie à une large échelle afin que le transport par conteneurs soit réduit à une petite dimension.

Dans la lutte pour un système de transport différent, la conversion de l'industrie automobile est absolument essentielle. Comme la production et l'entretien des moyens de transport public (bus, trains, etc.) sont loin de réaliser des profits comparables à ceux de la production de masse de voitures, il est impossible de convaincre les propriétaires de capitaux concernés de procéder à une telle conversion. Ainsi, la lutte pour l'expropriation et la socialisation de ces moyens de production, sans compensation, est le grand défi dans la lutte contre le changement climatique et pour un système de transport social et plus sain. ■

1. <https://www.bu.edu/transportation/CTS2002G.pdf>

La nouvelle montée du mouvement des femmes

« Pour changer les conditions de vie, nous devons apprendre à les voir à travers les yeux des femmes »

Léon Trotski**

Résolution du Comité international de la IV^e Internationale*

Ces dernières années, nous avons vécu une nouvelle montée des mouvements féministes qui, dans un certain nombre de pays, ont pris un caractère massif et, parallèlement, une participation et un leadership accrus des femmes dans de vastes mouvements de protestation de masse et dans des soulèvements populaires. De ce point de vue, compte tenu des différents paradigmes de ces luttes par rapport aux précédentes, de la fin du XIX^e et début du XX^e siècle ou des années 1960 et 1970, et de leur développement en même temps que d'autres processus de mobilisations internationales massives, nous considérons qu'une nouvelle vague du mouvement des femmes est en cours, qui aura un effet durable sur les formes et exigences de la lutte des classes, et notamment avec le nouvel outil de la grève des femmes féministe.

1. Le contexte

En 2020, la pandémie de Covid-19 a créé un contexte totalement nouveau tout en mettant en évidence les caractéristiques essentielles de la situation. Le texte de notre 17^e Congrès mondial en 2018 avait souligné le chaos géopolitique général et les crises qui existent aujourd'hui. La pandémie est une illustration frappante de la mondialisation, par sa propagation rapide dans le monde entier et le chaos créé par l'incapacité de tous les gouvernements capitalistes à gérer les crises sanitaire, sociale et économique qui s'ensuivent.

Une tension a été créée entre les urgences économiques et sanitaires afin de désorienter et d'induire en erreur une grande partie de la population sur la gravité et la profondeur de la phase actuelle de cette crise de civilisation. Dans une large mesure, l'idée s'est répandue que la pandémie serait la cause de la crise économique, alors qu'en fait le capitalisme en crise cherchait à se réorganiser en se cachant derrière la pandé-



mie. Par conséquent, les mesures éventuelles contre les effets sociaux de la pandémie sont présentées comme des parenthèses qui devraient laisser au plus vite place aux politiques « normales ». Ce qu'on peut voir derrière les confinements totaux et partiels dus à la Covid-19, c'est que la pandémie a surgi dans un capitalisme qui n'avait en rien surmonté les crises combinées (financières, socio-économiques, environnementales, géopolitiques) toujours à l'œuvre après 2007-2008.

Ces crises interdépendantes en cours affectent particulièrement les femmes – cela est renforcé par les effets de la pandémie, qui produisent un retour en arrière généralisé par rapport à ce qu'on appelle souvent la « révolution la plus longue » qui a fait accroître les droits des femmes au cours du siècle passé.

Cette contradiction entre, d'un côté, les aspirations des femmes à une vie qui en vaut la peine et, de l'autre, l'aggravation de la situation actuelle, est à la base de la nouvelle montée des mobilisations des femmes et explique le caractère souvent global des plateformes qui ont émergé ainsi que le développement de la grève féministe des femmes et des expériences dans les territoires et communautés comme méthodes d'action symbolisant un rejet du système dans son ensemble.

1.1 Pandémie de Covid-19. La pandémie de Covid-19 est le produit de l'intersection

des crises écologique et sociale sous-jacentes : la distorsion de la relation de la société humaine avec la nature (déforestation, effondrement de la biodiversité, trafic des animaux sauvages, agriculture industrielle, manipulations génétiques dans la production animale et alimentaire) et l'incapacité des gouvernements capitalistes, dont le seul moteur est le profit, à construire et à maintenir des services de santé et autres services publics efficaces. La pandémie a également été une démonstration brutale de l'inégalité mondiale en matière d'accès aux soins et aux ressources de santé, par exemple 90 % des vaccins disponibles ont été alloués aux pays du Nord.

Les gouvernements ont eu recours à des mesures répressives de confinement et de couvre-feu, souvent mises en œuvre alors que la pandémie se poursuivait de manière incohérente et injustifiable parce que les services de santé avaient été réduits et ne pou-

* Résolution adoptée le 24 février 2021 (53 pour, 3 NPPV) par le Comité International de la IV^e Internationale

** Article de Léon Trotski, publié le 14 août 1923 dans *Pravda*, cité par Pierre Broué, *Trotsky*, chapitre XXVII (https://www.marxists.org/francais/broue/works/1988/00/PB_tky_27.htm#_cdn1). En anglais : Léon Trotski, « Against Bureaucracy, Progressive and Unprogressive » (6 août 1923), in *Problems of Everyday Life and Other Writings on Culture and Society*, Monad Press, New York 1973, p. 65.

Femmes

vaient pas faire face ; même après la première vague, il n'y a pas eu d'injection de nouvelles ressources pour préparer l'inévitable deuxième (ou troisième) vague. Cette situation a vu également le développement des théories du complot sur les virus manufacturés et des campagnes anti-vaccins, au point d'être une menace pour la santé publique dans certains pays.

Ce sont les femmes qui supportent le plus gros du coût social de la pandémie. La pandémie a révélé de façon frappante qui sont les « *travailleurs essentiels* » : celles et ceux qui sont nécessaires à la poursuite de la vie humaine tels que les travailleuses et travailleurs de la santé et des soins, le personnel de nettoyage, les travailleur-es et paysan-es de la distribution et production alimentaire, le personnel enseignant et administratif de l'éducation, les travailleur-es des transports. Les femmes sont également prédominantes dans les secteurs décimés par les effets des confinements et des couvre-feux : l'hôtellerie, le commerce et le secteur informel. Tous ces secteurs sont fortement racialisés et comptent souvent une forte proportion de travailleur-es indigènes. Ces développements ont également fortement affecté la communauté LGBTIQ qui est centrée plus que d'autres sur les secteurs essentiels ou précaires.

Lorsque les écoles et les garderies sont fermées, la charge domestique qui pèse sur les femmes est accrue, sans compter le stress et l'anxiété que suscite la nécessité de veiller à ce que les écoliers suivent l'enseignement en ligne, lorsqu'il leur est proposé, disposent des équipements et des conditions nécessaires pour le faire correctement. L'insuffisance des ressources offertes entraîne un taux de décrochage accru. Les responsabilités des femmes en tant que soignantes de membres de la famille malades et âgés ont augmenté.

La restriction des autres soins médicaux, la priorité étant donnée aux patients atteints de Covid-19, touche de nombreuses personnes, celles atteintes de maladies chroniques, les patients atteints de cancer et d'autres qui ont besoin de soins réguliers comme les personnes vivant avec le VIH et les personnes trans qui ont besoin de médicaments réguliers. Les femmes enceintes ont également besoin de soins médicaux réguliers avant, pendant et après la naissance. Cette restriction des soins touche aussi particulièrement les femmes qui ont besoin d'une aide médicale immédiate pour interrompre une grossesse non désirée ou non planifiée.

Pour les centaines de millions de femmes en dessous du seuil de pauvreté extrême, le recours désespéré à l'endettement pour survivre s'est encore aggravé. Sur les 250 millions

de clients du microcrédit, plus de 80 % sont des femmes très pauvres qui subissent des taux d'intérêt souvent usuraires.

De nombreuses migrantes et migrants, tant internes qu'internationaux, dont des milliers de femmes travaillant notamment comme employées de maison et dans le secteur textile, ont été expulsés-es des lieux où ils travaillaient avant la pandémie. Elles et ils ont migré en premier lieu parce qu'elles ne pouvaient pas trouver d'emploi chez elleux, et la contraction économique provoquée par la pandémie aggrave cette situation, les laissant, souvent dans des communautés rurales, sans aucun moyen de subsistance.

Les confinements constituent également une menace supplémentaire pour les femmes confinées avec des partenaires ou membres de leur famille violents et, dans ces conditions exacerbées, l'incidence de la violence domestique a manifestement augmenté. Dans certains pays, des mesures ont été prises pour permettre aux femmes de signaler ces incidents et de trouver un autre logement, mais elles ont été insuffisantes et de courte durée. De nombreuses personnes LGBTIQ, en particulier les plus jeunes, ont été contraintes de retourner dans leur famille d'origine, ce qui a souvent entraîné des violences et une répression accrue à leur rencontre.

Alors que les gouvernements ont tenté de faire face à la pandémie essentiellement par des mesures répressives et autoritaires, au niveau local et très souvent à l'initiative des femmes des réseaux de soutien ont été mis en place. Ces réseaux ont pris en charge des tâches telles que faire des courses pour les personnes âgées et vulnérables ou fabriquer des masques, et ont ainsi rompu l'isolement qu'imposaient l'enfermement et le travail à domicile, apportant un soutien émotionnel lorsque les gens craignent que le virus les tue ou tue leurs proches. Les productrices rurales ont soutenu la production alimentaire locale et urbaine.

La crise sanitaire met en évidence la centralité du travail de reproduction sociale des femmes et fait écho aux demandes de revalorisation des professions de soins. Elle met également en évidence le besoin de solidarité internationale et de justice dans l'accès aux soins et aux ressources de santé.

1.2 Néolibéralisme. La mondialisation capitaliste, la financiarisation et l'internationalisation croissante des chaînes de production ont réduit la capacité des gouvernements à mettre en œuvre des politiques économiques dans l'intérêt collectif des classes dirigeantes. Les pays impérialistes s'efforcent encore d'assurer des conditions favorables à

l'accumulation du capital, mais le capital mondial fonctionne plus indépendamment qu'auparavant. Les crises financières de 1997 et 2007-2008 ont révélé les contradictions inhérentes à la mondialisation capitaliste avec des conséquences majeures : politiques, sociales et structurelles – dont l'explosion de la dette, la revitalisation du crime organisé, et même la résurgence de l'esclavage humain. De grandes banques privées se sont lancées à la conquête de nouveaux marchés et clients en s'adressant via le microcrédit aux centaines de millions de femmes qui n'ont pas de compte bancaire.

Le chômage, le sous-emploi et l'emploi précaire, la réduction massive des services de base (logement, éducation, aide sociale, etc.), ainsi que les crises agricoles, ont eu un impact massif sur la capacité de survie de millions de personnes.

En raison de la croissance des capitaux mondialisés et non réglementés, de la corruption et de l'incompétence des gouvernements et de l'appauvrissement de vastes pans de la population, le crime organisé est devenu un acteur économique et social majeur sur la scène mondiale. Il ne se limite pas à la contrebande et à la vente de drogues, mais s'est étendu à la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle et de travail, qui constitue sa deuxième source de revenus, ainsi qu'au trafic d'armes, qui attire des milliers de jeunes dans ses rangs et entraîne des niveaux de violence inouïs dans les communautés.

Tout cela a un impact particulier sur les femmes, tant dans le travail salarié que non-salarié. Les femmes sont plus nombreuses à occuper des emplois précaires, des emplois dans le secteur informel ou dans des secteurs où le chômage a grimpé en flèche, et la majorité des victimes de ce trafic sont des femmes. La dégradation des services publics augmente la quantité de travail domestique nécessaire pour la reproduction sociale au niveau du foyer – dont une part disproportionnée revient aux femmes.

1.3 La montée de l'extrême droite, le fondamentalisme religieux, l'autoritarisme, l'anti-« idéologie du genre ». La montée de courants fondamentalistes d'extrême droite, autoritaires et religieux, souvent liés, mais pas toujours identiques, a des conséquences spécifiques et néfastes pour les femmes.

Le renouvellement de la droite radicale renforce une poussée réactionnaire qui vise à saper les droits des femmes et des personnes LGBTIQ – le droit à l'avortement et les droits reproductifs en général, le droit de la famille – et augmente la chasse aux sorcières

contre les personnes LGBTIQ.

Certains mouvements attaquent clairement les femmes et les personnes LGBTIQ, souvent en présentant l'homosexualité et les droits LGBTIQ comme des exportations impérialistes. D'autres, sous prétexte de défendre les femmes et les personnes LGBTIQ, ciblent les migrants et/ou les musulmans, prétendant défendre les droits des femmes en interdisant le port du voile ou du foulard, les accusant de viol ou affirmant que l'islam est contre l'homosexualité. En conséquence, l'extrême droite peut connaître des tensions entre ceux qui veulent faire appel au sexisme et à l'hétérosexisme de leur base et ceux qui instrumentalisent les droits des femmes et des LGBTIQ au service de l'islamophobie et des préjugés anti-immigration. Cependant, en fait, ils se renforcent mutuellement.

Les codes juridiques religieux dépendent fortement de la famille et de la ségrégation des rôles entre les sexes, imposant des relations de pouvoir oppressives sur le corps des femmes, qui mettent en danger la vie des femmes. Les fondamentalistes ciblent souvent la présence des femmes sur les lieux de travail, notamment en cherchant à leur interdire les usines.

D'autres courants d'extrême droite émergent comme fondamentalisme religieux dans toutes les « grandes » religions (ou fondamentalisme « religieux national » tel que l'extrême droite sioniste). Ils influencent des gouvernements aussi importants que les États-Unis et le Brésil et jouent un rôle central dans certains pays d'Europe de l'Est. Qu'ils soient évangélistes ou catholiques extrémistes, les courants chrétiens font des ravages en Amérique latine et en Afrique avec des politiques profondément réactionnaires à l'égard des femmes – notamment sur la question de l'avortement et du droit des femmes à choisir – et des LGBTIQ avec une idéologie antigendre qui vise à maintenir les rôles traditionnels masculin et féminin et attaquer les droits des LGB et particulièrement des trans. Le monde musulman a une dimension internationale particulière du fondamentalisme religieux, avec des mouvements « *transfrontaliers* » comme l'État islamique ou les talibans. Les mouvements théofascistes ont recours à la violence sexuelle systématique contre les femmes et les mineurs dans les territoires qu'ils contrôlent, principalement sous forme de viol et d'esclavage sexuel. Ils s'en servent pour recruter des membres et lutter contre d'autres groupes.

Le conservatisme néolibéral qui vise à renforcer la famille patriarcale a considérablement augmenté la violence contre les

femmes. Outre l'impunité dont jouissent les auteurs de ces violences, la réduction de l'aide matérielle à celles qui en sont victimes crée un environnement social qui encourage la violence masculine.

1.4 Catastrophe climatique. La catastrophe climatique annoncée pour l'avenir est déjà présente dans de nombreuses régions du globe. Le changement climatique, la crise alimentaire, la crise de l'eau, le racisme environnemental, l'emprise des entreprises transnationales sur les territoires et leurs ressources, l'extractivisme – l'exploitation des ressources naturelles pour le profit – et la « *financiarisation de la vie* » sont des éléments importants de la réalité du Sud.

Les peuples autochtones, les paysan·e·s et les jeunes sont à l'avant-garde des luttes environnementales et les femmes jouent un rôle de premier plan en leur sein. Cette situation est le produit de leur oppression spécifique, et non de leur sexe biologique – comme l'ont montré les écoféministes non essentialistes. La société patriarcale impose aux femmes des fonctions sociales directement liées au « *soin* » et les place à l'avant-garde des défis environnementaux.

Les femmes produisent la plus grande partie de la nourriture de base dans les pays du Sud, elles sont donc directement confrontées aux ravages du changement climatique, de l'extractivisme et de l'agrobusiness. De même, elles assument la plupart des tâches liées à l'éducation des enfants et à l'entretien de la maison et sont donc directement confrontées aux effets sur la santé et l'éducation de la destruction de l'environnement et de l'empoisonnement de leurs communautés. L'auto-organisation des victimes du chaos climatique et leur défense font partie de la lutte climatique, les femmes dans leurs communautés sont au cœur de ces mobilisations.

1.5 Migration massive. Il y a d'importants déplacements de population : 250 millions de migrant·es internationaux, 750 millions de migrant·es internes souvent en raison de changements économiques structurels avec des disparités régionales importantes. Il y a aussi des déplacements permanents dus aux guerres et à la violence du crime organisé, et maintenant au changement climatique. Les deux tiers des migrations internationales se font entre des pays ayant un niveau de développement comparable.

Les femmes migrent, tant au niveau international qu'interne, à la recherche de meilleures conditions de vie pour elles-mêmes et leur famille, ou en raison de persécutions politiques, ou à la suite de guerres et de violences locales, ou encore de violen-

ces domestiques. Dans un contexte de crise, la migration augmente l'oppression et a des répercussions sur l'exploitation des femmes. Elles souffrent d'un appauvrissement extrême et de la perte de leurs droits, et sont confrontées à la discrimination sexuelle, au racisme et à l'exploitation. Les femmes souffrent également de « *nouvelles* » formes de travail pratiquement proches de l'esclavage : séquestration, prostitution et trafic.

Les pays industrialisés ont besoin de main-d'œuvre migrante dans les secteurs formel et informel. Néanmoins, les migrant·es sont souvent la cible de campagnes xénophobes qui les présentent comme des ennemis. Des lois répressives limitant la migration brisent les familles, soit en confiant aux femmes la seule responsabilité de s'occuper de la famille lorsque les membres masculins de la famille migrent, soit au contraire en les obligeant à devenir des travailleuses migrantes pour gagner de l'argent pour leur famille. La chaîne migratoire fait alors peser une charge croissante sur les femmes membres de la famille de ces femmes migrantes pour qu'elles s'occupent des familles restées dans le pays d'origine.

1.6 Crise de la reproduction. Le capitalisme a toujours dû assurer la reproduction de la main-d'œuvre sans laquelle il ne pourrait fonctionner : la reproduction de la main-d'œuvre est partie intégrante du cycle de valorisation du capital.

La forme patriarcale de la famille capitaliste, renforcée par les notions de « *salairé du chef de famille* », assignant aux femmes au sein de la famille la responsabilité des tâches de reproduction, a permis au capitalisme d'assurer cette reproduction au moindre coût pour lui-même.

Il s'agit d'un processus inégal, non seulement parce que la croissance du capitalisme lui-même a été inégale, si bien qu'aujourd'hui nous voyons des vestiges précapitalistes subsister dans certaines parties du monde, mais aussi parce que, pour des raisons économiques et politiques, différents modèles se sont développés dans différentes situations.

Lorsque le capitalisme a eu besoin de la masse des femmes pour faire partie de la main-d'œuvre salariée, notamment pendant la Deuxième Guerre mondiale puis dans le boom d'après-guerre des pays capitalistes avancés, il a été contraint, de différentes manières selon les rapports de forces et la nature précise de l'économie locale, de fournir certains services par le biais de l'État : éducation, santé, logement, garderies, etc. Ce travail, considéré comme féminin parce qu'il correspond au rôle des femmes au sein

Femmes

de la famille, était et est faiblement rémunéré et exécuté en très grande majorité par des femmes, souvent issues de minorités ethniques et/ou migrantes.

Mais comme le capitalisme est entré dans une profonde crise économique, il a été contraint de s'attaquer à ces mêmes services et droits par l'austérité, tout en cherchant à maintenir les femmes dans le travail salarié, mais en faisant baisser davantage leurs salaires et leurs conditions. Cela a alourdi le fardeau de nombreuses femmes, les obligeant à faire le travail que l'État avait auparavant assumé. Cela a poussé de nombreuses femmes à quitter le marché du travail ou à occuper des emplois encore plus précaires. Cela a également créé une demande croissante pour des femmes encore moins bien payées et plus précaires – y compris sans-papiers – pour faire ce travail afin de permettre à d'autres femmes de garder leur place sur le marché du travail.

2. Quels sont les facteurs qui ont provoqué cette montée ?

2.1 Les acquis des vagues précédentes.

Les nouvelles générations ont pu profiter – de façon inégale mais combinée au niveau mondial – des acquis obtenus par le mouvement des femmes des vagues précédentes : d'abord au niveau des droits formels, des lois, de l'accès des femmes à l'éducation et à la santé, ensuite au niveau des droits et des libertés reproductives et sexuelles, des ouvertures dans le monde professionnel, universitaire, culturel, politique et des médias. Dans plusieurs pays, des tendances féministes socialistes (lutte de classe) ont lutté avec succès dans – et avec – le mouvement ouvrier pour améliorer le droit du travail.

2.2 Féminisation du travail. Les femmes travaillent partout plus que les hommes... mais une partie de leur travail est rendue invisible : les femmes continuent de représenter plus des trois quarts du travail de soins non rémunéré dans le monde, tant au Sud qu'au Nord.

Même si l'écart avec les hommes persiste, les femmes accèdent de plus en plus au marché du travail mondial, 4 travailleurs sur 10 dans le monde sont des femmes. Cette augmentation est présente dans toutes les régions même si certaines comme l'Afrique du Nord et l'Asie occidentale ont un pourcentage plus faible (moins de 30 %) que d'autres régions du Sud global.

Partout les femmes subissent davantage le temps partiel imposé, une tendance qui s'est accentuée avec la pandémie de Covid-19. Ce sous-emploi peut atteindre jusqu'à la

moitié de l'emploi féminin total. Au niveau mondial, près de la moitié des travailleuses occupent ce que l'OIT appelle un « *emploi vulnérable* » notamment dans les entreprises agricoles, dans l'artisanat, le commerce. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, elles sont plus de 70 %.

La mondialisation néolibérale a profondément changé la structure de l'économie et des emplois.

Globalement, l'emploi s'est déplacé en vingt ans de l'agriculture vers l'industrie, puis vers les services qui emploient environ la moitié de la main-d'œuvre.

Un quart de la main-d'œuvre féminine mondiale travaille encore dans l'agriculture, qui reste la première source d'emploi des femmes en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. En Amérique latine et aux Caraïbes, la féminisation des campagnes est un phénomène croissant. Comme plus de 60 % des produits qui arrivent dans les villes sont issus de l'agriculture familiale et paysanne, le rôle des femmes est essentiel pour l'économie. Mais les politiques économiques favorisent les secteurs orientés vers l'exportation, masculins pour la plupart, au détriment des cultures vivrières. Comme les femmes constituent la majorité des petit-e-s exploitant-e-s agricoles du monde, leur situation est encore fragilisée.

La présence des femmes dans l'industrie s'est affaiblie depuis 1995. En général, elles sont concentrées dans les secteurs comme le textile et l'habillement. Dans les zones économiques spéciales (zones franches) les industries destinées à l'exportation embauchent une majorité de femmes souvent très jeunes et conjuguent bas salaires et absence de protection sociale, mauvaises conditions de travail et violences sexistes.

De 1995 à 2015, la part de femmes travaillant dans les services est devenue majoritaire dans le monde. Partout les femmes sont cantonnées dans certains secteurs d'activité : commerce dans les pays à revenu intermédiaire, santé et éducation dans les pays à revenu élevé. Globalement, la forte concentration de femmes est associée à une haute fréquence du travail à temps partiel et à la faiblesse relative des rémunérations, surtout dans la vente, le nettoyage et la restauration. Leur surreprésentation dans la santé, l'éducation et le travail social est en lien direct avec les stéréotypes de genre qui dévalorisent les compétences requises dans ces branches.

Mais plus généralement s'y imposent la flexibilité et des conditions spéciales de pénibilité incluant la capacité à assurer une multiplicité de tâches et l'implication émotionnelle, des « *qualités typiquement féminini-*

nes », qui dessinent de nouvelles formes de servilité.

L'écart de salaire entre les femmes et les hommes, en moyenne mondiale, est évalué à 23 %. Près de 40 % des femmes ne bénéficient pas de régimes de protection sociale en raison de leur travail (dans le secteur informel, au noir, occasionnel, au foyer...). Conséquence, 200 millions de femmes ayant atteint l'âge de la retraite ne disposent d'aucune pension. Au total 70 % des pauvres dans le monde sont des femmes.

Pendant la pandémie, le recours massif au télétravail qui réunit dans le même lieu, le domicile, le travail salarié et le travail domestique encore accru, alourdit la charge physique et mentale qui pèse sur les femmes. Poussées à la démission par l'épuisement dû à la surcharge de travail, licenciées ou empêchées de pratiquer leur activité, de nombreuses femmes se voient privées des moyens de subvenir de manière autonome à leurs besoins.

Nous ne disposons pas encore de suffisamment de statistiques pour évaluer pleinement ce que cela signifie pour la place des femmes sur le marché du travail, mais nous pouvons certainement affirmer que les inégalités existantes se sont aggravées. La « *féminisation* » du travail signifie à la fois l'augmentation de la participation numérique des femmes au marché du travail mais aussi le fait que, sous les coups des politiques néolibérales, les conditions caractéristiques de la situation des femmes au travail – précarité, instabilité, vulnérabilité, sous-emploi, absence de droits et de protection sociale, faible syndicalisation... – ont tendance à s'étendre à l'ensemble du prolétariat.

La précarisation de l'emploi ne cesse de progresser, elle concerne près de la moitié de l'emploi total. Tout comme l'économie informelle qui concerne plus de six travailleur-e-s sur dix dans le monde.

Les frontières entre travail rétribué et repos tendent à s'effacer – comme dans le travail de reproduction (il faut être au service des patrons 24 heures sur 24) – ainsi que celles entre vie personnelle et vie professionnelle. On requiert la mise à l'œuvre de capacités et caractéristiques attribuées aux femmes comme la belle présence, la séduction, le soin aux relations, l'empathie, le multitâche... au service de l'entreprise.

2.3 L'augmentation de la violence sexiste.

La violence à l'égard des femmes, socialement construite et naturalisée par l'État, bénéficie de l'impunité. Les morts violentes s'intègrent dans un réseau complexe de discrimination et d'exploitation des femmes, fondés sur leur sexe, mais aussi par classe

sociale, appartenance ethnique, situations à risques multiples – marginalité, insécurité, militarisation, migration, etc.

Plus d'un tiers des femmes du monde seront victimes des violences sexuelles ou physiques dans leur vie. La majorité des femmes tuées par un acte de violence sexiste le sont par un partenaire ou un ex. On assiste à une escalade des crimes sexistes encore aggravée par la crise de 2008 avec la destruction des services publics et de la protection sociale, l'augmentation des responsabilités et des tâches de soins, la réduction des possibilités d'échapper à la violence, tandis que les politiques d'austérité réduisent le financement des centres et des refuges pour les femmes victimes de violence. L'indépendance économique, psychologique et sexuelle croissante des –jeunes– femmes, les rend objet de « *représailles* » de la part des membres masculins de leur famille. Les crimes de haine pour « *corriger* » le comportement des femmes, lesbiennes, personnes trans qui « *trahissent* » les codes conservateurs sont légitimés par les propagandistes de droite politique et religieuse.

Le féminicide, aujourd'hui reconnu comme l'une des formes extrêmes de violence de genre, est le meurtre et la mort de femmes juste parce qu'elles sont des femmes, résultant des diverses formes de violence : physique, sexuelle, psychologique, familiale, au travail, institutionnelle. Cette forme de violence a été constatée dès les années 1980 et a été documentée à Ciudad Juarez au Mexique à partir de 1993 ; elle a ensuite été tracée dans tout le pays et est maintenant reconnue comme un phénomène mondial et régional en Amérique latine. Le slogan *Ni Una Más !* inventé par les femmes mexicaines, devenu 22 ans plus tard le slogan *Ni Una Menos* des femmes argentines – et repris aujourd'hui dans la région et dans le monde – est la preuve tangible de la persistance et de l'augmentation de cette forme de violence misogyne et machiste, de l'impunité et des violations des droits humains. Dans de nombreux pays, les femmes s'organisent pour rechercher leurs filles disparues et demander justice à l'État dans les affaires de féminicide. En reprenant les noms des victimes, ces campagnes deviennent souvent emblématiques.

Le mouvement *#MeToo*, qui a explosé aux États-Unis, a eu un impact mondial. Les femmes ont pris la parole pour dénoncer le harcèlement sexuel dans différentes sphères culturelles, professionnelles, sociales et le harcèlement au travail. Elles ont brisé le silence en montrant ainsi les obstacles qu'elles rencontrent pour le faire dans des cadres formels, et cela a également commencé à

établir une légitimité pour la dénonciation publique de tels faits.

Une nouvelle génération de jeunes féministes a réagi à la violence sexuelle dans les universités en se confrontant aux autorités universitaires et en exigeant des réponses et des moyens pour faire face à ces agressions sexuelles.

Dans de nombreux pays, les femmes disparaissent pour être utilisées comme esclaves sexuelles et pour le travail forcé par les réseaux internationaux de traite et de crime organisé. Dans de nombreux conflits, le viol est utilisé comme arme de guerre. Il poursuit des motifs divers, de l'humiliation communautaire à l'épuration ethnique, en passant par la terrorisation des populations civiles.

Les conditions de migration des femmes les rendent plus vulnérables aux violences sexuelles, aux disparitions, à la prostitution, à la traite, à l'extorsion, à la séparation d'avec leur famille (beaucoup voyagent avec des enfants), à la détention arbitraire, à la maladie, aux accidents et au féminicide. Comme elles sont souvent responsables des enfants qui voyagent avec elles, elles deviennent une double cible et les difficultés augmentent parce que leur statut de travailleuses sans papiers rend plus difficile l'obtention d'un emploi ou de services pour elles et leurs enfants.

Au cours des deux dernières décennies, sous la pression du mouvement féministe pour exiger que l'État assume ses responsabilités et crée de nouveaux cadres juridiques pour faire face aux violences, beaucoup de pays ont introduit lois et politiques publiques pour lutter contre les inégalités et la violence contre les femmes et les féminicides. Cependant, l'action des gouvernements contredisant leur discours, ces politiques n'ont en fait pas été entièrement financées ou mises en œuvre, et encore moins capables d'éradiquer la violence. Au contraire celle-ci augmente en même temps qu'elle devient visible grâce à l'énergie et la détermination des femmes pour la dénoncer.

Les obstacles auxquels se heurtent les femmes victimes de violence dans l'accès à la justice sont liés à la discrimination sexuelle, aux préjugés d'infériorité des femmes et aux stéréotypes qui soutiennent une culture et une idéologie systémiques. Les militantes, les défenseuses des droits humains, des féministes qui luttent pour la défense des femmes victimes de violence, sont confrontées à l'hostilité et aux menaces, criminalisées et, dans certains cas, contraintes à l'exil.

2.4 Le rôle accru des femmes dans la société et dans les mouvements sociaux.

Les femmes ont toujours participé active-

ment aux mouvements de contestation de l'ordre établi. Mais c'est dans ces dernières décennies que les femmes comme sujet politique ont surgi clairement au premier plan des mobilisations de toute sorte.

Citons-en seulement quelques-unes : Maxima Acuña et sa bataille contre les activités minières au Pérou ; Berta Cáceres défenseuse de l'environnement et des droits humains au Honduras ; Alaa Salah, dirigeante de la révolte démocratique au Soudan ; Alicia Garza, Patrisse Cullors et Opal Tometi de *Black Lives Matter* aux États-Unis ; Greta Thunberg dans le mouvement jeune global contre le bouleversement climatique ; Dayamani Barla, au Jharkhand en Inde, à la tête d'une mobilisation de masse contre la plus grande compagnie mondiale de l'acier ArcelorMittal ; le Conseil pastoral des femmes Maasai au Loliondo, qui dirige les luttes pour la terre ; *Mujeres Unidas y Activas* (MUA), une organisation de base d'immigrées latines dans la région de San Francisco qui a joué un rôle clé dans l'approbation en 2013 de la loi sur les droits des travailleur-es domestiques...

Les femmes mènent les résistances des communautés. Telle la marche des femmes qui revendique la protection des terres, de la santé et de l'éducation, appartenant à plus de 100 peuples autochtones au Brésil. Ou le rôle prépondérant des femmes autochtones en Équateur révoltées par les mesures économiques visant à mettre fin aux subventions aux carburants, qui ont un impact sur leur vie quotidienne. Les femmes des Premières nations du Canada et les femmes amérindiennes des États-Unis ont réussi à stopper l'exploitation des ressources naturelles sur leurs territoires.

Les jeunes femmes et les étudiantes du Chili ont pris part à une révolte impressionnante qui a renversé la Constitution de Pinochet et démonté la forfaiture qui présentait le Chili comme le modèle néolibéral à suivre dans la région. La *8M Coordinadora Feminista*, notamment par l'organisation d'assemblées et l'élaboration d'un programme féministe, a joué un rôle essentiel dans ce processus.

En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, les femmes qui dirigent les mouvements contre les tyrannies et l'effondrement social sont obligées de mener la bataille idéologique contre le fondamentalisme religieux qui imprègne la société et l'appareil d'État.

Au Brésil et aux États-Unis, les femmes ont été à la tête des contestations contre la gestion désastreuse de la pandémie par leurs gouvernements dirigés par les présidents machistes et autoritaires, Bolsonaro et Trump.

Femmes

Dans deux pays de l'ancien bloc soviétique, les femmes dirigent la lutte des masses populaires contre les régimes autocrates et corrompus. En Pologne, c'est à partir de la mise en cause du droit – déjà fort limité – à l'avortement qu'elles ont mobilisé des millions de personnes, créant l'espace pour une transcendance démocratique générale des revendications. En Biélorussie, elles sont au premier rang des luttes populaires pour faire respecter le résultat des suffrages et chasser le gouvernement usurpateur.

La nouvelle montée féministe et le rôle accru des femmes dans les mouvements sociaux ont permis l'apparition de nouvelles figures politiques féminines. L'élection de Ada Colau ou de notre camarade Teresa Rodríguez dans l'État espagnol, des nouvelles représentantes – non blanches – de la gauche Démocrate aux États-Unis comme Alexandria Ocasio Cortez et Rashida Tlaib, ou Marielle Franco et sa compagne Monica Benicio au Brésil en sont quelques exemples.

Le rôle actif et dirigeant des femmes dans le mouvement social et politique connaît donc une croissance notable, entrant pleinement dans les processus politiques nationaux résistant contre l'appauvrissement massif des couches populaires à cause des politiques néolibérales.

On voit qu'il s'agit de luttes liées à la question de la défense de la vie, de la reproduction sociale dans le sens écologique, économique, social, culturel et parfois spirituel. Pour les personnes impliquées dans ces luttes, elles vont de pair avec une prise de conscience de l'inégalité de genre et de la violence patriarcale régnant dans leur propre milieu comme dans la société en général.

2.5 Les antécédents internationaux de la nouvelle vague.

Au cours de la vague précédente du mouvement des femmes, des efforts ont été faits pour la coordination internationale. À la fin des années 1970, la Campagne internationale pour le droit à l'avortement a été fondée, elle a évolué et est devenue le Réseau mondial des femmes pour les droits reproductifs, toujours actif. Les premières Rencontres féministes en Amérique latine et dans les Caraïbes ont eu lieu en Colombie en 1981, elles sont biennales et toujours actives. Cette conférence a décidé de marquer le 25 novembre comme journée de lutte contre les violences faites aux femmes, cette date a été adoptée en 1995 par l'ONU comme la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

La Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence est née en 1998 à la suite de la Conférence des Nations unies

sur les femmes, à Pékin en 1995, inspirée par la marche des femmes au Québec la même année, mais orientée en direction des femmes populaires et de l'action de rue avec 17 revendications et propositions pour éliminer la pauvreté et la violence contre les femmes. Elle a connu un certain succès pendant la période des Forums sociaux et existe encore dans certains pays.

Ces différentes tentatives de coordination internationale ont coïncidé avec des moments de montée des mouvements sociaux au niveau international et ont souffert du même déclin que ces mouvements. Cependant, malgré les aspects négatifs de l'ONGisation, de telles structures ont permis la poursuite d'une certaine coordination internationale. Il y a eu des rencontres internationales des femmes rurales sur la question de la souveraineté alimentaire (« *Nyeleni 2007* » au Mali) et le positionnement féministe croissant de Via Campesina, le principal réseau international paysan qui s'est développé.

En même temps, toutes les révoltes ou révolutions sociales qui ont éclaté au cours des dernières décennies ont vu une forte participation de femmes qui ont développé leur propre cadre d'analyse et d'action au sein de ces mouvements : de la loi des femmes dans le mouvement zapatiste à la présence des femmes dans les mouvements de la place Tahrir, Occupy, 15M, dans le « *printemps arabe* » et l'exemple éclatant des femmes combattantes kurdes. Dans tous ces mouvements, il ne s'agit plus de hiérarchiser les luttes, anticoloniales, anticapitalistes, démocratiques, antiracistes et antipatriarcales, mais au contraire commence à se dégager clairement un féminisme intersectionnel qui aborde l'ensemble des oppressions de façon combinée.

2.6 Autres courants du féminisme. Dans plusieurs pays hautement industrialisés qui avaient connu un certain degré d'État-providence pendant le boom de l'après-guerre, le féminisme libéral et réformiste est devenu un sous-produit de la deuxième vague féministe.

Le féminisme réformiste se caractérise par l'intégration de revendications féministes et souvent de militantes dans des partis sociaux-démocrates et d'autres partis réformistes, notamment lorsqu'ils sont au gouvernement local ou national, en adoptant des politiques et finançant des projets inspirés par le mouvement des femmes mais avec peu ou pas d'auto-organisation. Les plans d'austérité laissent peu d'espace à ce type de féminisme.

Le féminisme libéral se centre sur la féminisation des entreprises, des administrations et de la culture dominante, sans en

remettre en cause le caractère de classe et de « race » et au contraire en agissant comme alibi à l'exploitation d'autres couches sociales : migrantes, racisées, pauvres... Ce féminisme bourgeois libéral a servi de frein pendant une certaine période pour que de nouvelles générations et d'autres couches de femmes non privilégiées s'identifient au féminisme.

Dans le Sud global se développait le phénomène de l'ONGisation c'est-à-dire le conditionnement et la neutralisation progressive des mouvements de femmes à l'intérieur des ONG et dans le cadre des rendez-vous de l'ONU, financés et professionnalisés par celles-ci au détriment de leur radicalité et de l'autogestion.

Vu l'aggravation des conditions de vie et la précarisation, suite à la crise de 2008, contrairement à ces illusions gradualistes, les mouvements nés dans les années 2010 se sont développés en nette opposition à ces approches.

La renaissance d'un courant du féminisme basé sur le déterminisme biologique, et surtout visible dans les campagnes réactionnaires visant à restreindre les droits des femmes transgenres dans les espaces publics, est un autre obstacle problématique.

3. Quelles sont les spécificités de ce mouvement ?

Le cycle actuel de mobilisations a ses propres caractéristiques, dérivées du contexte dans lequel il se déroule. D'une part, nous trouvons des questions spécifiques à la période historique (la crise de la gauche, des sujets politiques, l'individualisme néolibéral qui se glisse dans toutes les sphères, la méfiance envers le politique, la perte et le renouvellement de l'intérêt pour la stratégie, etc.) et, d'autre part, nous nous retrouvons avec nos propres formes de lutte, avec une nouvelle grammaire du mouvement féministe. Le mouvement féministe est un mouvement créatif qui est capable de mettre sur la table de nouveaux débats et de nouveaux outils pour changer le monde.

3.1 Extension géographique croissante, contenu élargi.

Les mobilisations ont parcouru toute la planète, acquérant une plus grande pertinence en Amérique latine et à la périphérie de l'Europe. L'Argentine, le Brésil, l'Espagne et récemment le Mexique sont à la tête de ces mobilisations qui se sont étendues à d'autres pays. Les énormes manifestations pour le droit à l'avortement en Pologne en 2020 contre la quasi totale criminalisation du droit des femmes à choisir, font également partie du même développement.

La victoire historique des femmes argentines dans la légalisation de l'avortement à la fin de l'année 2020 a été célébrée dans le monde entier. La lutte pour le droit à son propre corps, pour le droit de décider et la dépénalisation de l'avortement ainsi que la lutte contre la violence machiste (et en particulier contre le féminicide et la violence sexuelle) ont été les principaux axes de mobilisation.

La grève féministe est devenue un axe central d'articulation du mouvement féministe au niveau international, s'étendant à toute la planète, mais le plus important est de comprendre comment cette grève féministe rejoint un moment où les femmes sont en première ligne, comme avant-garde, des résistances aux politiques néolibérales, et de comprendre que ces résistances ont leur forme propre dans chaque territoire. Aux États-Unis, elle s'était articulée autour du rejet de Trump. En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, le rôle que jouent les femmes dans les mobilisations sociales et politiques est indéniable.

La lutte contre la violence machiste a également réussi à articuler le mouvement au niveau international, en se reconnaissant mutuellement, de l'Amérique latine à l'Inde, l'Afrique et l'Europe. Des initiatives telles que #MeToo se distinguent par leur dimension médiatique, mais cette reconnaissance mutuelle et l'accent mis sur la violence sexuelle vont au-delà de ces initiatives, dans un travail continu pour rendre visible, dénoncer et s'organiser face à une telle violence.

Il est également important de mieux faire connaître au niveau international les autres formes de résistance qui n'utilisent pas la grève : soulèvements, occupations pacifiques et luttes culturelles.

3.2 Nouvelles générations et nouveaux secteurs. L'irruption des jeunes femmes dans les mobilisations s'accroît, et ces nouvelles générations apportent aussi une nouvelle façon de comprendre le féminisme et le travail politique, à partir de leur propre expérience personnelle de la violence quotidienne machiste. Dans bien des cas, cette irruption s'accompagne d'une remise en question de l'hégémonie du féminisme institutionnel, les mobilisations naissant d'une crise des réponses apportées par ce féminisme aux problèmes et besoins des femmes.

Cela n'est pas nouveau dans le mouvement féministe, où ce qui est personnel a toujours été politique, mais cela a à voir avec la manière dont les jeunes générations s'identifient à la politique et se construisent comme sujets, dont elles réaffirment leur identité personnelle et collective, ce qu'elles

exigent des espaces d'auto-organisation du mouvement, construisent des espaces de mutualisme féministe, etc. Tout cela exprime la nécessité d'un sujet féministe qui réponde aux défis actuels, qui intègre ces exigences, qui se questionne, qui se réinvente. Elle implique également la nécessité de forger une expression politique collective de la nouvelle rébellion des femmes, ce qui implique que le mouvement a besoin de structures et d'espaces pour que les femmes puissent débattre démocratiquement de la manière de le construire, de la manière de mettre en œuvre efficacement le changement et d'attirer un nombre croissant de femmes. Lorsque ces espaces n'existent pas, ou sont limités au monde universitaire, par exemple, les possibilités de créer une pensée véritablement stratégique sont limitées.

3.3 Nouvelles préoccupations. Cette attention à ce qui est considéré comme « personnel » découle de préoccupations renouvelées et renforcées telles que le besoin d'espaces de soutien mutuel au sein des organisations féministes, les modalités de prise de décision et la manière de débattre, la construction d'espaces inclusifs et participatifs... et aussi dans ce qui concerne chacune d'entre nous : la pertinence des aspects affectifs et sexuels, des identités de genre, de l'expression de notre manière de vivre notre identité, de la nécessité de valoriser notre vie quotidienne, de repenser la manière dont nous sommes en relation les un-es avec les autres. Il s'agit en fin de compte de mettre notre vie au centre, de l'importance des affects, des soins. Débats sur la maternité, sur tout ce qui touche à notre corps et à notre sexualité, sur la façon dont nous utilisons notre temps, etc. Ces réflexions peuvent conduire à une polarisation sur l'expérience et la réaction individuelles plutôt que sur l'identification et l'action collectives, mais, à d'autres occasions elles contribuent à mettre au premier plan des questions qui ont été présentes jusqu'alors, mais sans trop de place, dans le féminisme et généralement absentes des autres mouvements sociaux et politiques.

De nouveaux sujets ont fait irruption sur la scène sociale et politique, suscitant la détermination d'inclure et de donner de la visibilité à ces sujets jusqu'alors invisibles, en prenant en compte les questions de racisme, d'identité raciale/ethnique, de sexualité et d'identité de genre ainsi que d'autres questions telles que le handicap, la maladie mentale, les personnes âgées, le rapport entre la campagne et la ville, etc.

Le rôle des femmes, en particulier des jeunes femmes, au sein du mouvement

Black Lives Matter a été très remarqué, de même que les mobilisations spécifiques comme *Black Trans Lives Matter*.

Le mouvement d'entraide, en grande majorité dirigé par des femmes, fonctionne en grande partie sur la base des principes d'auto-soins pour les soins mutuels que les féministes, principalement les nouvelles générations de féministes, les paysannes, les indigènes et les autres personnes qui s'organisent sur leur territoire ont valorisés précédemment. Elles promeuvent également des principes conscients de lutte contre la discrimination et la résistance collective. Dans le contexte de la remise en question de l'institutionnalisation de certains secteurs du mouvement, le slogan « *La solidarité, pas la charité* » est essentiel.

Des syndicats plus récents ou plus radicaux ont intensifié leur organisation dans les secteurs « essentiels » dont la dévaluation a été soulignée pendant la pandémie, et ont procédé à de nombreux recrutements et mis en place de nouvelles structures. Certaines victoires, petites mais symboliques, ont été remportées dans le contexte où la classe dominante a réussi à faire payer le prix de la pandémie à la classe ouvrière, en particulier à ses membres racisés et féminins. Cette organisation remet également en cause le fait que les partis traditionnels sont heureux de donner aux travailleur-es de ces secteurs féminisés et racisés des gestes de soutien vides de sens, mais ne revendiquent absolument pas qu'ils et elles reçoivent le soutien matériel que mérite leur contribution au bien-être collectif, que ce soit en termes de salaire ou de conditions de travail.

3.4 Nouvelles méthodes de lutte : la grève féministe et les expériences des lieux des femmes. La grève féministe apparaît comme la nouvelle méthode de lutte de ce cycle de mobilisations dans plusieurs pays, non seulement pour son pouvoir articulateur mais fondamentalement parce qu'elle implique de questionner et d'élargir la grève comme outil de lutte. La grève féministe vient rompre avec la division entre le productif et le reproductif, en soulignant les liens entre les deux, et surtout en mettant l'accent sur le reproductif comme stratégie pour mettre la vie au centre.

La grève classique n'a jamais été exempte de l'aspect reproductif : pour maintenir une grève il faut des provisions, dans une grève générale insurrectionnelle il faut articuler des mécanismes d'approvisionnement, de reproduction de la vie, d'organisation de la vie autrement. De longues luttes, qui voient l'auto-organisation des femmes de ces communautés pour soutenir la grève,

Femmes

comme la grève des mineurs britanniques de 1984-1985, révèlent en partie nombre de ces problèmes. En fait, ce potentiel de la grève pour construire un pouvoir alternatif, pour constituer une société parallèle avec des formes d'organisation des travailleur-e-s dans chacune des sphères de la vie, a besoin de cette dimension de reproduction. Cependant, elle n'a jamais été reconnue.

La grève féministe vient repenser la grève comme un outil incorporant non seulement ce qui jusqu'à présent était invisible mais aussi en mettant en avant ce qui a été élaboré par le mouvement féministe.

L'initiative de la Grève internationale des femmes en 2017 a donné lieu à une nouvelle proposition d'articulation internationale, qui s'est concrétisée par la grève massive de 6 millions de personnes en 2018 dans l'État espagnol, les grèves en Italie, en Belgique et en Suisse organisées par le mouvement des femmes avec les syndicats, suite aux grèves de 2016 en Argentine contre la violence sexiste et en Pologne sur le droit à l'avortement. Les femmes ne sont pas partout organisées autour de la proposition de grève en tant que telle. Il existe des expressions organisationnelles très diverses, par exemple dans certains pays avec une forte tradition de revendications et de luttes des communautés et nationalités autochtones.

Ce que nous appelons « *les expériences des lieux de femmes* » est une façon de mettre en évidence la façon dont les femmes s'organisent dans leurs territoires urbains et ruraux, construisant des luttes communes importantes pour construire la résistance contre les atteintes aux droits. Ceci crée également les conditions matérielles pour rester en vie, survivre à la pandémie, puisque certains gouvernements ne se préoccupent pas de la population la plus pauvre. Il existe différentes expériences dans plusieurs endroits où les femmes sont des leaders et des protagonistes, principalement dans le Sud global, mais aussi dans les périphéries des villes des pays centraux du capitalisme. C'est ici que le pouvoir populaire émerge par le travail communautaire, l'auto-organisation et la solidarité, des collectifs de travailleurs précaires et sans emploi, des femmes et des jeunes des périphéries, de l'agriculture paysanne et écologique, des écoles publiques, des enseignants en lutte.

Les expériences vécues, ressenties, réfléchies et transformées se retrouvent dans les plus de 500 ans de résistance à l'invasion coloniale qui viole les territoires de la planète et les corps dominés, dans la sagesse et les cultures ancestrales, dans les mémoires des sujets collectifs en lutte. Elles ont une place importante pour surmonter les situations

extrêmes. Elles sont toutes pertinentes pour construire une autre société : construire sur la base de notre histoire, identifiant les expériences qui comptent et transformant les vies des femmes enracinées dans les lieux où elles vivent et organisent leur résistance. Cette expérience montre l'importance du territoire dans ce féminisme populaire qui se développe dans le monde et son rôle aujourd'hui.

3.5 Nouvelles compréhensions théoriques. Les contributions de l'écoféminisme anticapitaliste et de l'économie féministe théorisent comment le capital se heurte à la vie et comment le féminisme, en réorganisant les temps et le travail, est capable de rompre avec cette logique et de questionner le système (ou l'ensemble des systèmes d'oppression), en proposant une autre façon de se relier à la nature, de définir et de satisfaire nos besoins essentiels. Cela rejette le postulat posé par l'écoféminisme « *essentialiste* » selon lequel les femmes ont une relation spéciale avec la nature parce qu'elles donnent naissance. La manière dont le capitalisme a historiquement répondu à son besoin d'assurer la reproduction de la main-d'œuvre, l'affectation des femmes à ce travail reproductif, rend les femmes plus conscientes des besoins de la vie et des limites et bases matérielles, leur territoire inclus.

La théorie de la reproduction sociale se déploie sur le besoin du capitalisme en travail reproductif. Elle s'est développée à partir des travaux des féministes marxistes sur le lien entre le travail non rémunéré au foyer, nécessaire à la reproduction du système capitaliste et de la société, effectué en grande majorité par les femmes, et la position des femmes sur le marché du travail lui-même concentré dans des secteurs qui reflètent le rôle des femmes dans la famille.

L'intersectionnalité – en tant que compréhension du fait que l'expérience d'oppressions multiples n'est pas une simple addition – a également renforcé notre analyse marxiste.

Les débats autour des *Green New Deals* et de la nécessité de créer beaucoup plus d'emplois bien rémunérés dans l'ensemble du secteur des soins ont été beaucoup plus largement diffusés dans les milieux militants.

Le travail, les temps, le corps et la terre/nature deviennent donc les éléments centraux des théories en cours d'élaboration qui partent de ce qui a été appris en étant en première ligne face aux attaques néolibérales (précarisation de la vie, privatisations, dégradation de l'environnement...) et d'un effort théorique pour étendre la critique du capitalisme à l'accumulation du capital et à la dimension reproductive.

4. Quelle est son importance stratégique ?

Ces dernières années, le rôle du mouvement international des femmes a considérablement changé. À l'heure actuelle, il ne peut plus être compris uniquement comme une question sectorielle (demandes et propositions qui touchent une partie spécifique de la population), mais il y a une tentative d'exprimer une certaine totalité. En tant que féministes et marxistes, nous devons analyser ce changement, lui donner l'importance qu'il mérite et réajuster notre compréhension stratégique du mouvement féministe.

4.1 Leadership de la résistance des classes dominées dans leur ensemble. Les conséquences immédiates du processus de la sortie capitaliste de la crise de 2007-2008 sont au nombre de deux : la généralisation et l'aggravation des conditions de vie précaires, qui touchent de plus en plus de personnes et dans des situations plus graves, réduisent la marge entre précarité et exclusion ; et l'apparition d'une crise de reproduction sociale dans les pays du Nord global, similaire à celle qui existait déjà dans les pays du Sud, liée au phénomène de « *périphérisation du centre* ». Ce sont les femmes qui ont enduré la crise et tissé les filets de sécurité de dernier recours, souvent au prix de leur propre épuisement et de la limitation à vie de leurs possibilités de devenir des êtres entiers et autonomes. C'est sur ces marges, dans les espaces liés à la reproduction sociale et à la pérennité de plus en plus précaire de la vie, que se déroulent actuellement les principales batailles et qu'un nouveau cycle de luttes s'organise.

On parle donc non seulement d'une montée du mouvement féministe, mais aussi d'un phénomène de « *féminisation de la contestation* ». D'une manière générale, et cela est encore plus vrai depuis le début de la pandémie, il y a cinq domaines dans lesquels les femmes mènent les luttes et les résistances : les luttes pour les services publics (et, en Europe, contre le démantèlement des États-providence) ; les luttes pour un logement décent ; les luttes pour la souveraineté alimentaire et le droit à la terre et à l'eau (qui se sont croisées ces derniers mois avec les nouveaux mouvements pour la justice climatique et contre l'extractivisme) ; les luttes pour l'amélioration des conditions de travail et l'obtention de droits dans ce qui était jusqu'à présent les « *marges du marché du travail* » mais qui, dans la phase actuelle de crise capitaliste, s'étendent et se normalisent constituant de plus en plus la norme (secteurs précaires, au noir éventuellement,

géographiquement déplacés, etc.), ainsi que dans les emplois reproductifs ; et les résistances aux nouveaux néolibéralismes, les luttes contre les dettes illégitimes notamment les microcrédits abusifs qui mobilisent les femmes les plus pauvres. La pandémie a cependant mis des obstacles particuliers à la capacité des femmes rurales du Sud à s'organiser.

Les conséquences de la conjonction entre cette « *féménisation de la contestation* » et la consolidation du mouvement féministe comme vecteur mobilisateur fondamental dans de nombreux pays, capable d'éclater dans des moments de fort reflux et de dissolution de liens sociaux, porteur d'intuitions profondément anticapitalistes, sont multiples. L'une des principales est que la dynamique de mobilisation permanente et de réseautage a fait du féminisme une école de formation militante pour de nombreuses femmes, qui se politisent rapidement et peuvent intervenir dans d'autres domaines, générant des références féminines et des femmes affirmées qui exercent divers modèles de leadership. D'autre part, il convient de souligner l'articulation de revendications et de luttes concrètes qui ne sont pas strictement féministes mais beaucoup plus globales : contre les frontières comme lieux de massacres systématiques, contre la destruction de terres par l'agriculture industrielle, notamment l'élevage, et les multinationales extractivistes, pour la défense des libertés civiles contre les gouvernements d'extrême droite ou autoritaires, pour la réponse et la résistance aux politiques d'ajustement structurel, etc. Le programme de la grève internationale des femmes dans les différents pays en donne une bonne idée.

4.2 Cela nous amène-t-il à reconsidérer notre compréhension stratégique du rôle du mouvement des femmes ?

Nous sommes d'accord avec l'intuition, de plus en plus répandue au sein du mouvement des femmes, que les perspectives féministes sont un point de vue privilégié pour analyser les conditions de l'exploitation contemporaine. Elles constituent aussi un point de vue privilégié pour expérimenter de nouvelles formes d'organisation et de lutte. Ce qui est certain, c'est que tout ce qui a été analysé jusqu'à présent a des conséquences stratégiques importantes. Ainsi, nous soutenons que les grèves féministes et les grèves des femmes peuvent être considérées comme une expérience centrale pour penser l'organisation, non seulement des femmes, mais de la majorité de la classe ouvrière. D'autre part, la manière dont s'articulent les mobilisations féministes pour le droit à l'avortement ou

contre le féminicide et la violence machiste ouvre tout un champ de confrontation directe avec l'État de classe et ses institutions : justice, armée, autorités religieuses, etc.

Ce processus de démocratisation de l'outil de la grève est susceptible d'avoir des conséquences à long terme, rompant avec le monopole des bureaucraties syndicales sur la légitimité de l'appel à la grève. Les journées du 8 mars en 2018, 2019 et 2020 ont permis à beaucoup de travailleuses d'organiser une grève, dans de nombreux cas pour la première fois de leur vie. La confiance en soi, l'autonomisation, l'expérience accumulée et les réseaux établis par des milliers de femmes peuvent signifier un saut qualitatif pour toute la classe qui ne pourra être évalué qu'avec le temps. L'autre élément de démocratisation est l'organisation de la grève dans les secteurs trop souvent oubliés par le syndicalisme traditionnel, tels que les soins ou la consommation, qui avaient pourtant de l'importance dans le mouvement ouvrier du début du siècle : les grèves contre le coût élevé de la vie ou des loyers en sont un bon exemple. En ce sens, la démocratisation de la grève nous permet de faire l'expérience de cet outil en marge du marché du travail que nous avons évoqué précédemment ; cela renforce l'idée que ces activités sont aussi et surtout du travail.

L'utilisation de l'outil de grève, la centralité des luttes pour la reproduction sociale, l'aspiration à comprendre les processus de production et de reproduction comme un tout intégré, et son fonctionnement comme vecteur de politisation et de radicalisation des masses, font de ce nouveau mouvement féministe un processus de développement de la conscience de classe. À l'échelle mondiale, le mouvement féministe redéfinit les antagonismes et devient une lutte de classe féministe. Le potentiel des femmes à remplir ce rôle dans le moment historique actuel ne dépend pas d'une identité essentielle, mais du rôle des femmes dans le processus de reproduction sociale, qui fait coïncider les intérêts des femmes avec ceux de l'humanité dès qu'elles expriment des droits pour toutes les femmes et pas seulement pour une couche privilégiée.

Cela ne veut pas dire que jusqu'à présent le féminisme n'a pas été lié à la lutte des classes, ni que le marxisme et le féminisme sont devenus une seule chose, annulant l'autonomie de ce dernier. Mais, dans le contexte actuel de crise capitaliste, les formes historiquement concrètes de reproduction du capital détruisent la durabilité sociale de la vie dans de plus en plus de régions du monde et sont incompatibles avec les revendications féministes fondamentales, faisant

que toute conscience féministe finit par se confronter aux piliers de l'accumulation capitaliste.

Un des défis stratégiques du présent est de réfléchir à la façon dont le féminisme permet la redécouverte de slogans tels que le partage des emplois – cette fois-ci au pluriel –, la réduction drastique du temps de travail liée à la socialisation du travail reproductif, repenser quels emplois sont socialement nécessaires, mais aussi quelles activités économiques devraient cesser parce qu'elles sont destructrices pour les personnes ou la planète. Face à l'irrationalité capitaliste et au gaspillage de ressources et d'énergie humaine qu'elle génère, il faut parier sur une réorganisation des travaux dans un sens écosocialiste et féministe. C'est une tâche fondamentale dans la phase où nous sommes. Les processus d'accumulation et la crise de la gouvernance néolibérale ont ouvert un nouveau cycle virulent et souvent violent qui cherche à redéfinir les mécanismes d'exploitation, de domination et d'oppression. La contestation de cette redéfinition sera déterminante pour son issue.

5. Quelle est notre orientation et quelles sont nos tâches au sein du mouvement ?

Nous défendons la construction d'un vaste mouvement inclusif de masse et nous luttons pour préserver l'unité la plus large possible, mais cela ne signifie pas pour autant que nous ne luttons pas pour une orientation politique du mouvement.

5.1 Des revendications qui répondent aux besoins des plus opprimé-es/exploité-es tout en construisant l'unité entre la plus large résistance des femmes contre la droite, le féminisme pour les 99 % (grèves des femmes, etc.) et les révolutionnaires.

Si les revendications fondamentales des droits des femmes sont dans l'intérêt de toutes les femmes, faire en sorte qu'elles deviennent une réalité pour toutes les femmes signifie que nous devons prêter attention aux demandes de financement et de moyens nécessaires pour qu'elles deviennent une réalité même pour les femmes et LGBTIQ les plus défavorisées et marginalisées. Ainsi, alors que nous luttons, par exemple, pour obtenir des avancées juridiques concernant le droit à l'avortement, contre la stérilisation forcée, en particulier des femmes noires, indigènes et handicapées, ou pour que justice soit rendue aux femmes victimes de violence, nous devons également lutter pour obtenir des moyens pour les services de santé, juridiques et de

Femmes

conseil qui aident les femmes et LGBTIQ à y accéder. Nous devons également lutter pour le droit d'accéder à ces services, sans discrimination à l'égard des femmes pour des raisons de statut juridique, de ressources, d'origine ethnique ou migrante, de sexualité ou d'identité sexuelle. Nous devons lutter aux côtés des femmes victimes du microcrédit abusif et de toutes les formes d'usure.

Nous luttons donc pour que les revendications des groupes les plus marginalisés soient défendues par le mouvement dans son ensemble, ainsi que contre les comportements discriminatoires au sein même du mouvement. Nous soutenons l'auto-organisation des femmes particulièrement discriminées comme condition d'un mouvement unitaire et universaliste concret.

Dans le même temps, nous luttons pour démontrer dans la pratique que le système actuel est incapable de satisfaire réellement les demandes des femmes, de sorte que l'organisation des femmes est un processus continu de politisation et de radicalisation.

5.2 L'action de masse auto-organisée.

Ce processus de politisation et de radicalisation est également renforcé par l'expérience de l'auto-organisation à la base, que ce soit dans les quartiers, les zones rurales, les lieux de travail ou les lieux d'étude. Nous mettons donc l'accent sur l'action collective, organisée par les acteur-es concerné-es.

Lorsque des campagnes sont lancées par de petits groupes ou collectifs de femmes féministes, nous luttons pour les orienter vers la masse des femmes dans les quartiers, les lieux de travail, etc. en popularisant les revendications par des moyens appropriés (dépliants, théâtre de rue, flash mobs, discussions ouvertes, pétitions, réseaux sociaux) et en proposant des actions (occupations, manifestations, etc.) qui sont ouvertes à toutes les femmes et favorisent la participation de celles-ci.

Nous ne soutenons ni n'organisons d'actions violentes d'avant-garde qui tendent à exclure et à éloigner la plupart des femmes et à les empêcher de participer au mouvement de masse, mais nous ne soutenons pas non plus leur répression par l'État. Lorsque le contact avec les institutions est nécessaire, nous luttons pour que les représentantes soient choisies démocratiquement et pour qu'elles soient tenues de rendre compte aux femmes concernées dans le cadre d'un forum démocratique.

La proposition de grève des femmes/féministe permet une telle orientation de l'action de masse pour s'adresser à toutes les femmes, sur les lieux de travail, dans le secteur informel, à la maison, en

abordant tous les aspects de la vie des femmes dans le travail tant productif que reproductif. Nous appelons les hommes à soutenir la grève des femmes, en assumant – au moins pour le 8 mars – le travail invisible de soins afin que leurs partenaires, amies et collègues ne soient pas limités dans leur participation à toutes les actions prévues durant cette journée. Sur les lieux de travail, cela signifie participer à la grève pour le faire. En tant que marxistes révolutionnaires, nous expliquons aussi, et nous espérons montrer dans la pratique, le poids de l'action collective sur les lieux de travail dans la lutte pour construire un rapport de forces favorable.

5.3 Importance de la coordination internationale.

Dans un monde où nos opposants – le système capitaliste, les forces autoritaires, d'extrême droite et fondamentalistes montantes, les destructeurs multinationaux du climat – sont organisés au niveau international, le mouvement des femmes doit lui aussi construire et renforcer ses liens internationaux.

L'absence de structures formelles, bien que cela puisse être une force d'un mouvement radical, rend la coordination internationale – qui exige de l'argent et des ressources – difficile, donc la construction d'une véritable coordination internationale entre les mouvements radicaux et auto-organisés qui se développent aujourd'hui reste une tâche à accomplir. En tant que courant international, nous devrions être à l'avant-garde de la construction de liens et de la promotion de toutes les possibilités de coordination internationale.

5.4. Articulation avec d'autres mouvements sociaux.

Nous ne devons pas tomber dans le piège de faire un catalogue de mouvements comme si le mouvement des femmes était séparé et déconnecté du mouvement ouvrier, du mouvement climatique, du mouvement pacifiste, des processus révolutionnaires en cours en Algérie et au Soudan, des mouvements contre le racisme, etc. Les femmes sont à l'avant-garde de ces mouvements et soulèvent en leur sein la question de la place des femmes – par exemple en s'attaquant à la violence sexuelle dont elles sont victimes.

Il est nécessaire, dans le mouvement des femmes comme dans tous les autres mouvements, de tisser des liens entre toutes celles et ceux qui partagent la même aspiration : changer la société pour qu'elle soit organisée dans l'intérêt du plus grand nombre et non d'une minorité. Cela signifie qu'il faut montrer comment le changement climatique, les politiques racistes et anti-migrant-e-s, les guerres impérialistes, les

politiques d'austérité, le déni des droits démocratiques et des droits des travailleur-e-s, comment la discrimination et la violence contre les personnes LGBTIQ affectent les femmes en particulier et de manière particulièrement grave, et chercher à impliquer le mouvement des femmes, ou des secteurs de celui-ci, dans leurs actions.

C'est aussi lutter dans d'autres mouvements, et en particulier dans le mouvement ouvrier organisé, et d'une manière différente dans le mouvement LGBTIQ, pour montrer que les revendications spécifiques des femmes sont aussi des revendications de ces mouvements. Nous soutenons l'organisation autonome des femmes (sous diverses formes) au sein des luttes et organisations sociales, syndicales et politiques d'ensemble en tant que condition de luttes mixtes égalitaires.

6. Nos tâches internes

L'intervention féministe n'est pas simplement un secteur en soi, mais quelque chose qui doit influencer tous les autres domaines de notre activité et toute notre organisation. Il devrait y avoir une collaboration particulièrement étroite avec la commission LGBTIQ ainsi qu'avec les commissions antiracistes et écologique/changement climatique.

Bien que nous puissions légitimement prétendre avoir été à l'avant-garde des marxistes révolutionnaires prenant au sérieux les sujets concernant les femmes – à partir de notre résolution de 1979, de nos résolutions de 1991, y compris sur les femmes dans le parti, et des contributions ultérieures – cela a été le résultat très souvent d'un effort très volontariste d'un petit nombre de camarades.

Notre activité féministe doit continuer à être organisée sur une base internationale en combinant la coordination régionale (continentale) avec la coordination internationale et un lien fort avec les instances de direction internationales – par la Commission femmes du Comité international, la tenue régulière de séminaires femmes et autres formes appropriées. Cela doit refléter un travail organisé au niveau national.

Notre histoire nous a montré qu'en l'absence d'organes spécifiques pour organiser l'activité féministe, elle tend à décliner avec le déclin du mouvement. Notre attachement à l'importance de la libération des femmes dans un programme pour un avenir socialiste doit aller de pair avec notre engagement à poursuivre l'activité politique et la formation dans nos propres rangs sur cette question. ■

De Rafael Correa à Guillermo Lasso en passant par Lenin Moreno

Par
Éric Toussaint*

Le 11 avril 2021, lors du deuxième tour des élections présidentielles, Guillermo Lasso (52,4 %), le candidat de la droite, a devancé Andres Arauz (47,6 %), le candidat soutenu par Rafael Correa et une partie de la gauche. Lasso a été élu grâce à la division de la gauche car une partie importante de celle-ci, qui a perdu toute confiance dans Rafael Correa, a appelé à voter nul. Les voix du camp populaire, qui était clairement majoritaire au premier tour des élections de février 2021, se sont divisées et cela a permis à un ancien banquier d'être élu président. La situation est grave car une occasion de rompre avec la politique néolibérale brutale de Lenin Moreno a été perdue. L'ex-banquier Lasso, quoique critique par pur électoralisme des positions de Lenin Moreno, va poursuivre le même type d'orientation néfaste : l'approfondissement de politiques néolibérales, la soumission aux intérêts privés du grand capital, en particulier du puissant secteur bancaire équatorien, du secteur importateur-exportateur et la soumission à la superpuissance nord-américaine.

Comment est-il possible qu'une partie importante des voix du camp populaire ne se soit pas reportée sur Andres Arauz pour éviter l'élection de Guillermo Lasso ? Cela s'explique par le rejet qu'a suscité dans une partie de la gauche – notamment dans la CONAIE, la Confédération des nations indigènes de l'Équateur – la politique de Rafael Correa en particulier à partir de 2011.

La victoire de Lasso n'était pas du tout garantie car, au premier tour des élections, les deux forces politiques sorties victorieuses du scrutin étaient d'une part le mouvement politique soutenu par Rafael Correa avec 42 députés et d'autre part Pachakutik, le bras politique de la CONAIE avec 27 élus, qui a obtenu le meilleur résultat parlementaire de toute l'histoire du mouvement indigène. Au niveau des élections présidentielles, le résultat du premier tour des présidentielles était clairement favorable au camp populaire car l'addition du résultat d'Andres Arauz (un



peu plus de 32 %) et celui de Yaku Perez (un peu moins de 19 %) donnait une majorité à laquelle on pouvait ajouter une partie du candidat arrivé en quatrième position qui se présentait comme social-démocrate et qui avait obtenu près de 14 %. Lasso, l'ex-banquier, venait certes en deuxième position avec 19 % mais avec un avantage très limité face à Yaku Perez, le candidat présenté par Pachakutik aux élections de février 2021, et 13 points de moins qu'Andres Arauz. Yaku Perez et la CONAIE ont d'abord dénoncé ce qu'ils ont appelé une fraude électorale massive. Puis Yaku Perez a passé un accord de soutien mutuel avec Guillermo Lasso quelques jours après le deuxième tour, accord qui a été rompu rapidement par Lasso. Ensuite la CONAIE a appelé avec différentes forces de gauche à voter nul au second tour en refusant de reporter leurs voix sur Andres Arauz pour battre Guillermo Lasso. Sur cette question, la CONAIE et Pachakutik se sont divisés car un secteur de droite dans Pachakutik a appelé à voter en faveur de Lasso tandis que le président de la CONAIE, Jaime Vargas, avait appelé à voter pour Andres Arauz avec le soutien d'une majorité d'organisations indigènes de la partie amazonienne de l'Équateur membres de la CONAIE. Malgré les voix discordantes qui annonçaient qu'elles voteraient pour Lasso contre celles qui appelaient à voter pour Arauz, la CONAIE réaffirma ensuite l'appel à

voter nul qui finalement a atteint 16,3 % le jour des élections.

L'élection de Lasso comme président ouvre une nouvelle étape dans l'application d'une politique encore plus favorable au grand capital équatorien, aux multinationales étrangères, à une alliance entre les présidents de droite en Amérique latine et à la poursuite, voire au renforcement, de la domination des États-Unis sur le continent. Le résultat électoral du 11 avril 2021 est un

* Éric Toussaint, porte-parole du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM international) et membre du conseil scientifique d'ATTAC France, est militant de la IV^e Internationale. Il a été membre de la Commission d'audit intégral de la dette publique interne et externe (CAIC) formée en juillet 2007 par le président Rafael Correa. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée par la présidente du Parlement grec, qui a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015. Il est l'auteur des livres, *Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible*, Syllepse, 2000 ; *Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation*, Les liens qui libèrent, 2017 ; *Bancocratie*, ADEN, Bruxelles, 2014 ; *Procès d'un homme exemplaire*, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres *AAA, Audit, Annulation, Autre politique*, Le Seuil, Paris, 2012 ; *La dette ou la vie*, Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Cet article a été d'abord publié par le CADTM : <https://www.cadtm.org/Equateur-De-Rafael-Correa-a-Guillermo-Lasso-en-passant-par-Lenin-Moreno>

Équateur

jour sombre pour le camp populaire. Pour comprendre comment une partie importante du camp populaire a refusé d'appeler à voter en faveur d'Arauz pour battre Lasso, il convient d'analyser la politique suivie par Rafael Correa après sa réélection en 2010.

Rappel sur la politique suivie par Correa entre 2007 et 2010

Commençons par un rappel concernant la présidence de Rafael Correa de 2007 à 2010 (1). L'Équateur a offert l'exemple d'un gouvernement qui adopte la décision souveraine d'enquêter sur le processus d'endettement afin d'identifier les dettes illégitimes pour ensuite en suspendre le remboursement. La suspension du paiement d'une grande partie de la dette commerciale, suivie de son rachat à moindre coût, montre que le gouvernement ne s'est pas cantonné aux discours de dénonciation. Il a procédé en 2009 de fait à une restructuration unilatéra-

le d'une partie de sa dette extérieure et a remporté une victoire contre ses créanciers privés, principalement des banques et des fonds d'investissement des États-Unis. En 2007, le gouvernement de l'Équateur au début de la présidence de Rafael Correa est entré en conflit avec la Banque mondiale, le représentant permanent de la Banque mondiale a été expulsé. Entre 2007 et 2010, pendant la présidence de Correa, il faut ajouter qu'une série de politiques positives importantes ont été initiées : une nouvelle Constitution a été adoptée d'une manière démocratique ce qui a annoncé d'importants changements qui par la suite n'ont pas débouché sur une authentique et profonde concrétisation ; l'Équateur a mis fin à la base militaire étatsunienne de Manta sur la côte Pacifique ; l'Équateur a tenté de mettre en place une banque du Sud avec l'Argentine, le Venezuela, le Brésil, la Bolivie, l'Uruguay et le Paraguay ; l'Équateur a quitté le tribunal de la Banque mondiale.

Le tournant de Rafael Correa à partir de 2011

Ensuite 2011 a marqué un tournant dans la politique du gouvernement équatorien sur plusieurs fronts, tant sur le front social qu'aux niveaux de l'écologie, du commerce et de la dette. Les conflits entre le gouvernement et une série de mouvements sociaux importants comme la CONAIE d'une part, les syndicats de l'enseignement et le mouvement étudiant, d'autre part, se sont envenimés. Rafael Correa et son gouvernement ont avancé dans des négociations commerciales avec l'UE au cours desquelles ils ont multiplié les concessions. Au niveau de la dette, à partir de 2014, l'Équateur a recommencé à augmenter progressivement le recours aux marchés financiers internationaux. Sans oublier les dettes contractées auprès de la Chine. Sur le plan écologique, le gouvernement de Correa a abandonné en 2013 le projet de ne pas exploiter le pétrole dans une partie très sensible de l'Amazonie. Correa a pris également des positions patriarcales et réactionnaires sur la question de la dépénalisation de l'avortement et sur les LGBTQI.

L'abandon de l'Initiative Yasuni-ITT en 2013

L'Initiative Yasuni-ITT avait été présentée en juin 2007 par Rafael Correa. Elle consistait à laisser sous terre 20 % des réserves de pétrole du pays (environ 850 millions de barils de pétrole), situées dans une région de méga-biodiversité, le parc national Yasuni,

au nord-est de l'Amazonie (2). Comme l'explique Matthieu Le Quang : « Pour compenser les pertes financières de la non-exploitation, l'État équatorien demandait aux pays du Nord une contribution financière internationale équivalente à la moitié de ce qu'il aurait pu gagner avec l'exploitation (3,6 milliards de dollars calculés à partir des prix du pétrole de 2007). Cette politique était ambitieuse notamment dans ses objectifs de changer la matrice énergétique d'un pays qui, bien qu'exploitant et exportant son pétrole, n'en est pas moins un importateur de ses dérivés et en restait dépendant pour la génération d'électricité. » (3) Matthieu Le Quang poursuit : « Une décision forte du gouvernement équatorien était d'avoir inscrit l'Initiative Yasuni-ITT dans la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, c'est-à-dire d'avoir mis l'accent sur la non-émission de gaz à effet de serre qu'engendrerait la non-exploitation du pétrole. » En août 2013, Rafael Correa, qui avait été réélu pour la troisième fois à la présidence en février avec plus de 57 % des voix dès le premier tour, a annoncé la fin de ce projet. Il a justifié sa décision par la faiblesse bien réelle des engagements pris par différents pays pour financer la non-exploitation du pétrole de Yasuni-ITT.

Fondamentalement, pendant la présidence de Rafael Correa il n'y a pas eu de début d'abandon du modèle extractiviste-exportateur. Ce modèle consiste en un ensemble de politiques qui visent à extraire du sous-sol ou de la surface du sol un maximum de biens primaires (combustibles fossiles, minerais, bois...) ou à produire un maximum de produits agricoles destinés à la consommation sur les marchés étrangers afin de les exporter vers le marché mondial – dans le cas de l'Équateur il s'agit de la banane, le sucre, la palme africaine, les fleurs, le brocoli (4). Il faut ajouter l'exportation de crevettes d'élevage et du thon (pêché de manière industrielle). Ce modèle a de nombreux effets néfastes : destruction environnementale (mines à ciel ouvert, déforestation, contamination des cours d'eau, salinisation-appauvrissement-empoisonnement-érosion des sols, réduction de la biodiversité, émission de gaz à effet de serre...), destruction des milieux naturels de vie de populations entières (peuples originaires et autres) ; épuisement des ressources naturelles non renouvelables ; dépendance à l'égard des marchés mondiaux (bourses de matières premières ou de produits agricoles) où se déterminent les prix des produits exportés ; maintien de salaires très bas pour rester compétitif ; dépendance à l'égard des technologies

1. É. Toussaint, « Équateur : Les résistances aux politiques voulues par la Banque mondiale, le FMI et les autres créanciers entre 2007 et 2011 » (<https://www.cadtm.org/Equateur-Les-resistances-aux-politiques-voulues-par-la-Banque-mondiale-le-FMI>) ainsi que la liste des articles qui accompagne cette publication.

2. Pour une présentation du projet en 2009, voir Alberto Acosta interviewé par Matthieu Le Quang « Le projet ITT : laisser le pétrole en terre ou le chemin vers un autre modèle de développement » publié le 18 septembre 2009, http://www.cadtm.org/spip.php?page=imprimer&id_article=4757

3. Matthieu Le Quang interviewé par Violaine Delteil, « Entre buen vivir et néo-extractivisme : les quadratures de la politique économique équatorienne » dans *Revue de la Régulation*, premier semestre 2019, <https://journals.openedition.org/regulation/15076>

4. En ce qui concerne la production de brocoli en Équateur, François Houtart écrit : « Il convient de mentionner l'étude réalisée en 2013 sur la production de brocoli dans la région de Pujili, dans la province de Cotopaxi. 97 % de la production de brocoli est exportée vers des pays principalement capables de produire du brocoli (États-Unis, UE, Japon), sur la base d'avantages comparatifs (bas salaires, lois environnementales moins exigeantes). L'entreprise de production monopolise l'eau, qui ne suffit plus aux communautés voisines ; elle bombarde les nuages pour empêcher les averses de tomber sur les brocolis. Des produits chimiques sont utilisés à moins de 200 mètres des habitations contrairement à la loi. L'eau polluée s'écoule dans les rivières. La santé des travailleurs est affectée (peau, poumons, cancers). Les contrats sont conclus en partie sur une base hebdomadaire, avec un contremaître qui reçoit 10 % du salaire, ce qui lui permet d'échapper à la sécurité sociale. Les heures supplémentaires ne sont souvent pas rémunérées. L'entreprise qui transforme le brocoli pour l'exportation travaille 24 heures sur 24 en trois équipes. Il n'était pas rare que les travailleurs soient obligés de travailler en deux équipes à la fois. Le syndicat est interdit. En outre, les deux sociétés, qui ont maintenant fusionné, avaient leurs capitaux, l'une au Panama et l'autre aux Antilles néerlandaises. » <https://www.cadtm.org/Ecuador-Un-factor-de-control-de-la>

détenues par les pays les plus industrialisés ; dépendance à l'égard d'intrants (pesticides, herbicides, semences transgéniques ou non, engrais chimiques...) produits par quelques grandes sociétés transnationales (la plupart provenant des pays les plus industrialisés) ; dépendance à l'égard de la conjoncture économique et financière internationale.

François Houtart (1925-2017) qui a suivi de près le processus en cours en Équateur et qui soutenait la politique de Rafael Correa n'avait pas manqué d'exprimer des critiques et les avait communiquées au gouvernement. Un peu avant son décès, il écrivait à propos de la politique agricole : « *Ces politiques sont également à court terme. Elles ne tiennent pas compte des changements naturels et de leurs effets à long terme, de la souveraineté alimentaire, des droits des travailleurs, de l'origine de la pauvreté rurale. Elles accentuent un modèle d'agro-exportation présenté comme un objectif, sans en indiquer les conséquences.* » Il précisait : « *En tant qu'auteurs, nous nous sommes demandé dans notre rapport s'il était possible de construire le socialisme du XXI^e siècle avec le capitalisme du XIX^e siècle. (...) Une fois de plus dans l'histoire, c'est le monde rural et ses travailleurs qui paient le prix de la modernisation. Ce fut le cas du capitalisme européen au XIX^e siècle, de l'Union soviétique dans les années 1920, de la Chine après la révolution communiste* » (5).

Rafael Correa et les mouvements sociaux : une relation conflictuelle

Le gouvernement de Rafael Correa a montré une grande difficulté à prendre en compte les apports d'un certain nombre d'organisations sociales de premier plan. L'orientation de Rafael Correa et de la direction d'Alianza País, son mouvement politique, a consisté à contourner le plus souvent possible la plus grande organisation indigène, la CONAIE, le plus grand syndicat enseignant (l'Union nationale des éducateurs, UNE), le syndicat de l'entreprise Petroecuador (l'entreprise pétrolière nationale) et un nombre considérable d'organisations sociales. L'ensemble de ces organisations ont été régulièrement attaquées par le pouvoir exécutif qui les accuse de se mobiliser sur des bases corporatistes, dans le but de défendre des privilèges. De plus, Rafael Correa n'a pas pris en compte la revendication historique, portée principalement par la CONAIE, d'intégration de la composante indigène dans le processus de prise de décision sur toutes les grandes questions touchant les orientations du gouvernement. De



son côté, la CONAIE, qui lutte pour que les principes généraux de la Constitution soient retranscrits sous forme de lois (6), n'hésite pas à se confronter à Rafael Correa. À plusieurs reprises, le gouvernement a essayé de faire approuver des mesures sans organiser préalablement un dialogue avec les organisations des secteurs sociaux concernés. Cette orientation n'est pas sans rappeler la politique du gouvernement Lula au Brésil, lorsque celui-ci a entrepris une réforme du système de retraites d'orientation néolibérale en 2003 (au même moment où, en France, le gouvernement de droite conduit par Jean-Pierre Raffarin mettait en œuvre une réforme similaire). Lula a mené campagne pour sa réforme en attaquant les acquis des travailleurs de la fonction publique présentés comme des privilégiés.

Parmi les contentieux les plus graves opposant le pouvoir exécutif aux organisations sociales équatoriennes viennent en premier lieu le projet de loi sur l'eau, d'une part, et la politique d'ouverture de Rafael Correa aux investissements privés étrangers dans l'industrie minière et pétrolière, d'autre part (7). Lors d'une assemblée extraordinaire tenue les 8 et 9 septembre 2009 à Quito, la CONAIE n'a pas épargné la politique du gouvernement Correa qu'elle a stigmatisé comme néolibérale et capitaliste. La CONAIE « *exige de l'État et du gouvernement qu'ils nationalisent les ressources naturelles et qu'ils mettent en œuvre l'audit sur les concessions pétrolières, minières, aquifères, hydrauliques, téléphoniques, radiophoniques, télévisuelles et des services environnementaux, la dette extérieure, le prélèvement des impôts et les ressources de la sécurité sociale* », ainsi que « *la suspension de toutes les concessions (extractives, pétrolières, forestières, aquifères, hydroélectriques et celles liées à la biodiversité)* » (8). Après le 30 septembre 2009, la CONAIE est passée à l'action en organisant des rassemblements

et des blocages de routes et de ponts contre un projet de loi sur l'eau. Des mobilisations contre le gouvernement face auxquelles le président Correa a réagi en s'opposant d'abord à toute négociation, puis en jetant la suspicion sur le mouvement indigène en affirmant que la droite, et en particulier l'ex-président Lucio Gutiérrez, s'activait en son sein. Finalement, la CONAIE a obtenu une négociation publique au plus haut niveau : ainsi, 130 délégués indigènes ont été reçus au siège du gouvernement par le président Correa et plusieurs ministres, et ont finalement obtenu que le gouvernement fasse machine arrière sur plusieurs points, notamment avec l'instauration d'un dialogue permanent entre la CONAIE et l'exécutif, et avec des amendements sur les projets de loi sur l'eau et sur les industries extractives.

Un autre conflit social a également éclaté avec la mobilisation des enseignants, sous l'égide de l'UNE, le principal syndicat de la profession (9), contre le gouvernement. Là aussi, le conflit a finalement débouché sur un dialogue. En novembre et décembre 2009 s'est développé un troisième front

5. F. Houtart, « Ecuador – Un factor de control de la deuda : la agricultura campesina et indígena », <https://www.cadtm.org/Ecuador-Un-factor-de-control-de-la>

6. Voir Floresmillo Simbana « Movimiento indígena y la revolución ciudadana », <https://www.cadtm.org/Movimiento-indigena-y-la>

7. L'Équateur possède une économie basée principalement sur la rente du pétrole. Il faut bien avoir en tête que le pétrole représentait pour l'année 2008, 22,2 % du PIB, 63,1 % des exportations et 46,6 % du budget général de l'État.

8. Asamblea Extraordinaria de la CONAIE, Resoluciones de Nacionalidades y Pueblos, « Declarar al gobierno de Rafael Correa como gobierno neoliberal y capitalista por sus acciones y actitudes », disponible sur : <https://kaosenlared.net/resoluciones-de-los-pueblos-y-nacionalidades-del-ecuador/>

9. Dans ce syndicat, le Mouvement populaire démocratique, bras électoral du PCM-L (maoïste) de l'Équateur, exerce une influence importante.

social avec le mouvement de protestation dans les universités contre un projet de réforme qui visait notamment à réduire l'autonomie universitaire, qui est considérée, en Amérique latine, comme une avancée sociale irréversible et un gage d'indépendance à l'égard des pouvoirs politiques.

Globalement, le gouvernement de Rafael Correa a rapidement montré de sérieuses limites dès lors qu'il s'agissait de définir une politique en prenant en compte le point de vue des mouvements sociaux sans épreuve de force.

En 2010 et en 2014, il y a eu d'importantes mobilisations sociales contre la politique du gouvernement Correa. Les revendications mises en avant par les organisations qui, autour de la CONAIE, ont appelé à la lutte en juin 2014 en disent long sur l'orientation du gouvernement : Résistance à l'extraction minière et pétrolière, à la criminalisation de la protestation sociale, au nouveau Code du travail ; une autre politique de l'énergie et de l'eau ; droit des communautés indigènes et, en particulier, le refus de fermetures des écoles communautaires (10) ; refus de la réforme de la Constitution permettant une réélection indéfinie ; refus de la signature d'un accord de libre-échange avec l'Union européenne.

En décembre 2014, Rafael Correa a voulu faire expulser la CONAIE de ses locaux ce qui a amené le CADTM comme de nombreuses organisations équatoriennes et étrangères à exiger du gouvernement qu'il renonce à cette décision. Le gouvernement a reculé. Fin 2017, le gouvernement de Rafael Correa a voulu retirer la personnalité juridique à une organisation écologiste de gauche appelée Acción Ecológica. Il a fallu là aussi une vague de protestation nationale et inter-

nationale pour que finalement les autorités renoncent à cette atteinte aux libertés.

Conclusion sur la présidence de Rafael Correa

Dès le début de son premier mandat Rafael Correa a composé son gouvernement en prenant soin d'y faire coexister des ministres de gauche et des ministres liés plus ou moins directement à différents secteurs de la classe capitaliste traditionnelle équatorienne, ce qui l'a amené à des arbitrages perpétuels. Au fil du temps, Correa a fait de plus en plus de concessions au grand capital qu'il soit national ou international.

Malgré une rhétorique favorable au changement du modèle productif et au socialisme du XXI^e siècle, Correa, en dix ans de présidence, n'a pas engagé une modification profonde de la structure de l'économie du pays, des relations de propriété et des relations entre les classes sociales. Alberto Acosta, ex-ministre de l'énergie en 2007, ex-président de l'Assemblée constituante en 2008 et opposant à Rafael Correa depuis 2010 écrit avec son collègue John Cajas Guijarro que : « *l'absence de transformation structurelle fait que l'Équateur reste une économie capitaliste liée à l'exportation de matières premières et, par conséquent, liée à un comportement cyclique à long terme lié aux exigences de l'accumulation transnationale de capital. Ce comportement cyclique de longue date est dû aux contradictions inhérentes au capitalisme, mais il est également fortement influencé par la dépendance à l'égard de l'exportation massive de produits primaires presque non transformés (extractivisme). En d'autres termes, l'exploitation capitaliste – tant de la main-d'œuvre que de la nature – selon les exigences internationales, maintient l'Équateur "enchaîné" à une succession de hauts et de bas qui trouvent leur origine tant à l'intérieur qu'à l'extérieur* » (11).

Lenin Moreno ou le retour de la politique néolibérale et de la soumission aux intérêts de Washington

En 2017, à la fin du mandat présidentiel de Rafael Correa et au moment où Lenin Moreno (qui était le candidat soutenu par Correa) lui a succédé comme président, la dette dépassait le niveau atteint 10 ans plus tôt. Rapidement Lenin Moreno a fait de nouveau appel au FMI. Cela a provoqué de très fortes protestations populaires en septembre-octobre 2019, qui ont obligé le gouvernement à capituler face aux organisations

populaires et à abandonner le décret qui avait provoqué la révolte.

Rappelons par ailleurs que le gouvernement de Rafael Correa avait offert l'asile à Julian Assange dans l'ambassade de l'Équateur à Londres à partir de juin 2012. Correa a résisté à la pression de la Grande-Bretagne et de Washington qui exigeaient que Assange leur soit livré. Lenin Moreno s'est déshonoré en livrant Assange à la justice britannique en avril 2019 et en lui retirant la nationalité équatorienne que le gouvernement de Correa lui avait octroyée en 2017.

En 2019, Lenin Moreno a reconnu Juan Guaido comme président du Venezuela alors que celui-ci appelait à une intervention armée des États-Unis pour renverser le gouvernement du président élu Nicolás Maduro.

En 2020, Lenin Moreno a passé un nouvel accord humiliant pour l'Équateur avec le FMI et en 2021 il essaye de faire adopter une loi afin de rendre la Banque centrale complètement indépendante du gouvernement et donc encore plus soumise aux intérêts des banques privées.

Sa popularité s'est réduite au néant : dans les derniers sondages, Lenin Moreno obtenait à peine un taux d'approbation de 4,8 %. Le résultat des candidats soutenus par Moreno aux élections parlementaires et au premier tour des présidentielles de février 2021 n'a pas dépassé 3 %.

Le programme de Guillermo Lasso, vainqueur de l'élection présidentielle en Équateur le 11 avril 2021 et la nouvelle étape

Si Rafael Correa est arrivé à la présidence de l'Équateur en 2007, c'est grâce aux mobilisations sociales qui ont jalonné les années 1990 jusqu'à 2005. Sans celles-ci ses propositions n'auraient pas trouvé l'écho qu'elles ont reçu et il n'aurait pas été élu. Malheureusement, après un très bon départ, il est entré en conflit avec une partie importante des mouvements sociaux et a opté pour une modernisation du capitalisme extractiviste-exportateur. Ensuite, son successeur Lenin Moreno a rompu avec Rafael Correa et est revenu à la politique brutale du néolibéralisme. Cette politique néolibérale pure et dure va être approfondie par Guillermo Lasso. Celui-ci a annoncé clairement qu'il voulait baisser les impôts sur les entreprises, qu'il voulait attirer les investissements étrangers, qu'il voulait donner encore plus de libertés aux banquiers, qu'il voulait consolider la politique d'ouverture commerciale en intégrant l'Alliance du Pacifique. Il est probable que Guillermo Lasso va tenter

10. À propos de la volonté du gouvernement de Correa de fermer les écoles communautaires, François Houtart a écrit en 2017 : « *le plan de fermeture de 18 000 écoles communautaires (appelées "écoles de la pauvreté") au profit des écoles du millénaire (début 2017 : 71 construites, 52 en construction et fin 2017, 200 en fonctionnement) accentue les problèmes. Ces établissements du millénaire sont sans doute bien équipés, avec des enseignants compétents, mais dans une philosophie qui rompt avec la vie traditionnelle et s'ouvre à une modernité aujourd'hui remise en cause en raison de ses conséquences sociales et environnementales. Ils ne répondent pas non plus facilement au principe constitutionnel de l'éducation bilingue. En outre, dans plusieurs cas, le système de transport n'a pas pu correspondre aux besoins et oblige les étudiants à marcher pendant des heures sur des chemins en mauvais état, ce qui entraîne également un taux d'absentéisme élevé* » <https://www.cadtm.org/Ecuador-Un-factor-de-control-de-la>

11. Alberto Acosta, John Cajas Guijarro, *Una década desperdiciada Las sombras del correísmo*, Centro Andino de Acción Popular Quito, 2018

d'intégrer des leaders liés à Pachakutik et à la CONAIE d'une manière ou d'une autre à son gouvernement ou à son administration. Si cela réussissait, la CONAIE et Pachakutik en sortiraient encore plus divisés qu'à la veille des élections du second tour. Il est fondamental pour l'avenir du camp populaire de s'opposer radicalement et activement au gouvernement que constituera Lasso.

L'avenir pendant la présidence de Guillermo Lasso

Une fois de plus, ce seront les mobilisations sociales qui pourront venir à bout de ces politiques et remettre à l'ordre du jour les mesures de changement structurel anti-capitaliste indispensables à l'émancipation. La CONAIE et toute une série d'organisations syndicales, d'associations féministes et de collectifs écologistes avaient élaboré en octobre 2019 une excellente proposition alternative aux politiques capitalistes, patriarcales et néolibérales, elle devrait constituer la base d'un vaste programme de gouvernement (12).

La question du rejet des politiques du FMI, de la Banque mondiale et des dettes illégitimes reviendra au centre des batailles sociales et politiques. Dans un document rendu public en juillet 2020 par plus de 180 organisations populaires équatoriennes on trouve la revendication suivante : « suspension du paiement de la dette extérieure et réalisation d'un audit de la dette extérieure accumulée de 2014 à ce jour, ainsi qu'un contrôle citoyen sur l'utilisation des dettes contractées » (13).

Réflexions finales sur le vote du 11 avril

Avec 98,84 % de comptabilisation des votes :

- Arauz a obtenu 47,59 %, ce qui correspond à : 4 100 283 voix.
- Lasso : 52,4 % correspondant à 4 533 275 votes.
- Votes nuls : 16,33 % correspondant à 1 715 279 votes.
- Total des votants : 10 501 517 votants.
- Abstention : 2 193 896 personnes.

Le vote nul a atteint 9,5 % au premier tour et a progressé de 6,83 % entre le premier tour et le second tour ; en termes de

12. CONAIE, *Entrega de propuesta alternativa al modelo económico y social*, 31 octobre 2019, <https://conaie.org/2019/10/31/proposta-para-un-nuevo-modelo-economico-y-social/>

13. Voir <https://rebellion.org/wp-content/uploads/2020/07/PROPUESTA-PARLAMENTO-DE-LOS-PUEBLOS.pdf>

Une socialiste russe risque l'emprisonnement ! Solidarité !

Anastasia Ponkina, 20 ans, militante du Mouvement socialiste russe (RSD) à Ijevsk (République d'Oudmourtie), a été inculpée de « *hooliganisme motivé par la haine politique* » et risque jusqu'à 5 ans de prison.

Le 23 janvier, lors des rassemblements de masse contre la corruption et contre l'arrestation d'Alexeï Navalny organisés dans tout le pays, Anastasia a participé activement à une manifestation dans sa ville natale d'Ijevsk et, selon la police, a « *conduit* » la foule sur la chaussée. Il est important de noter qu'à Ijevsk les socialistes du RSD ont non seulement participé à la manifestation du 23 janvier, mais l'ont également dirigée.

L'inculpation d'Anastasia Ponkina est une tentative d'intimidation de la nouvelle génération de jeunes qui protestent contre l'inégalité sociale et l'impuissance politique. Ces jours-ci, nous assistons à une véritable vague de répression : 90 affaires pénales ont déjà été ouvertes dans tout le pays à la suite des manifestations des 23 et 31 janvier, et des dizaines d'autres prisonniers politiques s'ajouteront très bientôt.

Nous appelons la gauche internationale à prendre une position active contre la répression politique en Russie et à protester contre la persécution d'Anastasia Ponkina.

Diffusez cette information et protestez auprès du département de la police de la République d'Oudmourtie :

- Courriel (e-mail) : <mvd18@mvd.gov.ru>
- Fax: +7 (3412) 419-243



Anastasia Ponkina portant la pancarte du RSD avant son arrestation : « libérez les prisonniers politiques »

voix cela donne :

- Vote nul février 2021 : 1 013 395 voix.
- Vote nul avril 2021 : 1 715 279 voix.
- Différence : +701 884 voix.

De manière générale, une grande partie de cette différence dans le vote nul peut être attribuée à la campagne de Pachakutik, de la CONAIE, des mouvements sociaux et des organisations de gauche qui ne soutenaient pas le candidat de Correa. Cela signifie que moins de la moitié de leurs électeurs ont opté pour le vote nul ; il faut rappeler que Yaku Pérez a obtenu 19,39 % au premier tour, soit 1 798 057 voix. En supposant que la majorité de ce vote corresponde au vote des Pachakutik, cela signifierait que 39 % de sa base électorale a opté pour le vote nul. Dans le cas où, comme c'est le plus probable, il y a d'autres secteurs qui ont voté nul, il ne serait pas hasardeux de dire que le vote nul qui correspond à Pachakutik devrait être d'environ 30 % de son électorat. Autrement dit, un électeur de Pachakutik sur trois a opté pour le vote nul, qui peut être considé-

ré comme son vote dur.

Malheureusement, les 70 % restants sont allés majoritairement à Lasso, probablement en rejet du corrésisme, en raison de la longue histoire d'agressions contre le mouvement populaire ; mais cela signifie tout de même qu'il s'agit d'un vote à droite, tournant le dos à ce qui s'était passé au premier tour. Cela montre également la fragilité du vote pour une nouvelle alternative qui échappe à la polarisation entre le corrésisme et la droite traditionnelle.

Cela montre aussi que si la CONAIE, Pachakutik et les autres organisations de gauche qui ont appelé au vote nul avaient appelé à voter contre Lasso ou avaient appelé à voter pour Arauz, il était très possible de battre Lasso et de faire pression sur Arauz pour qu'il prenne en compte les demandes exprimées tant dans le texte de la CONAIE d'octobre 2019 que dans la proposition du Parlement des peuples de juillet 2020. ■

13 avril 2021

La dernière évasion

Théologos Psaradellis (1943-2021)

Théo Psaradellis, notre ami et camarade, n'est plus. Ouvrier lithographe, syndicaliste, militant de la section grecque de la IV^e Internationale tant que sa santé le lui a permis, c'était un personnage attachant, généreux et courageux. Homme d'action plutôt qu'idéologue, il fut un combattant exemplaire contre la dictature des colonels (1967-1974), ce qui lui valut un « *diplôme* » trônant dans sa cuisine !

Suite au coup d'État de 1967, il se joint sans hésiter à la résistance à la junte militaire. Arrêté une première fois en 1969 – pour avoir subtilisé une charge de dynamite en vue de futures actions – il fut torturé par l'atroce méthode de la « *falanga* » et ensuite enfermé en isolement. Avec patience et obstination – non sans rappeler le héros du célèbre film de Bresson, Un condamné à mort s'est évadé – il a réussi, à l'aide d'une cuiller, à démonter la serrure, et, profitant d'un moment d'inattention des gardes, s'échapper.

Après une aventureuse expédition en mer sur un bateau à rames, Théo arrive en Turquie, et, suite à un bref séjour dans ce pays, tente de se réfugier en Bulgarie. Il fut cependant incarcéré par les autorités bulgares – c'est-à-dire la bureaucratie stalinienne – qui ont livré, sans états d'âme, ce dangereux trotskiste aux policiers grecs... Lors de son procès en Grèce, le juge militaire a ironisé sur les « *frères communistes bulgares* » qui l'avaient trahi, s'attirant cette réponse cinglante de Psaradellis : « *Cette affaire ne vous concerne pas. Un jour les travailleurs bulgares régleront leur compte aux staliniens de leur pays* ».

Condamné par les tribunaux de la junte, incarcéré, Théo s'évade une deuxième fois ! Après avoir traversé les Balkans (en évitant la Bulgarie...) et l'Italie – où il sera pris en charge par notre camarade Livio Maitan – il s'exile en France en 1971. À Paris, il milite avec les exilés grecs contre la dictature et travaille à l'imprimerie du journal *Rouge*. Il participe aussi aux activités de la Ligue communiste révolutionnaire, où il fera la connaissance d'une camarade yougoslave parlant grec, Nadia, qui deviendra son épouse et la mère



Théologos Psaradellis sortant de son procès, relaxé

de ses deux enfants.

De retour en Grèce en 1974, après la chute des colonels, Théo milite à nouveau dans l'OKDE (Organisation communiste internationaliste de Grèce, IV^e Internationale) jusque vers la fin des années 1990, quand, après une grave opération du cœur, Théo abandonne le militantisme actif.

Cependant, le 18 juillet 2002, lors de la campagne policière de chasse au « *Mouvement 17 Novembre* », Théo fut arrêté et dénoncé comme membre de ce groupe par des « *repentis* », qui finirent, plus tard, par se rétracter publiquement. Il fut incarcéré jusqu'à son nouveau (dernier) procès commencé le 3 mars 2003, qui eu un considérable retentissement international.

Dans sa déposition, Théo réfuta les accusations policières et nia toute participation dans un groupe dont il ne partageait pas l'orientation nationaliste, et encore moins les méthodes – l'exécution de députés, d'industriels, de journalistes de droite, de diplomates turcs... Il reconnut par contre avoir participé à l'attaque d'une banque en 1986 – un délit qui était déjà prescrit – et qui heureusement ne fit ni blessé ni mort. Mais pourquoi donc s'être lancé dans une telle action, douze années après la fin du régime des colonels ?

Psaradellis expliqua que son objectif avait été de récupérer de l'argent pour financer la publication – en attente depuis

des années – des œuvres de Pandelis Poulipoulos, le fondateur du trotskisme grec... sans en avertir la section. Mais il n'a reçu aucune somme et – réalisant le rôle du 17 Novembre dans cette opération – coupa tous les ponts avec elle.

Ceux et celles qui connaissent Théo et ont milité à ses côtés reconnaîtront dans ce mélange de crédulité et d'honnêteté politique ce lithographe qui, comme d'autres ouvriers grecs de sa génération et de sa tradition politiques vouait une véritable vénération à la culture en général, et à l'héritage politique du marxisme révolutionnaire en particulier. Une vénération d'autant plus grande qu'il avait du arrêter ses études à l'école primaire.

Certes, on peut considérer qu'il a fait preuve d'imprudence, de naïveté et d'un jugement politique erroné. Rappelons, comme circonstance atténuante, la célèbre phrase de Brecht dans *l'Opéra de quat'sous* : « *voler une banque n'est rien comparé à ... fonder une banque* ».

« *Mon idéologie, a-t-il déclaré, ne m'interdit pas les expropriations de banques, mais elle condamne, politiquement et moralement, les assassinats d'adversaires politiques.* »

Nous étions parmi les nombreux témoins de la défense, grecs et français, venus à son procès pour expliquer les actions de Psaradellis, et montrer l'incompatibilité entre sa culture politique et des pratiques meurtrières. Des nombreuses personnalités politiques, en Grèce et dans le monde entier, ont signé un appel pour sa libération. Ce fut un grand moment de chaleur humaine. Finalement, le tribunal a reconnu son innocence, et il fut relaxé.

Cher Théo, cher ami et camarade, tu as encore une fois réussi ton évasion... Mais cette fois-ci nous ne pourrions plus t'accueillir et rire avec toi et avec tes proches qui t'ont tant soutenu et aimé.

Mais nous ne t'oublierons pas et nous sommes de tout cœur auprès de Nadia, Marianna et Statis. ■

**Catherine Samary, Eleni Varikas,
Hubert Krivine et Michael Löwy**

Mobilisations paysannes sur fond de crise agraire

Par
Sushovan Dhar*

Les projets de loi agricoles du gouvernement du Bharatiya Janata Party (BJP) – la loi sur la promotion et la facilitation du commerce des produits agricoles, la loi sur l'accord de la garantie des prix et les services agricoles et la loi sur les produits essentiels (modification) – adoptés lors de la session de mousson du Parlement en 2020, ont entraîné une série d'événements : la démission d'un ministre de l'union du cabinet en septembre 2020, des suicides de paysans, et des protestations à l'échelle nationale par diverses organisations paysannes depuis novembre. Les plus grands rassemblements de protestation ont lieu autour de Delhi. Au cours des mois qui ont suivi le début de leur protestation, les paysans, qui viennent principalement des États indiens du Punjab et de l'Haryana, mais aussi de l'Uttar Pradesh, du Rajasthan et du Gujarat, ont campé autour de la ville, prêts à y rester pendant des mois jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites.

Une marche de protestation organisée à Delhi le 26 janvier, jour de la République indienne, a pris un tour militant. Des paysans ont pris d'assaut le monument historique du Fort Rouge et la police a répliqué avec des gaz lacrymogènes et des matraques. La police anti-émeute et les groupes paramilitaires sont descendus en force dans les camps et ont tenté d'étouffer les protestations, en installant des barrières en béton, des pointes et du fil barbelé autour des camps. Mais cette réponse n'a fait qu'alimenter la détermination des paysans, et plus tard la police de Delhi a partiellement retiré ses policiers. Depuis, le gouvernement a tenté d'intensifier sa rhétorique contre les paysans, les accusant d'être infiltrés par des étrangers et des manifestants professionnels, mais cela n'a pas pu réduire d'un iota la détermination des paysans protestataires. La lutte actuelle des paysans en Inde est la plus importante mobilisation de masse depuis des décennies et représente le plus grand défi pour le gouvernement Modi depuis son arrivée au pou-

voir. Le mouvement de protestation des paysans indiens – qui représentent plus de 50 % de la population active – a été le plus soutenu et constitue également le premier mouvement à amener le parti au pouvoir, le Bharatiya Janata Party, connu pour étouffer la dissidence civile, à la table des négociations.

Les trois lois

Il est peut-être important de se rappeler que le moment choisi pour l'adoption des nouvelles lois – qui, selon le gouvernement, sont réformatrices et aideront les paysans à en tirer des avantages à long terme – n'était peut-être pas le plus approprié. La ministre des finances, Nirmala Sitharaman, a annoncé l'intention du gouvernement d'aller de l'avant avec les nouvelles lois lors d'une conférence de presse le 15 mai 2020 – alors que le confinement à cause du Covid-19 était toujours en vigueur – dans le cadre du plan de relance financier d'un peu plus de 300 milliards de dollars destiné à soulager l'économie, qui subissait les effets de la pandémie.

Ce dont le secteur agricole (et tous les autres secteurs d'ailleurs) avait besoin, c'était de mesures pour apporter un soulagement immédiat qui l'aiderait à traverser la période de restrictions – imposées par le gouvernement ou auto-imposées en raison de la nature du virus – dont il était clair à ce moment-là qu'elle durerait plusieurs mois.

La loi de 2020 sur la promotion et la facilitation du commerce des produits paysans permet aux paysans de vendre leurs produits en dehors des *mandis* (marchés) du Comité du marché des produits agricoles (APMC) sans payer de taxes. La loi sur l'accord de la garantie des prix et les services agricoles permet aux paysans de vendre leurs futurs produits à des entreprises agroalimentaires à un prix prédéterminé, et la loi sur les produits essentiels allège le contrôle du centre sur la production et la vente des produits agricoles.

Le gouvernement indien veut nous faire croire que ces projets de loi constituent un moment décisif pour l'agriculture indienne

car ils libèrent les paysans de l'influence des intermédiaires. Mais les organisations paysannes y voient une mesure qui accroît le degré de participation des entreprises privées. Les préoccupations concernant les projets de loi sont de deux ordres. Premièrement, le contenu des projets de loi est considéré comme une menace pour les petits paysans et les paysans marginaux. Deuxièmement, la hâte avec laquelle les projets de loi ont été adoptés au parlement est considérée comme une menace par les États et les partis régionaux. Examinons les raisons pour lesquelles les projets de loi ont rencontré une forte opposition de la part des associations de paysans, des partis politiques d'opposition et des gouvernements des États :

❶ La loi sur la promotion et la facilitation du commerce des produits agricoles permet, pour la première fois, le commerce de produits agricoles en dehors des *mandis* réglementés par l'APMC. Des *mandis* privés peuvent être mis en place dans tout le pays, où n'importe qui peut acheter des produits aux paysans. Les licences que les acheteurs doivent posséder dans les APMC ne sont plus nécessaires. Ces *mandis* sont également exemptés du paiement de toute taxe ou redevance.

Le gouvernement affirme que cette mesure est destinée à offrir aux paysans un plus grand choix quant à la personne à qui vendre leurs produits. L'économie nous dit que plus d'acheteurs signifie un meilleur prix pour le vendeur. Mais le monde réel est un peu plus complexe que la classe d'économie typique. Les paysans n'aiment pas ce changement. Ils affirment qu'au lieu de leur offrir plus de choix, et donc un meilleur prix, il les laissera à la merci de quelques acteurs privés qui s'organiseront en cartels et fixeront ainsi le prix. Selon eux, cela se produira parce que le *mandi* APMC continuera à être soumis à des taxes et à des réglementations, ce qui dissuadera les commerçants d'acheter dans

* Sushovan Dhar, militant et syndicaliste, est sympathisant de la IV^e Internationale en Inde.

Inde

ce *mandi* et ouvrira la voie au démantèlement de la structure APMC.

La crainte est que les paysans ayant un faible pouvoir de négociation soient obligés de vendre en dehors du *mandi* dans une zone commerciale non réglementée, où les acheteurs relativement plus puissants sont en mesure de dicter les prix, ce qui transformera les paysans de « *faiseurs de prix* », en théorie, en « *preneurs de prix* » en réalité.

Face aux protestations des paysans, le gouvernement indien a présenté une proposition le 9 décembre 2020. Il a déclaré qu'il était disposé à modifier la loi de manière à ce que les gouvernements des États puissent concevoir des mécanismes d'enregistrement des *mandis*. Le gouvernement a également déclaré qu'il pouvait laisser aux gouvernements des États la décision d'imposer une taxe ou un droit de douane sur les *mandis* privés à hauteur du taux applicable aux *mandis* APMC. Cette proposition a été rejetée avec véhémence par les paysans, qui ont déclaré qu'ils ne se contenteraient de rien de moins que l'abrogation de la loi.

② La loi sur l'accord de la garantie des prix et les services agricoles établit un cadre législatif national pour permettre l'agriculture contractuelle, où un accord peut être conclu entre le paysan et l'acheteur avant les semences, en vertu duquel le paysan s'engage à vendre sa production à l'acheteur à un prix prédéterminé. Le gouvernement a fait valoir que cette mesure contribuera à éliminer certaines incertitudes en matière de revenus en fournissant l'assurance d'un acheteur à un prix prédéterminé avant les semences.

L'opposition à cette mesure découle des expériences passées de l'agriculture contractuelle en Inde, qui n'a pas toujours été bénéfique pour les paysans. Selon les rapports, l'agriculture contractuelle dans certaines parties du Maharashtra a rendu « *les ménages participants vulnérables à l'endettement et à la perte d'autonomie sur les décisions relatives à la terre et aux moyens de subsistance* ». Elle n'a fait que renforcer les modèles d'inégalité existants, car l'entreprise contractante avait relativement plus de pouvoir que le paysan.

Cela s'explique également par le fait que l'agriculture contractuelle en Inde implique de nombreuses malversations à l'encontre des paysans, notamment des accords contractuels unilatéraux (en faveur de l'agence contractante), des retards de paie-

ment, des rejets indus fondés sur la qualité et des tricheries pures et simples, sans compter la mauvaise application des dispositions relatives à l'agriculture contractuelle par le gouvernement de l'État.

C'est donc le fait que les paysans n'aient jamais eu la chance de bénéficier de l'agriculture contractuelle qui les rend craintifs. Ils craignent également que l'agriculture contractuelle ne permette aux grandes entreprises de s'emparer de leurs terres, car la loi ne prévoit pas de mécanismes de recours adéquats pour les paysans.

Selon cette loi, les paysans peuvent conclure un contrat avec des entreprises agroalimentaires, des sociétés privées et des grossistes pour la vente de produits futurs à un prix prédéterminé. Comme les paysans manquent de ressources et de capitaux pour négocier sur un pied d'égalité avec les acheteurs, ce projet de loi profitera davantage aux grandes entreprises qu'aux paysans. En outre, les entreprises concluront des accords d'agriculture contractuelle non seulement pour les céréales alimentaires, mais aussi pour l'horticulture, la floriculture et une variété d'autres produits, y compris les cultures de rente, qu'elles vendront non seulement sur le marché intérieur, mais aussi à l'exportation. L'une des conséquences de ces accords d'agriculture contractuelle serait qu'ils conduiraient, en temps voulu, à un transfert de la superficie consacrée à la production de céréales alimentaires vers celle de cultures non alimentaires. Ce détournement de la superficie de production de céréales alimentaires vers des cultures non alimentaires et orientées vers l'exportation pourrait, à terme, compromettre la sécurité alimentaire du pays. En outre, les problèmes liés aux accords contractuels informels relatifs au métayage et à la location ne sont pas abordés dans le projet de loi.

③ La loi sur les produits essentiels est une autre loi qui est considérée comme bénéficiant aux grandes entreprises. Elle prétend supprimer les limites de stockage arbitraires et périodiques sur les produits agricoles de base que le gouvernement imposait aux commerçants.

Au lieu de déclencheurs arbitraires, la nouvelle loi introduit des déclencheurs de prix qui ne seront utilisés que dans des « *circonstances exceptionnelles* ». Les limites de stockage ne peuvent désormais être imposées que lorsque les prix des denrées périssables augmentent de plus de 100 % et ceux des denrées non périssables de plus de 50 % au cours de l'année écoulée. Selon un rapport antérieur, ces limites ont été violées 69 fois au total au cours des dix dernières années, ce qui va à l'encontre de l'idée de la

réforme. Plus récemment, des limites de stocks ont été imposées à peine un mois après l'adoption de la loi, lorsque le prix des oignons a commencé à augmenter comme chaque saison. Selon la nouvelle loi, le prix aurait dû augmenter de plus de 100 %, ce qui n'était vrai que pour une seule des quatre grandes métropoles, mais des limites de stock ont été imposées dans tout le pays dans l'idée de maintenir le prix des oignons à un niveau bas pour les consommateurs.

Cette loi décontracte la production, le stockage, le mouvement et la vente des produits agricoles, sauf dans le cas de situations extraordinaires. Cela supprime les limites sur la quantité de céréales alimentaires qui peuvent être stockées, ce qui permet aux grands négociants de détenir de grandes quantités de stocks. La suppression des limites de stock et la facilitation de l'achat et du stockage en gros par la modification de la loi sur les produits essentiels pourraient attirer les grandes entreprises dans le secteur et conduire à de nouveaux investissements. Mais cela pourrait également conduire à la thésaurisation de grandes quantités de récoltes, créant ainsi une pénurie artificielle, pour les vendre plus tard à des prix plus élevés.

La question du prix minimal

Au cœur de ces protestations se trouve une question qui n'est pas directement mentionnée dans les trois nouvelles lois. Il s'agit de la question du *Minimum Support Price* (MSP, prix minimal de soutien) qui est annoncé pour 23 cultures. En réalité, cependant, les achats importants et soutenus ne concernent que le blé et le *paddy* (1) au Pendjab et en Haryana.

Les paysans craignent qu'avec les trois nouvelles lois, le gouvernement signale qu'il s'éloigne des modèles actuels d'approvisionnement au MSP. Cette crainte est le produit de multiples facteurs.

Il a été suggéré de réduire la facture des subventions alimentaires. Les économistes ont fait valoir que le régime MSP tel qu'il existe aujourd'hui n'est pas viable. Et également, ou peut-être plus important encore, les paysans ne font tout simplement pas confiance au gouvernement après une série de promesses non tenues au cours des six dernières années. Ils craignent donc que le gouvernement ne prépare le terrain pour son retrait de l'approvisionnement au MSP en permettant le démantèlement de l'APMC via la « *loi de contournement de l'APMC* ».

Ils veulent que le gouvernement adopte une nouvelle législation qui considère le MSP comme un droit légal. L'assemblée du Punjab a déjà adopté une telle loi, mais elle

1. Le *paddy* est un « *riz non décortiqué* » qui a conservé sa balle après battage. Généralement, 1 kg de riz *paddy* donne 750 g de riz complet et 600 g de riz blanc.

doit encore recevoir l'assentiment du président. Même si l'assentiment est obtenu, la manière dont la loi sera mise en œuvre reste incertaine.

Une demande pour une telle législation remonte à 2018, lorsque les agitations paysannes s'étaient répandues loin à travers le pays – la longue marche de paysans à Mumbai, la marche de protestation vers le parlement à Delhi.

En août 2018, pour la première fois, une loi en ce sens a été portée au parlement à l'initiative parlementaire par Raju Shetty mais ce projet de loi n'a pas été discuté au Parlement.

Il a été rédigé par le *All India Kisan Sangharsh Coordination Committee* (AIKSCC), une structure de coordination regroupant plusieurs centaines d'organisations paysannes de tout le pays, qui a été formée après l'agitation de Mandsaur en 2017, et qui continue à être à la barre dans l'agitation actuelle.

Après 2018, les protestations paysannes se sont éteintes et refont surface maintenant. La demande de faire du MSP un droit légal est à nouveau sur la table et les leaders paysans ont déclaré que les protestations ne prendront pas fin tant que cette demande ne sera pas satisfaite.

Une autre demande qui revient sur la table est celle de fixer le MSP au coût plus 50 %, comme l'a recommandé la *Swaminathan commission* pour les paysans en 2007. Avant 2014, le BJP avait promis d'appliquer cette mesure dès son arrivée au pouvoir.

Depuis 2018, le BJP a affirmé qu'il avait tenu cette promesse. Mais ce n'est pas vrai. Le Centre a déclaré qu'il fournira une « assurance écrite » que le mécanisme d'approvisionnement existant sera maintenu. Il n'a pas précisé la forme que prendra cette assurance écrite. Il n'a pas non plus abordé la question de la fixation du MSP conformément aux recommandations de la *Swaminathan commission*.

Une autre loi qui est à l'origine de la controverse est le projet de loi de 2020 portant modification de la loi sur l'électricité. Les paysans de plusieurs États bénéficient actuellement de tarifs subventionnés pour l'électricité, où ils paient une fraction du tarif total qu'ils consomment. Les gouvernements des États respectifs versent le solde aux sociétés de distribution (DISCOM). Le paiement est souvent retardé. Cette situation, ainsi que d'autres facteurs, a conduit à une situation où les bilans des DISCOM sont dans un état de délabrement. La principale caractéristique du nouveau projet de loi qui irrite les paysans est qu'il modifie le mode de paiement de la subvention. Selon le nouveau



projet de loi, les paysans devront payer la totalité des frais d'électricité à la DISCOM. Le gouvernement de l'État transférera un montant de subvention sur les comptes bancaires des paysans, passant ainsi à un mécanisme de transfert direct des bénéficiaires. Là encore, les paysans ne sont pas convaincus que le mécanisme fonctionnera comme prévu et ils craignent que le transfert ne suffise pas à couvrir l'augmentation de leurs frais d'électricité. Le gouvernement a déclaré que le projet de loi, qui est toujours en cours d'examen, pourrait être modifié pour s'assurer qu'il n'y a pas de changement dans la façon dont les paysans paient leurs factures.

La crise agraire

Les mobilisations actuelles de la paysannerie indienne contre les trois nouvelles lois agricoles et le prix minimum de soutien ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Il s'agit plutôt d'une véritable explosion contre l'érosion progressive de leurs vies et de leurs moyens de subsistance en raison de la grave crise agraire à laquelle le pays est confronté depuis trois décennies. Un simple chiffre pourrait suffire à expliquer l'ampleur de cette crise. En un peu plus d'un quart de siècle, 400 000 paysans se sont suicidés en raison d'un endettement important. De plus, le nombre de suicides ne rend pas compte de l'ampleur des problèmes, car des catégories entières de paysans ne figurent pas sur la liste officielle parce qu'ils ne possèdent pas de titres fonciers. Il s'agit principalement des femmes, des dalits et des populations indigènes.

Une étude menée par l'Institut de recherche appliquée sur la main-d'œuvre (New Delhi) a révélé plusieurs faits concernant les conditions prévalant dans le secteur agricole. Au cours des dix années de règne du gouvernement de l'Alliance progressiste unie (UPA) (de 2004 à 2014), quelque 15 millions de travailleurs, y compris des pay-

sans, se sont retrouvés sans emploi ou ont été poussés hors du secteur agricole pour devenir des travailleurs occasionnels/informels. L'Inde – qui est la quatrième économie mondiale – n'a pas été en mesure de réaliser une croissance importante dans le secteur non agricole ni de créer les emplois nécessaires pour absorber la population excédentaire du secteur agricole. L'étude a également noté que 15 millions de travailleurs sont passés du secteur agricole aux secteurs de la fabrication et des services, ce qui a entraîné une baisse de la part de l'agriculture dans l'emploi total, qui est passée de 57 % à 53 % au cours de la période 2005-2010, et que quelque 18 millions de travailleurs sont venus s'ajouter aux travailleurs employés comme travailleurs occasionnels ou contractuels dans le secteur de la construction, le gouvernement ayant investi massivement dans le développement des infrastructures. Sur un total de 44 millions d'employés dans le secteur de la construction en Inde, 42 millions (près de 95 %) sont des travailleurs informels ne bénéficiant d'aucune sécurité sociale. Ainsi, la croissance du secteur de la construction s'accompagne d'une précarisation et d'une informalisation de la main-d'œuvre, pour la plupart expulsée du secteur agricole.

Le secteur de la construction a connu une augmentation phénoménale du nombre d'emplois, passant de 16 à 50 millions, au rythme de 17 % par an. Dans les zones rurales, les emplois sur les chantiers de construction sont passés d'environ 9,4 millions en 1999-2000 à 37,2 millions en 2011-2012, soit une augmentation de près de 300 % sur une période de 13 ans. Cela suggère que les projets de construction ont fourni la deuxième plus grande opportunité d'emploi dans les zones rurales après l'agriculture. Cependant, il ne s'agit en aucun cas d'un effet d'entraînement du boom de la construction dans l'Inde urbaine. Ce sont plutôt les travaux publics du gouvernement central

Inde

dans le cadre de la loi sur la garantie de l'emploi ou de la MGNREGA (2) qui expliquent la majeure partie de la croissance des travaux de construction dans les zones rurales. L'autre aspect de la croissance est que les salaires réels ont augmenté de 61 % ; toutefois, l'inflation des prix a eu tendance à neutraliser les hausses de salaire.

La période entre 1997 et 2009 a connu des suicides de paysans que l'Inde n'a jamais connus au cours du siècle dernier. Dans les États de l'Andhra Pradesh, du Chhattisgarh, du Karnataka, du Madhya Pradesh et du Maharashtra (cinq États), il y a eu 240 000 suicides de paysans pendant cette période. Si l'on ajoute les chiffres de 2010-11, le nombre total de suicides des paysans s'élève alors à 256 000 sur la période de 13 ans. Mais les sept premières années représentent 53 % de ces suicides, tandis que dans les six années restantes, 118 000 suicides ont eu lieu. Cela signifie que dans la seconde moitié de cette période, pas moins de 17 200 paysans se sont suicidés chaque année. Dans le seul État du Maharashtra, entre 2001 et 2010, 47 670 suicides de paysans ont été recensés, soit trois fois plus qu'au Bengale occidental. Cependant, les gouvernements de l'État et le gouvernement central se sont montrés insensibles au problème des familles des victimes. Le ministre de l'agriculture de l'époque, Sharad Pawar, n'a pas rendu visite aux familles des victimes en signe de sympathie et n'a même pas fait de déclaration publique sur les suicides de paysans.

La région la plus touchée a été la région de Vidarbha, la plus grande zone de culture du coton dans l'État du Maharashtra, où la plupart de ces suicides ont eu lieu. En 2006, le Premier ministre indien s'est rendu dans le district de Yawatmal, dans la région de Vidarbha, où le plus grand nombre de suicides de paysans a été signalé.

Il est alors parfaitement légitime de soulever une question : de quel côté se trouve l'État ? L'État protège-t-il les intérêts des paysans et de leurs familles touchés par les suicides ou est-il du côté des prêteurs usurai-

res et des fonctionnaires corrompus (qui sont souvent de mèche avec les politiciens locaux), des banques et des sociétés coopératives de crédit qui obligent les paysans à se suicider ? Dans un cas choquant de suicide d'un paysan dans le district de Buldhana, dans la région de Vidarbha au Maharashtra, la famille concernée a déposé une plainte contre le prêteur d'argent qui avait facturé un taux d'intérêt excessif et commis une fraude qui avait forcé le paysan à se suicider. Cependant, le ministre en chef de l'époque, Vilasrao Deshmukh, a empêché la police d'enregistrer un *First information report* (3) dans une telle affaire criminelle contre le prêteur qui se trouvait être le père d'un membre de l'assemblée législative du Congrès alors en exercice. Mais lorsque l'affaire a été poursuivie par la famille de la victime, l'ex-ministre en chef a été censuré par la Cour suprême pour ses déclarations et son action visant à empêcher l'arrestation de l'usurier concerné. Après cette censure, Deshmukh a été transféré au portefeuille du développement rural lors d'un remaniement ministériel au centre.

Agriculture contractuelle ou servitude pour dettes ?

Une importante étude intitulée « *Effects of contract farming practices on the peasants in general, and their effectiveness in bringing about equity in Hoshiarpur region of Punjab* » (Effets des pratiques d'agriculture contractuelle sur les paysans en général et leur efficacité pour instaurer l'équité dans la région de Hoshiarpur au Pendjab) a mis en évidence le fait qu'une multinationale, PepsiCo – impliquée dans l'agriculture contractuelle – et une grande coopérative comme la Marketing Federation (Markfed) ont cherché à maximiser leurs profits en imposant certaines conditions d'exploitation aux paysans dans le projet de contrat, laissant très peu d'espace de négociation aux paysans pour la fixation des prix des produits agricoles. De même, les paysans n'ont pas le droit de décider des termes et conditions du document contractuel qu'ils signent. L'accord contractuel entre PepsiCo et Markfed, d'une part, et les paysans, d'autre part, a préservé les intérêts des entreprises, mais n'a pas protégé les droits et les intérêts des paysans.

Cette étude empirique s'est concentrée sur les paysans du Punjab et de l'Haryana qui avaient passé un contrat avec des entreprises pour cultiver des tomates, des pommes de terre et du riz Basmati. Les paysans étaient tenus de vendre leurs produits uniquement à leurs entreprises contractantes

respectives – PepsiCo et Markfed – qui étaient autorisées à pénaliser les paysans qui ne respectaient pas le contrat.

Dès le stade de la germination des graines et des plantes tendres, la récolte était considérée comme la propriété exclusive de la société contractante ; en cas de perte ou de mauvaise récolte, les sociétés pouvaient résilier le contrat unilatéralement ; les paysans pouvaient alors vendre leurs produits sur le marché libre.

Lorsque la totalité de la récolte de Basmati a échoué en 2006 à cause des semences infestées fournies par Markfed, le risque du contrat n'a pas été partagé par les entreprises. La même année, un projet complet de tomates a dû être abandonné car le contrat ne prévoyait aucun partage des risques. Au fil des ans, l'énorme augmentation du coût des semences, des engrais et des pesticides a alourdi la charge financière, les malheurs et les misères des paysans sous contrat. De plus, les entreprises contractantes ont retardé le paiement des achats par le passé, ce qui a aggravé les difficultés de subsistance des petits exploitants.

Les sociétés d'agriculture contractuelle faisaient souvent appel à des commerçants intermédiaires (en particulier pour l'exportation et l'importation), ce qui ne changeait rien au système de commercialisation existant, et le véritable producteur se trouvait au bout du rouleau. Le résultat le plus important de l'étude de l'agriculture contractuelle au Pendjab est qu'elle a encouragé les pratiques de location des propriétaires de terres agricoles. Par exemple, les Indiens non-résidents qui possédaient des terres ou ceux qui étaient sur place mais ne pouvaient pas gérer l'auto-culture, ainsi que ceux qui possédaient de petites exploitations mais ne pouvaient pas faire face à la concurrence des grandes entreprises, étaient tentés de louer leurs terres agricoles à de riches paysans. Ainsi, l'agriculture contractuelle a induit une « *location inversée* » (c'est-à-dire que les petits paysans louent leurs terres à de riches paysans qui deviennent de facto les locataires des petits propriétaires) ; une telle pratique a finalement conduit à une dépossession irréversible des petits propriétaires (c'est-à-dire la « *dépaysantisation* »). Ainsi, l'expérience du Pendjab en matière d'agriculture contractuelle a montré que :

- l'agriculture contractuelle refuse l'égalité des chances aux différentes classes de paysans ;
- que le fossé entre les paysans riches et les paysans pauvres se creuse davantage ;
- que les paysans riches doivent eux aussi faire face à des relations asymétriques avec les sociétés contractantes.

2. *Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act* (MGNREGA) est une loi indienne du travail et une mesure de sécurité sociale adoptée en septembre 2005 sous le gouvernement du Premier ministre Manmohan Singh (Parti du Congrès). Elle vise à offrir 100 jours de travail par an (non-qualifié, rémunéré au salaire minimum) aux individus volontaires d'un ménage pauvre en zone rurale.

3. Le FIR (premier rapport d'information) est un document préparé par des organisations de police dans les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est qui met en marche le processus de justice pénale. Ce n'est qu'après l'enregistrement du FIR que la police entreprend une enquête.

Non seulement l'agriculture contractuelle mais aussi les accords de libre échange (ALE) ont été les moins bénéfiques pour les producteurs agricoles indiens. Lorsque l'économie indienne s'est intégrée au marché mondial après l'introduction des réformes économiques néolibérales dans les années 1990, la politique commerciale de l'Inde a considérablement évolué en faveur du commerce bilatéral. Le principal changement est perceptible dans l'engagement croissant de l'Inde dans les ALE par rapport à la libéralisation unilatérale du commerce par l'OMC. L'ALE entre deux ou plusieurs partenaires est aujourd'hui devenu un outil plus efficace pour promouvoir la libéralisation du commerce. Ce changement a eu un impact significatif sur le secteur agricole indien. Alors que le gouvernement indien s'est montré plus agressif dans la libéralisation du commerce dans d'autres secteurs, il a été plus prudent quant à son engagement dans le commerce agricole, bien qu'ironiquement



en réduisant les taux tarifaires (en particulier sur les importations), et parce que la majeure partie des petits paysans et des paysans marginaux, qui ne reçoivent pas de prix rémunérateurs, doivent faire face à la concurrence des produits importés vendus à des taux raisonnables en raison de la réduction des tarifs. Par conséquent, une partie importante de la main-d'œuvre agricole vit en dessous du seuil de pauvreté, car la réduction des droits d'importation a fait baisser les salaires. Paradoxalement, l'Inde a atteint l'autosuffisance alimentaire, nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire des pauvres et des groupes marginalisés, mais elle est un exportateur de céréales alimentaires – ce qui n'apporte aucun avantage substantiel aux producteurs agricoles, tandis que des matières premières importées et bon marché sont fournies aux industries nationales.

Autre exemple du déclin de la crédibilité de l'État indien : il a affirmé avoir annulé des prêts aux paysans pour un montant de 23,76 milliards de roupies en 2009-2010.

Cependant, le gouvernement mentionne rarement qu'il a annulé 8 milliards de roupies de prêts accordés aux industries au cours de la même période, et que le total des prêts industriels annulés en 15 ans (1995-2010) s'élève à 5 700 milliards de roupies. Il est ironique de constater que les règles du gouvernement indien au nom des populations rurales, en cherchant la légitimité principalement auprès de l'électorat rural, sacrifient leurs intérêts sur l'autel des groupes industriels et des sociétés commerciales qui donnent généreusement des fonds électoraux à la classe politique !

Il est vrai que les banques nationalisées de l'Inde ont pour instruction de veiller à ce qu'au moins la moitié de leurs prêts soient accordés au secteur agricole. Cependant, les procédures de traitement et d'approbation des demandes de prêts, ainsi que le décaissement effectif des prêts, restent un mystère. La région de la capitale nationale (RCN) – c'est-à-dire Delhi, une mégapole métropolitaine – est remplie d'une jungle de béton où l'agriculture est la moins présente. Cependant, selon les données publiées par la National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD), la métropole de Delhi compte plus de paysans pratiquant l'agriculture que le Madhya Pradesh, l'Uttar Pradesh, le Karnataka et le Bengale occidental. Les « paysans » de Delhi ont reçu 220,77 milliards de roupies de prêts agricoles en 2009 à un taux d'intérêt de 5 % seulement, alors que, dans la plupart des autres États, les banques appliquent un taux d'intérêt annuel compris entre 9 % et 13 % sur les prêts agricoles. Le montant des prêts déboursés à Delhi était le deuxième plus élevé du pays, à l'exception du Pendjab où les paysans, au cours de la même année, ont reçu 270 milliards de roupies de prêts. Même les paysans de l'Uttar Pradesh (210 milliards de roupies), du Madhya Pradesh (134,3 milliards de roupies) et de l'Haryana (149,15 milliards de roupies) ont reçu des montants totaux de prêts bien inférieurs, alors que le nombre de cultivateurs dans ces États dépasse de loin celui de Delhi.

Le niveau élevé de décaissement de prêts à des fins agricoles à Delhi est inexplicable car la RCN ne compte que 39 000 ha de terres agricoles. Cependant, les registres montrent que seulement 26 785 ha couvrent la superficie nette cultivée dans la RCN de Delhi. Les chiffres disponibles suggèrent donc que la NABARD a accordé aux paysans de la région métropolitaine de Delhi des prêts d'une valeur de 8,06 millions de roupies par hectare. Toutefois, la NABARD a accordé des crédits agricoles pour l'achat d'intrants tels que des engrais et de nouvel-

les variétés de semences, pour l'installation de puits ou de systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte pour l'horticulture, l'aquaculture, la floriculture et la sériciculture, ainsi que pour l'achat d'équipements agricoles. Les propriétaires de fermes, qui apparaissent dans le Delhi élitiste en se faisant passer pour des « paysans », ont souvent obtenu des prêts à des taux plus avantageux, ce qui constitue la pire des escroqueries à Delhi, car certains d'entre eux ont obtenu des prêts par le biais de cartes de crédit Kisan.

Il faut souligner ici que des taux d'intérêt discriminatoires sont appliqués aux paysans qui cherchent à obtenir des prêts agricoles, à raison de 9 % à 13 % d'intérêt par an. Au contraire, les biens de luxe – telles les voitures importées – peuvent être achetés en obtenant un prêt bancaire à un taux d'intérêt de 7 % seulement. Dans la région économiquement défavorisée de Marathwada, dans le Maharashtra, des prêts ont été accordés pour l'achat de 146 voitures Mercedes, pour un coût de 0,63 milliard de roupies, dont 0,42 milliard de roupies provenant de banques nationalisées, en particulier la State Bank of India.

Une leçon pour les travailleurs et les travailleuses

La façon dont les plus de 40 syndicats agricoles et autres organismes ont travaillé ensemble est une leçon pour les fédérations syndicales ouvrières. Car les nouvelles lois sur le travail représentent un arrêt de mort pour elles, ce qui devrait suffire à les inciter à agir. Ici, les grèves rituelles d'un jour dans toute l'Inde, bien qu'utiles, ne sont pas la réponse. Ce qu'il faut, ce sont des grèves reconductibles à grande échelle tous les quelques jours dans différents secteurs industriels et États. De cette façon, le fardeau économique des grévistes est allégé puisque ces actions ne sont pas continues mais étalées dans le temps et parmi différentes sections, et se produisent dans différents lieux et régions.

Nous avons aujourd'hui l'occasion de forger avec les paysans le type d'unité de lutte qui peut infliger le coup le plus puissant jamais porté au projet néolibéral de Modi. On ne peut qu'espérer qu'elle soit saisie.

Même si cette opportunité est perdue et que le résultat est un compromis mais pas une abrogation totale des lois, politiquement les choses ne seront pas les mêmes. Il y aura eu une brèche plus durable dans la popularité du régime de Modi. Rien que pour cela, cette lutte des paysans mérite notre profonde admiration. ■

Kolkata, 11 avril 2021

Non à la mascarade des législatives du 12 juin ! Pour l'élection d'une assemblée constituante souveraine !

Déclaration du Parti socialiste des travailleurs*

Quand bien même notre parti avait déjà exprimé publiquement ses critiques politiques et son rejet des législatives que compte nous imposer le pouvoir de fait le 12 juin 2021, la Direction nationale du parti vient de décider officiellement la non-participation du Parti socialiste des travailleurs (PST) à cette élection.

Pour le PST, qui a participé à plusieurs scrutins depuis 1991 dans le but de se saisir de la tribune électorale, sans la construction d'un rapport de force politique préalable au sein de la société, aucune illusion n'est permise quant à la possibilité de réaliser le changement démocratique et social auquel aspirent les masses populaires par voie électorale. Dans le contexte actuel, ces élections législatives interviennent au moment où le Hirk populaire, quels que soient ses travers et ses limites, est de retour depuis le 22 février dernier posant de fait la question du choix entre le camp populaire et celui du pouvoir et de sa feuille de route. La contestation de la légitimité du pouvoir s'exprime de nouveau par de grandes manifestations populaires dans plusieurs villes du pays. Comme pour les élections de 2002, qui intervenaient au lendemain du soulèvement populaire du « printemps noir » de 2001, notre parti n'hésite pas une seconde pour rejeter la mascarade des législatives et pour participer comme à l'accoutumée à construire le camp des luttes et des mobilisations politiques et sociales de notre peuple.

Pour le PST, plus que les consultations précédentes, ces législatives sont déjà disqualifiées sur le plan démocratique par l'ampleur de la répression et des atteintes aux libertés. Les prétendus gestes d'apaisement se limitant à « gracier » quelques dizaines de



détenus politiques sont vite démentis par de nouvelles arrestations et autres harcèlements policiers et judiciaires de militants, de journalistes et de simples manifestants. Pire, des cas de torture et de viol par les services de sécurité sont dénoncés publiquement par d'anciens détenus. Les libertés et les droits démocratiques élémentaires d'expression, de manifestation, d'opinion, d'organisation, de grève, etc., sont quotidiennement muselés. Les médias publics sont toujours fermés à toute critique du régime et leurs plateaux continuent à être monopolisés exclusivement par ses représentants et par ceux qui lui ont manifesté leur allégeance. Quant à la loi électorale, avalisée par ce même parlement dissout que le pouvoir lui-même qualifie de corrompu et illégitime, elle constitue une autre entrave à une élection honnête et démocratique. À titre d'exemple, plus que dans les lois précédentes, le mode de scrutin retenu vise volontairement la dépolitisation du vote à travers le choix entre les candidats d'une même liste et non pas entre les programmes politiques. De ce fait, la prétendue parité entre les hommes et les femmes ne pourrait-elle pas être remise en cause ? Quant au financement public de candidats au détriment d'autres, et qui légalise de fait une inégalité des chances, ne constitue-t-il pas surtout un subterfuge permettant de financer une éventuelle future majorité parlementaire ?

Pour le PST, ces législatives sont une manœuvre visant, comme pour la présidentielle de décembre 2019 et le référendum sur la nouvelle Constitution de novembre 2020, une institutionnalisation de la conti-

nuité du régime. Loin de se limiter à la reconduction de plusieurs figures ouvertement adeptes d'un cinquième mandat pour Bouteflika, cette continuité du régime se vérifie principalement sur les plans économique et social. Ce sont les mêmes « réformes » économiques libérales qui consistent à privatiser l'économie et les richesses nationales, notamment les banques publiques et même notre sous-sol, permettant à une poignée d'oligarques et de multinationales

de s'en accaparer. Ce sont les mêmes politiques antisociales visant à réduire les salaires, à supprimer les subventions des produits de première nécessité, à réduire les transferts sociaux, à remettre en cause la médecine gratuite, à enfoncer notre jeunesse et des pans entiers de notre peuple dans le chômage et la précarité sociale. En résumé, ce sont les mêmes choix néolibéraux qui ont conduit au désastre économique et social que nous vivons et qui ont constitué les raisons profondes du rejet du régime et du soulèvement populaire du Hirk de février 2019.

Pour le PST, le recouvrement de la souveraineté populaire passe par l'élection d'une assemblée constituante souveraine et représentative des aspirations démocratiques et sociales de la majorité de notre peuple que constituent les travailleurs, les chômeurs, les femmes, les petits paysans et tous les démunis. Dans cette perspective, le PST appelle à l'impérative convergence entre le formidable mouvement populaire que constitue le Hirk et les luttes sociales, notamment à travers l'urgente mise en place d'une auto-organisation à la base dans tout le pays, permettant l'émergence d'une alternative démocratique, antilibérale et anti-impérialiste.

- Liberté pour tous les détenus politiques et d'opinion !
- Pour la levée de toutes les entraves à l'exercice des libertés démocratiques !
- Pour le respect des libertés syndicales !
- Non à la continuité du régime libéral, anti-social et autoritaire !
- Pour l'élection d'une Assemblée constituante souveraine !

Alger, le 5 avril 2021

* Cette déclaration a été adoptée par la Direction nationale du Parti socialiste des travailleurs (PST), <https://www.pst-algerie.org/non-a-la-mascarade-des-legislatives-du-12-juin-pour-lelection-d-une-assemblee-constituante-souveraine/>

La révolution biélorusse

leçons, perspectives et tactiques

de la gauche radicale

Par
Pavel Katorzhevski*

En 1991, après l'effondrement du modèle bureaucratique « *du socialisme* » en Union soviétique et dans les pays du Pacte de Varsovie, la Biélorussie est devenue indépendante. Un régime libéral-démocratique a brièvement existé dans le pays de 1991 à 1994, mais n'a pas réussi à éliminer certains éléments de l'héritage soviétique.

Émergence de l'autoritarisme

En 1994, les contradictions sociales de classe entre la bureaucratie, la bourgeoisie naissante et la classe ouvrière ont eu pour résultat l'arrivée au pouvoir du politicien populiste Alexandre Loukachenko. La bureaucratie ne voulait pas se séparer de ses privilèges, la bourgeoisie n'était pas assez forte à l'époque, et tant les anciens maîtres que les nouveaux craignaient que la classe ouvrière ne soit déçue non plus seulement par le stalinisme, mais aussi par le capitalisme, et qu'elle exige le rétablissement des garanties sociales qui avaient existé pendant la période soviétique. Ces craintes étaient fondées, car les travailleurs avaient construit leurs organisations indépendantes de masse et avaient une expérience considérable dans la lutte contre la bureaucratie soviétique. En conséquence, la bureaucratie et la bourgeoisie ont été contraintes de passer un accord et de faire appel au dictateur pour protéger leur argent et leur pouvoir. Le régime qui s'est établi en Biélorussie peut être qualifié de « *bonapartisme post-soviétique* », qui tente de manœuvrer entre tous les groupes sociaux et de rester en dehors du cadre d'une idéologie définie.

La première chose que Loukachenko a faite a été d'étendre ses pouvoirs présidentiels par le biais de ce qu'il a appelé un référendum. En conséquence, le parlement unicaméral démocratiquement élu a été détruit, les pouvoirs judiciaire et législatif ont été subordonnés à l'exécutif, les organisations syndicales les plus massives ont été soumises par la répression et l'opposition politique a



été évincée de l'espace public.

La bureaucratie a conservé son influence, la bourgeoisie a été contrainte de tolérer son protecteur, et la classe ouvrière a été pacifiée grâce à de généreux prêts russes. Jusqu'à un certain point, cela a permis de maintenir une certaine stabilité, et certains partis staliniens et post-staliniens en Russie, en Ukraine et même en Europe ont considéré et continuent de considérer ce régime comme « *socialiste* ».

Les causes de la révolution politique

En mai 2020, une énorme mobilisation de protestation a commencé en Biélorussie. Le pays, qui semblait être en perpétuel hiver politique, sortait de son sommeil politique. La majorité des analystes libéraux et des réformateurs de « *gauche* » prédisaient que les élections se dérouleraient sans manifestations significatives. Cependant, dès le stade de la collecte des signatures pour la nomination des candidats, les gens ont commencé à transformer les piquets en manifestations ; des queues de plusieurs kilomètres se sont formées à Minsk et dans d'autres villes pour donner des signatures en faveur des candidats indépendants. La spécificité de ces élections résidait également dans le

fait que la « *vieille* » opposition n'était pas prête à les affronter et que de nouveaux visages apparaissaient sur la scène politique, dont certains étaient auparavant proches de l'establishment (l'ex-banquier Viktor Babariko et l'ex-diplomate Valery Tsepkalo). Le régime, voyant que les masses rejoignaient la protestation, n'a pas accepté les candidats les plus populaires et a emprisonné certains d'entre eux. La stupidité patriarcale de Loukachenko lui a joué un tour cruel. La commission électorale centrale a reçu l'ordre tacite de ne pas empêcher de s'inscrire comme candidate à la présidence Svetlana Tikhonovskaya, l'épouse d'un blogueur de l'opposition emprisonné lui-même en raison de son intention de devenir candidat.

Les actions de protestation en Biélorussie ont traditionnellement lieu le jour des élections ou les quelques jours suivants. Cette fois, quasiment toute déclaration ou action de Loukachenko contre l'opposition devenait un catalyseur des actions de rue.

En août, à l'issue de la journée de vote, les gens sont descendus dans la rue et ont

* Pavel Katorzhevski, politologue, militant trotskiste, est membre du comité central du Parti biélorusse de gauche « *Un monde juste* » et un des dirigeants de son organisation de jeunesse. (Traduit du russe par JM)

Biélorussie

exigé un décompte équitable des voix. La police a utilisé la violence et la torture, les premiers décès ont eu lieu. Le 15 août, alors que la classe ouvrière se joignait à la lutte et qu'une grève nationale était appelée, le régime a été contraint de libérer les personnes détenues pendant les manifestations.

Tous ces événements témoignent des profondes contradictions qui se sont accumulées au cours de l'existence de la dictature en Biélorussie. Mais qu'est-ce qui a provoqué le soulèvement des masses ?

La plupart des analystes libéraux et des réformateurs avaient prédit que les élections se dérouleraient sans heurts. Lorsque la révolution politique est passée de l'état de spectre à celui de fait, ils ont évoqué comme causes du soulèvement la position du régime face au covid, les violations odieuses de la loi électorale et la répression. Le seul problème est que la répression et l'augmentation des fraudes électorales sont une conséquence, et non une cause. Bien sûr, de nombreux Biélorusses se sont rangés du côté des manifestants lorsqu'elles et ils ont vu la torture, le sang et les meurtres commis par la police. Cependant, ces facteurs ont été les derniers à transformer les changements quantitatifs en changements qualitatifs ; l'explosion révolutionnaire a été préparée par toute l'histoire de la Biélorussie aux cours des années de pouvoir de Loukachenko.

La dictature se disait « à orientation sociale » et utilisait la rhétorique de la nostalgie soviétique, mais combinait un régime politique autoritaire avec une politique économique néolibérale. Sous le mandat de Loukachenko, les allocations destinées aux étudiants, aux retraités, aux liquidateurs de Tchernobyl et à d'autres groupes socialement vulnérables ont été réduites. En outre, la plupart des salarié-es ont vu leurs contrats de travail convertis en contrats à durée limitée, qui empêchent un travailleur de quitter son emploi sans le consentement de l'employeur pendant la durée du contrat mais permettent à l'employeur de se débarrasser du travailleur à tout moment. Le barème d'imposition progressif a également été supprimé et, en 2017, le régime a tenté d'introduire une taxe sur les chômeurs afin d'obliger les gens à tolérer même les emplois les moins bien rémunérés et aux conditions de travail épouvantables. Entre-temps, les droits démocratiques ont été complètement détruits et les syndicats indépendants ont été évincés des entreprises. À la place des organisations indépendantes de travailleurs, des « syndicats » entièrement contrôlés par le gouvernement ont été créés pour surveiller les travailleurs, faisant penser au

« *Front des travailleurs* » de l'Allemagne nazie. Tous ces facteurs ont fini par provoquer ce que nous appelons une révolution politique.

La vague de protestation s'est-elle calmée ?

Malheureusement, la grève nationale annoncée pour le 18 août a échoué, et les rassemblements à Minsk et dans d'autres villes, qui ont réuni des centaines de milliers de personnes, n'ont pas eu de résultat visible.

Les chiens de garde « *de gauche* » du régime ou les « *critiques constructifs* » de gauche affirment que la grève nationale a échoué parce que la classe ouvrière n'a pas soutenu la « *mauvaise* » protestation. Mais cette approche est totalement abusive. Si nous suivions cette logique, alors au sommet même de la vague révolutionnaire, dont le potentiel était suffisant pour les quelques mois à venir, les travailleurs ont réalisé en un jour que la protestation n'était pas dans leur intérêt. La principale raison de la défaite des grèves était l'absence de syndicats indépendants dans les entreprises pendant deux décennies et demie. En fait, les syndicats indépendants se sont transformés, au fil des années de la dictature, en clubs politiques pour les vétérans du mouvement syndical et pour les militants. Ainsi, lorsque le soulèvement d'août a ouvert une fenêtre d'opportunité, les syndicats ont dû réapprendre les fonctions qu'ils étaient censés remplir. Il convient de noter que pendant longtemps, les travailleurs ont également été privés de représentation politique et de l'école de la lutte politique, car tous les partis de gauche, des communistes d'opposition aux sociaux-démocrates, ont été évincés de l'espace public et ont travaillé en mode de survie et de maintien de leur propre existence.

La tactique des libéraux, qui n'ont pas laissé le peuple gagner alors qu'il était prêt à le faire, n'y est pas pour rien. Leur première erreur est qu'au plus fort de la protestation du prolétariat, il n'y avait pas un seul ouvrier au sein du conseil de coordination ! Puis, alors qu'il était trop tard, un militant syndical y a été inclus comme décoration. Le deuxième problème était que les leaders médiatiques de l'opposition, même avant le jour des élections, déclaraient la possibilité de compromis avec le dictateur, en donnant à Loukachenko la possibilité de participer à de nouvelles élections démocratiques et en maintenant la clique bureaucratique au pouvoir pour une période transitoire en cas de chute du régime. Maintenant, imaginez un-e travailleur-e révolutionnaire qui est prêt à sacrifier son emploi, la sécurité de sa famille,

sa vie et sa santé et voilà qu'elle/il entend parler d'un possible compromis avec ceux qui ont tué et mutilé les manifestant-es.

En raison de l'absence d'un plan clair, de la négligence des comités de grève et de la répression monstrueuse, les actions rassemblaient de moins en moins de monde. En novembre, a eu lieu le meurtre barbare de Raman Bandarenko, l'un des manifestants, qui avait simplement demandé à la police de ne pas détruire les symboles de la protestation dans la cour de son immeuble. Mais même ce terrible incident n'a pas changé grand-chose au nombre et au radicalisme des manifestants, épuisés par les prisons, les perquisitions, les arrestations et la torture depuis plusieurs mois.

Aujourd'hui, les actions de rue sont très locales et menées par les gens dans leur propre cour, et sont parfois réduites à la distribution de symboles de protestation dans les quartiers-dortoirs. Chaque jour, on assiste à des perquisitions et des arrestations de syndicalistes, de militants des droits de l'homme, de journalistes, et même un simple passant peut se retrouver en prison pour avoir porté la « *mauvaise* » couleur ou pour une photo d'affiches sur les médias sociaux.

Cependant, cette défaite temporaire n'a pas été vaine. Elle a donné aux gens l'expérience de la lutte, sans laquelle la victoire serait tout simplement impossible dans l'avenir. L'humeur générale parmi les opposants au régime est à l'attente d'un « *printemps chaud* ». Elle est fondée sur des faits, puisque les structures créées par les manifestant-es au cours des mois de lutte – les « *comités de voisinage* », les équipes de grève dans les usines, les cellules de syndicats indépendants dans les usines et les universités – ont été préservées. Même le chef du KGB biélorusse a dû admettre que les autorités se préparaient à réprimer les manifestations du printemps. Le fait même de l'escalade des répressions montre que le trône de Loukachenko n'est plus aussi solide qu'avant.

Les revendications des forces de gauche

Notre parti biélorusse de gauche « *Un monde juste* » évalue ce qui se passe dans le pays comme une révolution démocratique, ce qui est conforme au programme du parti. Le Parti considère également qu'il est nécessaire de compléter les revendications démocratiques par des revendications sociales transitoires : rétablissement du barème d'imposition progressif, réduction de la journée de travail à 7 heures sans réduction de salaire, liberté totale de créer des syndicats indé-

pendants, abolition de toutes les lois anti-travail et rétablissement des avantages et des garanties sociales qui ont été détruites par le régime. Le parti croit également que la révolution démocratique en Biélorussie non seulement peut, mais doit, se transformer en une révolution sociale.

Malheureusement, un point important manque dans le programme de notre parti, à savoir la convocation d'un organe de transition composé de représentants des différents groupes de la classe ouvrière, car c'est la revendication qui devrait ouvrir la voie des revendications démocratiques actuelles aux revendications socialistes. Cependant, je suis convaincu que ce n'est qu'une question de temps et que le développement du processus politique poussera toute l'opposition de gauche à adopter cette revendication si la mobilisation des protestataires atteint le niveau précédent.

Le Forum de la gauche démocratique, qui s'est tenu le 7 février 2021, a également été positif. Dans ce forum ont participé : le plus grand des trois partis sociaux-démocrates, Gromada (Assemblée), le parti des Verts, le parti « *Un monde juste* » ainsi que le syndicat libre des métallurgistes, dont la direction défend des positions socialistes. Cela est tout à fait conforme à la position consistant à construire un front uni de la gauche au lieu d'un « *front uni de tous les démocrates* ». En suivant Trotski, je veux répéter que les alliances temporaires avec les organisations bourgeoises ne peuvent être conclues qu'à des fins pratiques, comme l'organisation de manifestations ou une agitation protestataire, mais sans programmes communs et sans refuser de critiquer ces alliés temporaires.

Après tout, il n'y a qu'une seule voie sûre pour la gauche radicale : se préparer à une nouvelle mobilisation de protestation et se battre pour préserver ses partis, ses syndicats et les organes d'auto-organisation du pouvoir populaire. La gauche radicale doit mener le programme démocratique à une fin victorieuse par ses propres moyens. Ceux qui misent sur la dichotomie – Tihanovsky (n'importe quel libéral aurait pu être désigné ici) ou Loukachenko – prennent une position fondamentalement erronée et refusent à la classe ouvrière et aux autres groupes opprimés la subjectivité politique. La réponse ne peut être que la participation au mouvement démocratique – sans procéder à une fusion monolithique avec les sommets de l'opposition libérale – et la défense des revendications des manifestants qui conduisent au démantèlement de la dictature et qui vont en même temps au-delà de la démocratie bourgeoise. ■

Minsk, 9 mars 2021

Le régime intensifie la répression, mais la lutte continue

Par
Pavel Katorzhevski

Pour les 25 et 27 mars derniers, les animateur-es de ce qu'on appelle la nouvelle opposition en Biélorussie avaient annoncé le retour des manifestations dans les rues. Ces journées allaient montrer le niveau de mobilisation des protestations et si le peuple était prêt à poursuivre sa lutte contre le régime bonapartiste de Loukachenko. Cette question inquiétait tous les adversaires des autorités, car les actions de masse de ces jours-là allaient montrer clairement si les mesures répressives du régime avaient fonctionné et si la révolution politique allait passer à une étape prolongée.

Il convient de noter qu'à la fin du mois de novembre, les actions de protestation avaient commencé à acquérir un caractère local et ponctuel, s'étant déplacées des rues centrales des villes vers les cités-dortoirs et les banlieues. Le dernier événement qui a provoqué une sortie massive de la population dans les rues et provoqué une flambée de violence policière a été le meurtre de Roman Bonadrenko, un simple partisan de l'opposition, par des agents des forces de l'ordre. Le 11 novembre 2020, il a été battu par des agents des forces de l'ordre en civil pour leur avoir demandé de ne pas détruire les symboles de protestation dans la cour de son immeuble. Le lendemain, Roman est mort aux urgences de l'hôpital. Un mémorial populaire spontané s'est formé dans cette cour, et la police a multiplié des assauts dans la cour. Après la répression brutale des manifestations populaires liées à la mort de Bonadrenko, le régime, profitant du recul de la vague de protestation, a déclenché la répression et s'est mis à la recherche des citoyen-es les plus actifs politiquement : militant-es civiques et syndicaux, militant-es des droits humains, dirigeants des « *comités de voisins* » qui s'étaient formés dans les immeubles des zones les plus contestataires et tous ceux qui ont participé le plus activement aux événements d'août-septembre 2020. Au 17 mars, le bureau du procureur

général de Biélorussie a indiqué que 468 affaires pénales avaient été ouvertes contre 631 personnes en raison de leur participation à des activités de protestation, et que plus de 270 personnes (1) avaient le statut de prisonniers politiques. Le comité d'investigations indique que plus de 2 300 affaires pénales liées à des activités « *extrémistes* » ont été ouvertes depuis l'été dernier. Dans le même temps, pas un seul agent des forces de l'ordre n'a été poursuivi pour abus de pouvoir – même le manifestant Gennady Shutov, tué en août, a été reconnu « *coupable* » à titre posthume de résistance et d'usage de la violence à l'encontre d'un agent de l'État – et les policiers qui ont avoué le meurtre ont été jugés en tant que victimes.

Tous ces chiffres sont importants pour comprendre l'état de la société biélorusse au moment où les manifestants se préparaient à retourner dans la rue : une atmosphère de terreur effrayante, la réelle possibilité de recevoir une peine de prison pour avoir coordonné des manifestations dans son immeuble ou sur son lieu de travail, et même d'être torturé ou tué.

En outre, les sanctions prévues par le code des infractions administratives pour la participation à un événement de masse non autorisé ont été renforcées – les mesures telles que l'avertissement ont été supprimées, le montant des amendes et la durée de l'arrestation administrative ont été augmentés. Dans le même temps, il est impossible d'organiser un rassemblement de protestation légal en Biélorussie, car toutes les décisions sont prises par les autorités. Il est prévu de

1. Le nombre réel de prisonniers politiques est bien plus élevé, mais l'attribution de ce statut comporte des nuances. Par exemple, les personnes qui ne sont pas emprisonnées, mais condamnées à une « *restriction de liberté* » ne peuvent être reconnues comme des prisonniers politiques. Il est également très difficile de reconnaître le statut de prisonnier politique à une personne qui purge une arrestation administrative. L'appareil répressif de l'État connaît bien les critères d'octroi du statut de prisonnier politique. Il fabrique donc de fausses affaires pénales liées à une violence présumée de la part du défendeur, ce qui empêche l'attribution du statut de prisonnier politique.

Biélorussie

renforcer la loi sur la procédure d'organisation des événements massifs (qui présentait déjà un caractère répressif) et de donner à l'exécutif le droit exclusif d'accorder leur autorisation.

Personne ne reconnaît la victoire du dictateur

Le 25 mars, le service de presse du ministère de l'Intérieur a fait état de cas isolés d'activités de protestation, mais les faits disent autre chose. Car la police biélorusse a déclaré que plus de 200 personnes avaient été arrêtées pour avoir participé à des actions de protestation. Ce jour-là, les principaux médias d'opposition ont annoncé le « retour des manifestations dans les rues », mais après un long hiver, politiquement glacial, les gens n'ont pas pu s'organiser et sortir en masse dans les rues. Néanmoins, de petites « chaînes de solidarité » spontanées se sont formées dans le centre de Minsk. Après cela, le format a été instantanément modifié : les médias d'opposition ont appelé les conducteurs à klaxonner en soutien aux protestations et les citoyens protestataires à tirer des feux d'artifice à 21h.

À Minsk et dans d'autres villes du pays, le ciel a tremblé sous les feux d'artifice pendant au moins une demi-heure, et les klaxons des voitures pouvaient être entendus même à plusieurs kilomètres du centre-ville. Tout était très clair : personne ne reconnaissait la victoire du dictateur, personne ne pardonnait la terreur et la répression, mais toutes ces belles actions étaient plutôt des gestes d'impuissance révolutionnaire. Bien sûr, les policiers du KGB, et Loukachenko lui-même dans son palais rose, devaient probablement serrer les dents en voyant le ciel de Minsk illuminé par des milliers de salves de protestation et en écoutant le hurlement de centaines de klaxons de voitures. Mais quelle que soit la beauté de ces performances, une chose mérite d'être comprise : les klaxons, les feux d'artifice et autres actes symboliques de défi ne renversent pas les régimes

dictatoriaux et ne rapprochent même pas l'heure de la victoire.

Le 27 mars, les habitants de Minsk ont à nouveau tenté de se rassembler pour une action de rue, mais la concentration accrue des forces de l'ordre et des équipements militaires dans la ville n'en a pas laissé l'occasion. Le 27 mars, au moins 240 personnes ont été arrêtées. Selon des données plus précises, les 25 et 27 mars, plus de 500 personnes au total ont été détenues. Cette tentative des gens de se soutenir mutuellement et de déclarer la poursuite de la résistance dans des moments difficiles de réaction a coûté aux manifestants 15 jours d'emprisonnement dans des conditions inhumaines (2).

La forme et le contenu

Par ailleurs, il convient de noter la raison pour laquelle les actions étaient prévues le 25 mars. Malheureusement, certains « marxistes » ont placé la forme au-dessus du contenu et ont refusé catégoriquement de soutenir les manifestations dans leur ensemble, en particulier à cause de la date. Car c'est le 25 mars 1918 que l'indépendance de la « République populaire biélorusse » (RPB) a été proclamée. Chaque année, cette journée est célébrée par les partis nationaux-démocratiques, y compris les sociaux-démocrates. Ceux qui ont participé à la proclamation de la RPB étaient des socialistes de gauche par conviction et étaient membres du parti *Bielarusskaya sotsialistichnaya Hramada* (Communauté socialiste biélorusse). L'annonce de la création de la RPB est devenue possible grâce à la révolution d'Octobre et à la politique nationale de Lénine, car, comme nous le savons, Lénine, dans son article « *Les bolcheviks conserveront-ils le pouvoir d'État ?* » (septembre 1917) a probablement été le premier homme politique de l'histoire à avancer l'idée d'une indépendance totale pour la Biélorussie, et pas seulement d'une autonomie. Ainsi, la RPB a été initialement fondée sur de bons principes, notamment la réduction de la journée de travail, la socialisation des moyens de production et la confiscation des propriétés foncières sans rachat. Néanmoins, la RPB fut en réalité un projet mort-né : ne disposant pas de citoyenneté, de système monétaire ni d'armée, cette « république » existait dans le territoire occupé par les troupes allemandes et était en fait un organe sous administration de l'occupant. Au fil du temps, la RPB est de plus en plus devenue un outrage – fait reconnu même par ses dirigeants – et le projet lui-même a acquis un caractère antibolchévique. À la fin de son existence, les dirigeants

de la RPB ont cherché le soutien de diverses forces réactionnaires, depuis le Kaiser allemand jusqu'aux Gardes blancs. En conséquence, sur le territoire libéré des Allemands, le 1er janvier 1919, le véritable État biélorusse – la République socialiste soviétique de Biélorussie – a été fondé.

Comme on peut s'en douter, pour la gauche biélorusse la date du 25 mars est discutable : les sociaux-démocrates la considéraient comme un projet socialiste raté et les nationaux-démocrates l'appréciaient pour son antibolchévisme ultérieur. Quant aux marxistes, ils ont toujours pris leurs distances avec cette date. Chaque année, ce jour-là, des actions autorisées et non autorisées étaient organisées par une partie de l'opposition biélorusse. Les autorités toléraient la tenue d'un rassemblement ou d'une marche ce jour-là, même s'il était rare qu'il n'y ait pas d'arrestations. Cette année, les autorités ont refusé d'organiser un événement légal, arguant qu'il pourrait être utilisé « *par des forces destructrices pour déstabiliser la situation dans le pays* ». En fait, le droit à la liberté de réunion a été violé sans aucun motif, comme c'est toujours le cas en Biélorussie. Mais une partie de la gauche a adopté une position ouvertement sectaire et approuvé ainsi les actions des autorités, refusant de participer aux manifestations ou gardant le silence sur les tortures et les détentions. Tout cela uniquement pour des raisons historiques décrites ci-dessus liées à la date du 25 mars.

Analysant la situation d'un point de vue marxiste, notre parti « *Un monde juste* » comprend que la forme ne peut pas définir le contenu et que nous devons soutenir les demandes démocratiques du peuple, qui coïncident avec notre programme politique. C'est pourquoi le comité de Minsk de notre parti a condamné les actions des autorités visant à intimider les citoyens et à créer une atmosphère d'état d'urgence dans la capitale. Notre parti a également déclaré que toutes et tous les détenus devaient être immédiatement libérés alors que les responsables du recours à la violence et de la restriction des droits des citoyens à la liberté de réunion devaient être punis et présenter des excuses publiques à toutes les victimes. En outre, il n'est pas exagéré d'affirmer que la plupart des manifestant-es ignoraient le contexte historique et idéologique du jour où la manifestation devait avoir lieu. Le fait que les gens descendent dans la rue à des dates autres que celles associées à l'histoire du mouvement ouvrier et communiste ne fait que démontrer le manque de travail systématique de la gauche avec les manifestants et le snobisme de la plupart des groupes de gau-

2. Après la fin des arrestations administratives, les 25 et 27 mars, de nombreux détenus ont raconté qu'ils avaient été torturés, battus et soumis à d'autres formes de mauvais traitements (manque de literie, restriction des procédures d'hygiène, arrosage des cellules de prison avec des quantités excessives de chlore prétendument en « *prévention contre le coronavirus* »). Nombre de celles et ceux qui ont été placés en détention administrative après les 25 et 27 mars se sont retrouvés à l'hôpital avec des tendons et des muscles déchirés. Les personnes arrêtées ont déclaré avoir été torturées en étant obligées de se tenir debout face au mur, les jambes tendues au maximum et les bras levés, paumes vers l'extérieur, le tout accompagné de coups sur les côtes.

che, qui placent la « pureté idéologique » au-dessus du soutien aux justes revendications des masses.

Nouvelles lois répressives

Bien que les actions des 25 et 27 mars aient été réprimées et se soient déroulées de façon « clandestine », le pouvoir a bien saisi le signal de la volonté de poursuivre la lutte donné par la majorité des Biélorusses et a annoncé un nouveau paquet de lois répressives. Le 16 avril 2021, la Chambre des représentants de l'Assemblée nationale de la République de Biélorussie a adopté en deuxième (dernière) lecture (3) un projet de loi « sur la modification de la lutte contre l'extrémisme ». Ce projet élargit entre autres la définition de « l'extrémisme » et de « l'activité extrémiste », permettant de fait au ministère des affaires intérieures de décider qui est extrémiste. De plus, en vertu de la nouvelle loi, la police a désormais le droit de recourir à la force « à sa propre discrétion, en tenant compte de l'évolution de la situation » et n'est plus responsable de tout préjudice résultant du recours à la force. Bien sûr, il y a quelques réserves dans la loi, comme le fait que lorsqu'il utilise des moyens de contrainte ou d'autres dispositifs, un policier doit s'efforcer de causer le moins de dommages possible, mais il est clair qu'elles sont simplement formelles, car de telles réserves existaient auparavant sans que cela empêche les policiers d'utiliser la brutalité et la torture. Mais ce sont les amendements au Code pénal qui sont les plus importants dans ce paquet de lois répressives. Ils prévoient la poursuite pénale d'une personne qui aurait été sanctionnée administrativement deux fois au nom de la loi sur l'organisation des événements de masse. En d'autres termes, si une personne est attrapée par la police lors d'un rassemblement pour la troisième fois en un an, elle peut se voir infliger une véritable peine de prison de plusieurs années. La nouvelle édition de la loi « sur les événements de masse » introduit également des innovations répressives : désormais, les partis politiques sont responsables (!) de chaque membre du parti s'il participe à un rassemblement non autorisé (4). Cela crée une base légale pour la liquidation des partis d'opposition, car si un deuxième avertissement est émis au cours d'une année, conformément à la loi le parti peut être dissous par la Cour suprême.

Cependant, malgré l'adoption de lois répressives et les condamnations massives à caractère politique, il faut rester optimiste. Malgré toutes ces choses effrayantes, l'opposition de gauche et tous ceux qui sont



contre la dictature ne sont pas affaiblis. Il y a tout juste un an, peu de gens auraient imaginé que le soutien au régime serait si réduit et l'intérêt pour la politique si élevé. Il y a seulement un an, personne n'aurait pu imaginer que, même dans des conditions de répression sévère, des syndicats indépendants se développeraient et que des Biélorusses rejoindraient activement les partis politiques d'opposition existants et parleraient de la création de nouvelles structures politiques. Malgré une répression d'une ampleur comparable à celle de l'ère stalinienne, les initiatives de base et les comités de grève, créés au plus fort de la mobilisation protestataire, perdurent. En ce qui concerne les autres tactiques des socialistes, il est impossible de dire quoi que ce soit de nouveau, car il n'existe pas de recettes magiques qui mettront les masses en mouvement et détruiront la peur qui a été semée par le régime au cours de ces longs et difficiles mois. Nos tâches restent les mêmes : renforcer les liens avec le mouvement ouvrier, essayer de maintenir les structures de nos partis et syndicats et mener à bien l'explication de notre programme socialiste autant que possible dans les conditions existantes.

Mécontentement populaire inévitable

Bien sûr, une atmosphère de démoralisation et de pessimisme règne désormais. Néanmoins, la crise politique n'a pas disparu et la dictature a reçu un coup sévère, le régime continue d'avoir peur et fonctionne dans des conditions qui sont pour lui une menace existentielle. De nombreux fonctionnaires, policiers, enseignants, travailleurs du secteur médical et culturel ont quitté le service public en 2020 en signe de protestation et le dictateur ne doute pas sans raison de la loyauté de ceux qui continuent encore à tra-

vailer dans le secteur public. Non seulement le nombre d'opposants au régime n'a pas diminué depuis l'automne dernier, mais il a augmenté suite à la répression et aux menaces contre toutes celles et ceux qui émettent des critiques. Les conditions de vie des citoyen-es continuent de se détériorer : les salaires continuent de baisser depuis plusieurs mois consécutifs, le montant réel des pensions a atteint son plus bas niveau en février, il y a des cas d'arriérés de salaires, les prix ont augmenté de manière significative et l'inflation a été beaucoup plus élevée que prévu par la Banque nationale. En outre, il y a des informations sur la préparation de licenciements massifs et le manque de fonds dans le budget.

Une explosion massive de mécontentement populaire dans un avenir proche est non seulement possible, mais inévitable. La seule question est de savoir quel sera l'élément déclencheur d'une nouvelle vague de mobilisation. Il convient ici de rappeler l'une des lois de la dialectique : le passage du quantitatif au qualitatif. Un événement en soi peut ne pas être la cause, mais il peut être le dernier élément nécessaire dans la chaîne d'autres événements qui conduisent à l'explosion sociale. ■

Minsk, 18 avril 2021

3. Une fois qu'un projet de loi a été adopté par la Chambre des représentants en deuxième lecture, il doit être approuvé par la chambre haute du Parlement – le Conseil de la République. Il s'agit d'une formalité purement bureaucratique et il n'y a même pas la moindre chance que le Conseil de la République rejette les projets de loi répressifs. Il est probable qu'au moment où cet article sera publié, ils auront été approuvés.

4. En fait, le paquet de projets de loi répressifs est beaucoup plus large, et l'article n'identifie que les changements les plus importants, selon l'auteur, et qui légaliseraient la répression politique.

Un tournant historique

Par
Catherine Samary*

Après sa victoire écrasante le 13 février aux législatives anticipées du Kosovo (1,8 million d'habitants, à 90 % albanais), le parti Vetëvendosje (VV, signifiant « *Autodétermination* ») a achevé le dimanche 4 avril la consolidation de ses pouvoirs institutionnels. Remportant en février près de 50 % des suffrages, il a de loin détrôné tous les partis institutionnels issus des phases antérieures de la lutte d'indépendance : d'une part, ceux dont les dirigeants sont issus de l'ancienne guérilla de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), notamment le Parti démocratique du Kosovo (PDK, 17,32 %) de l'ancien président Hashim Thaçi qui a démissionné en novembre 2020 en attente de son procès pour crimes de guerre. Mais aussi la Ligue démocratique du Kosovo (LDK, 13,18 %) de centre-droit, de feu le président et pacifiste Ibrahim Rugova (voir encart). Doté de 58 sièges au nouveau parlement (sur 120), Vetëvendosje (VV) a rallié un vote massif des Kosovars émigrés et des femmes. À ce jour, il contrôle toutes les institutions du pouvoir : la présidence du parlement lui est revenue de droit et son charismatique dirigeant Albin Kurti (42 ans) a formé son gouvernement le 22 mars. Mais il restait à contrôler la présidence du pays relevant d'une majorité qualifiée au parlement – alors que l'opposition boycottait ce suffrage. Car en cas d'échec au bout de trois scrutins,

le pays aurait été renvoyé vers de nouvelles législatives. VV présentait comme candidate celle qui l'a aidé à remporter la victoire en se ralliant à sa campagne contre la corruption et en quittant son parti (LDK), la populaire juriste et féministe Vjosa Osmani (38 ans). Et au dernier tour de scrutin, ce 4 avril, Vjosa Osmani a été élue, soutenue par VV, les minorités ethniques et 3 députés de son ancien parti, la LDK.

Désormais, VV va devoir appliquer les grands axes de sa campagne électorale contre la corruption et pour des droits sociaux alors que la pandémie a fait près de 1 800 morts en aggravant les crises économique, sociale et sanitaire d'un des pays les plus pauvres du continent : le salaire moyen y est de quelque 500 euros et le taux de chômage pour les jeunes est de l'ordre de 50 %, ce qui les pousse massivement à émigrer en Suisse ou Allemagne.

L'ensemble est étroitement tributaire des incertitudes du statut international du Kosovo dont le parlement a voté l'indépendance en 2008.

Quel statut ?

La Serbie a dénoncé ce vote en s'appuyant sur le fait que le Kosovo n'était pas une république mais une province de Serbie dans l'ancienne Yougoslavie. De leur côté, les indépendantistes ont fait valoir (entre autres arguments) le statut de « *quasi-république* » acquis sous le règne de Tito dans la Constitution de 1973 – qui donnait au Kosovo les mêmes droits qu'aux républiques au sein de la présidence collégiale, et une autonomie de gestion indépendante de Belgrade. Mais ils soulignent aussi le caractère caduc de la résolution 1244 (qui voulait explicitement leur éviter un tête-à-tête avec Belgrade) après la fin de l'Union Serbie-Monténégro. Belgrade persiste au contraire à s'en réclamer (avec le soutien de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU) : elle prône une autonomie radicale du Kosovo au sein



de la Serbie. Derrière les jeux de poker menteur, en vérité, dès l'époque des négociations de Rambouillet (1999) dont l'échec fut suivi par la guerre de l'OTAN, les dirigeants de Belgrade étaient déjà prêts à reconnaître aux Albanais une large autonomie pour qu'ils organisent et financent eux-mêmes les institutions et services publics (santé et école) « *autonomes* » du Kosovo ! Ce « *débarquement* » s'accompagnait de discours de « *souveraineté historique* » dont l'enjeu réel concernait le nord du Kosovo : il s'agissait de contrôler la propriété des mines du complexe de Trepça (que les nazis voulaient eux aussi conserver entre leurs mains pendant le dépeçage de la Yougoslavie lors de la Seconde Guerre mondiale), associé aux communautés à majorité serbe et à de grands vestiges du patriarcat orthodoxe. Toutes les mesures monétaires, commerciales, politiques et répressives (y compris assassinats de dirigeants serbes indociles) venant de Belgrade depuis les années 2000 et dans le cadre des négociations avec Pristina visent le pouvoir sur cette partie nord du Kosovo.

En attendant, l'indépendance rejetée par Belgrade n'est pas reconnue par l'ONU (mais elle l'est par 93 de ses 193 membres). Elle n'est pas non plus officiellement reconnue par l'UE (bien que seuls 5 membres s'y opposent : Chypre, État espagnol, Grèce, Roumanie et Slovaquie). Par contre, l'UE a opté pour une démarche « *pragmatique* » (évitant de discuter « *statut* »), jouant sur la carotte de l'adhésion comme pression sur les dirigeants de Belgrade et de Pristina pour trouver des terrains d'entente. Dans cette optique, l'UE a explicitement intégré le Kosovo au « *processus de stabilisation et d'association* » qu'elle a noué avec les pays dits des « *Balkans de l'Ouest* » depuis la fin de la guerre de l'OTAN (et confirmé au conseil de Thessalonique de 2003). Les relations pacifiques entre voisins font partie de la « *feuille de route* », notamment dans l'op-

* Catherine Samary, économiste et spécialiste de l'ex-Yougoslavie, est membre du Comité international de la IV^e Internationale. Elle a publié, notamment, le *Marché contre l'autogestion, l'expérience yougoslave* (Publisud/La Brèche, 1988), *La Fragmentation de la Yougoslavie* (IIRE d'Amsterdam, Cahiers d'Études et de Recherches n° 19/20, 1992), la *Déchirure yougoslave, questions pour l'Europe* (l'Harmattan, 1992), *les Conflits yougoslaves de A à Z* (avec Jean-Arnault Dérens, éditions de l'Atelier, 2000), *Yougoslavie : de la décomposition aux enjeux européens* (éditions du Cygne, 2008), *D'un communisme décolonial à la démocratie des communs* (éditions du Croquant, 2017). Voir également ses articles sur l'ex-Yougoslavie : <http://csamary.fr>. Cet article a été d'abord publié le 17 avril 2021 par la revue *Viento Sur* : <https://vientosur.info/un-cambio-historico/>

tique de zone de libre-échange.

Quel a été le parcours politique de Vetëvendosje ?

Il fut fondé pendant le protectorat, en 2004, succédant à un mouvement associatif (Kosovo Action Network) favorable à la démocratie directe. Il affichait alors un profil « *ethno-nationaliste* » et prônait l'union avec l'Albanie (non sans nostalgie pour la période d'Enver Hodja). Il se présenta aux suffrages des Kosovars pour la première fois lors des législatives de 2010 où il remporta 12,7 % des voix. Avec 14 députés sur 120, il se hissa ainsi en troisième position sur la scène politique kosovare, devançant l'Alliance pour l'Avenir du Kosovo (AAK) de l'ancien Premier ministre Ramush Haradinaj. En

2014, le vice-président de VV remportait la mairie de Pristina, capitale du Kosovo. Cela marqua le début d'un ancrage décisif du parti dans une action de terrain, avec ses dimensions concrètes de gauche revendiquées.

Son discours devint plus social et dénonça systématiquement la corruption – sans épargner ceux qui avaient longtemps été intouchables parce qu'associés à la lutte de libération du pays. Ses actions spectaculaires et continues sur ce plan lui ont valu une popularité croissante. Il s'opposait aussi aux orientations qui prônaient des transferts de populations vers de nouvelles frontières ethniques comme condition d'une reconnaissance par Belgrade de l'indépendance du Kosovo.

Tout en refusant cette logique, VV évoluait vers une politique de souveraineté populaire démocratique répondant aux besoins concrets de la population du Kosovo, en s'adressant aussi aux diverses minorités, notamment serbes du Kosovo : la recherche d'entente avec eux a été privilégiée sur les « *ententes* » avec Belgrade. Et son intransigeance envers les anciens dirigeants de la lutte armée, poursuivis en justice, a sans doute crédibilisé le discours.

L'actuelle victoire électorale survient donc après plusieurs années d'ancrage local du parti grâce à ses succès aux municipales, notamment à Pristina ; mais aussi après une faible majorité aux législatives de 2019 qui permit à Albin Kurti d'accéder à des responsabilités gouvernementales dans le cadre

Points de repère historiques et principaux partis institutionnels du Kosovo

En 1989, le président de Serbie, Milosevic, supprime le statut de quasi-république qui était reconnu au Kosovo dans la Constitution de 1974. Les Albanais de cette province autonome de Serbie décident de boycotter toutes les institutions officielles désormais contrôlées par Belgrade. À partir de 1991, le démantèlement de la Yougoslavie de Tito (mort en 1980) se concrétise par les déclarations d'indépendance des anciennes républiques (hors Monténégro et Serbie qui restent associées dans une fédération yougoslave croupion).

❶ La Ligue démocratique du Kosovo (LDK) à la tête de la résistance pacifiste. La LDK, de centre droit, fut fondée en 1989 par Ibrahim Rugova, romancier, ancien membre de la Ligue des communistes, surnommé « *le Gandhi des Balkans* ». En septembre 1991 les Albanais du Kosovo (après un référendum clandestin) proclament la « *république du Kosovo* ». Celle-ci s'organise en doublant toutes les institutions officielles, avec écoles et institutions de santé parallèles, élections présidentielle et législatives. Ibrahim Rugova est élu président et espère une reconnaissance internationale de la « *république du Kosovo* » dans un contexte de « *ni paix ni guerre* ».

❷ De la lutte armée de l'UÇK (Armée de libération du Kosovo) au PDK (Parti démocratique du Kosovo).

Face à la reconnaissance internationale reçue par Milosevic lors des accords de Dayton de 1996 (mettant fin à trois ans de nettoyages ethniques de la Bosnie-Herzégovine et établissant sa nouvelle Constitution) la stratégie pacifiste de Rugova est critiquée par le « *Mouvement populaire pour le Kosovo* » qui décide de passer à la lutte armée et crée l'Armée de libération du Kosovo (UÇK). Celle-ci vise à gagner la solidarité des villages contre la répression de Belgrade, puis le soutien des États-Unis. Ces derniers traitent initialement les guérilleros de « *terroristes* », puis les associent comme représentants de la lutte indépendantiste. Ils deviennent le bras armé de l'OTAN sur le terrain en 1999, après l'échec des négociations de Rambouillet.

Le Parti Démocratique du Kosovo (PDK) fut fondé le 14 mai 1999 en devenant le pendant politique de l'UÇK.

❸ Du Kosovo sous protectorat dans la Yougoslavie croupion, à l'indépendance. Au bout de trois mois d'une guerre de l'OTAN non déclarée, la résolution 1244 du Conseil de sécurité (incluant Moscou), signée par Belgrade, met fin au conflit et établit (avec l'ONU) un protectorat international supposé provisoire (dont les institutions de

contrôle associeront de façon évolutive l'OTAN, l'ONU et l'UE). Le Kosovo y est doté d'un statut d'autonomie comme « *province de Yougoslavie* » (pour lui éviter d'être sous domination directe serbe). En 2006, ce statut est caduc quand le Monténégro proclame son indépendance. En février 2007, Martti Ahtisaari, envoyé spécial de l'ONU, élabore un projet d'indépendance du Kosovo sous supervision internationale. Il se heurte au veto de Belgrade (qui réclame l'application de la résolution 1244 dans le nouveau contexte, avec autonomie du Kosovo en Serbie). En février 2008, le parlement du Kosovo reprend les termes du projet Ahtissari et proclame l'indépendance du pays, soutenu par une grande partie de l'UE et les États-Unis.

❹ Le PDK est en deuxième position derrière la LDK jusqu'en 2007. Il devint alors le premier parti du pays exprimant le caractère caduc du statut d'autonomie dans un cadre yougoslave face au démantèlement final de la fédération.

À partir de 2016, plusieurs dizaines de ses membres furent poursuivis pour corruption et crimes de guerre. Le PDK est aussi soupçonné d'avoir commandité des assassinats politiques contre des membres de la LDK et est accusé par le Conseil de l'Europe d'avoir participé à un trafic d'organes prélevés sur des prisonniers durant la guerre contre la Serbie (1999). Son dirigeant Hashim Thaçi, un des commandants de l'UÇK, a été élu président de la République, du 7 avril 2016 (après trois tours de scrutin sans majorité adéquate) jusqu'à sa démission le 5 novembre 2020 suite à son inculpation par le Tribunal spécial pour le Kosovo (KSC) à La Haye – une instance de droit kosovar composée de juges internationaux (le KSC siège à La Haye pour protéger les témoins ; mais il est chargé d'enquêter sur des crimes commis par les indépendantistes kosovars, principalement à l'encontre de Serbes, de Roms et d'opposants kosovars à la guérilla indépendantiste).

❺ L'Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK), de droite, est constituée le 29 avril 2001 à la suite d'une alliance entre plusieurs formations, sous la conduite de Ramush Haradinaj, un des dirigeants historiques et ancien officier supérieur de l'UÇK. Celui-ci, élu Premier ministre en 2004 après avoir passé une alliance avec la LDK, fut contraint à la démission au bout de trois mois, du fait de sa mise en examen par le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Il fut acquitté (en appel) en 2012. Ramush Haradinaj redevint Premier ministre en septembre 2017 à la tête d'une coalition de cinq partis dont la Liste serbe (SL), ancrée dans les communes à majorité serbe au nord du pays, réputée téléguidée par Belgrade. Mais il dut remettre sa démission en juillet 2019, après avoir été convoqué par le KSC qui le soupçonne de crimes de guerre.



d'une précaire alliance de VV avec la LDK de centre droit. Albin Kurti assumait la tête du gouvernement... pendant quelque 50 jours et non sans désillusion populaire face à la faiblesse des politiques sociales réalisées. C'est une motion de censure initiée par la LDK, qui l'a fait tomber en mars 2020. À l'arrière-plan : des actions spectaculaires menées par Kurti (lui valant une condamnation) sur les enjeux de frontières liées aux négociations secrètes de l'ancien président Thaçi avec Belgrade.

Une nouvelle phase : promesses et incertitudes

Les rapports de force marquant les nouvelles élections vont-ils permettre à VV une application plus autonome de son programme ?

VV a multiplié les promesses : dissoudre l'Agence de privatisation, créer un fonds souverain de gestion des entreprises publiques, assurer la gratuité des frais de scolarité pour les étudiants, des congés parentaux et des services de protection sociale notamment pour les mères célibataires et les personnes âgées. Il a rallié un vote massif de la diaspora (un tiers de la population, qui rapporte 60 % du budget du pays) et des femmes (61 % contre 47 % des hommes) notamment grâce à l'implication de Vjosa Osmani, devenue depuis la nouvelle prési-

dente. Albin Kurti déclare, avec elle, vouloir « en finir avec l'ancien régime », c'est-à-dire ce qu'il désigne comme « l'establishment » des partis institutionnels. Il promet de répondre à des exigences sociales prioritaires, dont celle d'avoir vacciné la majeure partie de la population d'ici un an. La distribution généreuse de vaccins par la Serbie à ses voisins balkaniques dans la phase récente sera-t-elle un instrument du « dialogue » avec Pristina ?

Albin Kurti s'est déclaré favorable à une intégration du Kosovo avec l'ensemble des Balkans de l'Ouest, en bloc, dans l'UE. Mais c'est une logique aux antipodes des orientations pratiques de l'UE. Son alliance avec la nouvelle présidente Vjosa Osmani marque au moins un triple changement majeur de la scène politique : la montée des femmes (outre la présidente, et la participation au scrutin, un tiers des parlementaires), un changement de génération avec un duo de dirigeants tournant autour de la quarantaine et la fin du règne « des commandants ». Mais trois questions représentent des épreuves tout aussi majeures à venir.

D'une part, quel sera le fonctionnement interne de VV ? Il y a eu, dans la période récente notamment, des conflits d'orientation rendus opaques par les conflits de personnes. Cet enjeu a provoqué en 2018 une « autodestruction du parti » faute de modalités démocratiques d'expression des désaccords, notamment à l'égard du principal dirigeant, Albin Kurti. Et les modalités de fonctionnement internes d'un parti au pouvoir ont généralement des conséquences rapidement visibles également sur ses rapports

avec ses alliés et avec la « société civile » qui l'a élu.

D'autre part, les promesses sociales seront-elles appliquées et avec quels moyens – compte tenu des rapports de dépendance internationale du Kosovo avec l'UE et les États-Unis – et donc aussi, son « statut » incertain ?

Enfin, et associé à cet enjeu, de quelle façon VV défendra-t-il la « souveraineté » du Kosovo, notamment au plan des droits sociaux ? Ce qui soulève des questions politiques et socio-économiques à différentes échelles territoriales articulées.

Les anciens travailleurs des mines de Trepça, Albanais ou Serbes, sont sans syndicats aptes à défendre leurs droits. Les mineurs de l'Albanie voisine « à la dérive » après trente ans de privatisations, ont été confrontés au même constat et s'efforcent d'y répondre en auto-organisant un nouveau syndicat (1). Mais au-delà du syndicalisme, qui étaient et qui sont les « propriétaires légitimes » de ces « biens communs » ? Le caractère non seulement illégitime mais illégal – au vu des anciennes Constitutions – des privatisations post 1989 dans les anciens pays se réclamant du socialisme reste un angle mort dans les bilans de cette phase, ressurgissant dans bien des conflits. Au « libre-échange » compétitif prôné par l'UE pourraient être opposées bien des logiques alternatives de « mise en commun » de ressources et de droits.

VV a promis une remise en cause des privatisations, mais comment ? ■

1. Cf. J.-A. Dérens et L. Geslin, « L'Albanie, "bon élève" à la dérive », <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/09/DERENS/62153>

Et maintenant, *Die Linke* ?

Les défis après le congrès fédéral

Par
Thomas Goes*

Le 27 février, la parti *Die Linke* (la Gauche) a élu deux nouvelles présidentes – Janine Wissler et Susanne Hennig-Wellsow – ainsi qu'un nouvel exécutif. Nombre des nouveaux membres de cette direction appartiennent à la jeune génération qui s'est engagée à renouveler le parti : d'en faire un parti socialiste moderne reposant sur ses adhérents. De grandes opportunités s'offrent à *Die Linke*, mais le parti fait également face à d'énormes défis.

Une nouvelle génération bouleverse la structure traditionnelle des courants

Le parti entre dans une nouvelle phase. De nouvelles présidentes, qui apportent un vent nouveau après des années de dissensions internes, ont été élues. Ce vote était important. Mais ce n'est pas l'essentiel. Ce qui est décisif, c'est autre chose : le congrès a montré le visage d'un parti nouveau, plus jeune. Pour cette génération, les anciennes traditions véhiculées par des militants qui ont grandi politiquement dans les années 1970 et 1980 sont moins importantes.

Cette nouvelle génération s'est formée dans les mouvements contre l'extrême droite (de Pegida à l'AfD), dans les campagnes de *Die Linke* sur le logement ou la santé et dans le mouvement pour la justice climatique. Nombre d'entre eux ont acquis une expérience dans le travail syndical et certain-es sont de jeunes permanent-es responsables de leur syndicat. Mais il est vrai qu'une majorité est passée par le lycée classique plutôt que par le lycée professionnel, et beaucoup ont fait des études.

La configuration des courants à l'intérieur du parti s'est fortement modifiée. *Sozialistische Linke*, longtemps puissante à l'ouest, a perdu de son importance. En particulier parce que plusieurs de ses représentant-es les plus visibles en ont fait le cœur de la résistance contre la refonte de *Die Linke* mise en route depuis 2012 : vers une gauche



apte à mener des campagnes et à organiser les gens, un parti dont ses membres peuvent s'emparer pour expérimenter, et qui parallèlement établit un plan de bataille sur toutes les questions sociales centrales. Alors que parmi le nouvel exécutif du parti, composé de 44 personnes, il n'y a aucun membre de *Sozialistische Linke*, 20 candidat-es ont été élus avec le soutien de ce que l'on appelle *Bewegungslinke* (la gauche en mouvement). Ce serait un raccourci de prendre cela pour un glissement à gauche car l'éventail des réformateurs et réformatrices qui, en particulier, donne une importance à la participation gouvernementale, peut également être satisfait de ce congrès. Les réformateurs sont bien représenté-es à la direction et en ce sens cette orientation s'est aussi consolidée dans le parti.

La *Bewegungslinke* s'est constituée lors de la bataille sur la refonte du parti. Au travers des interventions de Katja Kipping et plus particulièrement de Bernd Riexinger, ce jeune courant a soutenu et défendu de nouvelles façons d'envisager l'activité du parti. Il se considère lui-même comme un courant « gauche de classe » dans le sens où il considère la lutte de classe comme un moteur central du développement auquel *Die Linke* doit activement participer. Cependant, il entend combiner la lutte de classe à celle

contre d'autres formes d'oppressions et de discriminations. C'est pourquoi il se définit également comme fondamentalement féministe, antiraciste et écologique.

Ce qui est marquant dans ce congrès, ce ne sont pas les vingt membres de la direction soutenu-es par la « gauche de mouvement » mais le fait qu'il est apparu clairement à quel point le renouvellement stratégique a porté ses fruits. Et ce renouvellement n'était pas la préoccupation d'un seul courant, mais d'une majeure partie des adhérents – au-delà de la délimitation des courants et d'autres appartenances.

Quoi qu'il en soit, *Die Linke* d'aujourd'hui n'est plus *Die Linke* de 2012. Le cadre stratégique s'est déporté. Janine Wissler a

* Thomas Goes, sociologue, fait des recherches sur précarité, syndicats, conscience des travailleurs et travailleuses, est militant de *Die Linke* à Göttingen et adhérent du courant « *Bewegungslinke* » (la gauche en mouvement). Nous reproduisons ici sa contribution aux débats en cours dans ce parti (<https://diefreiheitsliebe.de/politik/was-nun-linke-herausforderungenach-dem-bundesparteitag/>), traduite de l'allemand par Alexis Rousselin. Une version plus courte a été publiée dans le numéro d'avril du mensuel *Sozialistische Zeitung (SoZ)*, proche de l'Internationale Sozialistische Organisation (ISO), section allemande de la IV^e Internationale (<https://www.sozone.de/2021/04/die-linke-eine-partei-mit-neuem-gesicht/>).

Allemagne

de nouveau réaffirmé lors du congrès que « *la solidarité est indivisible* ». Ceci indique fondamentalement une extension du champ d'intervention. Naturellement, *Die Linke* est le parti qui défend un renouveau socialiste de l'État social et qui lutte contre la militarisation de la politique étrangère. Mais il veut également être le parti de la résistance antifasciste et antiraciste, et le parti de la justice climatique. « *La solidarité est indivisible* » indique à ce titre la tentative de forger de nouvelles alliances au sein du mouvement social à même de mettre en œuvre un changement fondamental de la politique. Il s'agit, d'une part, de regrouper celles et ceux qui vivent dans la précarité, avec le cœur de la classe ouvrière encore non exposée à celle-ci et les salariés de la classe moyenne. D'autre part, regrouper celles et ceux qui s'engagent dans les différents mouvements sociaux ou sympathisent avec eux.

Die Linke est donc confrontée à une série de défis qu'elle doit relever et face à des opportunités qu'elle doit saisir.

Un projet politique fédérateur et une culture politique unifiante

Un défi de premier ordre dans les mois et années à venir sera de relancer un projet autour d'une culture politique renforçant ce qui est commun à des membres issus de milieux sociaux et de sensibilités politiques différentes et qui s'organisent au sein de *Die Linke*. Des appels à l'unité, aussi importants soient-ils, ne suffiront pas. Fédérer signifie aborder d'autres expériences, d'autres priorités et d'autres valeurs de telle sorte que les différences ne doivent pas être abandonnées, mais peuvent être rendues fructueuses dans le cadre d'un travail politique commun.

Cela fonctionne d'autant mieux que toute l'énergie est consacrée à élaborer de bonnes propositions de réformes politiques, en essayant ensemble de susciter l'enthousiasme autour de *Die Linke*, en reliant les initiatives et les organisations en vue de constituer des alliances et d'attaquer les adversaires politiques. Une culture politique fédératrice ne doit pas balayer d'un revers de main les divergences d'opinion, mais doit développer des usages et des règles qui mettent au premier plan ce qui est commun, permettant ainsi de se renforcer mutuellement. De tels liens et accords se forment le mieux autour de tâches pratiques. Les deux requièrent cependant de la curiosité, du respect et la capacité à se conformer aux décisions démocratiques. Dépenser une culture de la suspicion et de l'animosité – telle qu'elle s'est répandue dans *Die Linke* ces dernières

années – est donc une question de survie pour le parti.

Démontrer qu'un gouvernement rebelle pourrait imposer des réformes avancées

La sempiternelle question de savoir comment *Die Linke* peut mettre en œuvre ses revendications va à nouveau être mise à l'ordre du jour. Susanne Hennig-Wellsow, l'une des deux nouvelles présidentes, porte de manière offensive l'ambition d'être à la tête d'un gouvernement de coalition avec le SPD et les Verts. L'idée que *Die Linke* doit également viser un gouvernement de gauche en Allemagne est juste. Ce qui sera toutefois contestable – et c'est tout sauf un détail – c'est ce que cela signifiera exactement lorsque cela sera possible et ce qui devra se produire pour que *Die Linke* devienne « apte à gouverner ». Ni chez Susanne Hennig-Wellsow ni chez Katja Kipping qui, ces dernières années, d'une manière un peu moins provocatrice, allait dans le même sens, on n'a cependant pu lire jusqu'ici des contributions qui s'attaqueraient de manière plus concrète aux défis et problèmes que pose une telle stratégie ainsi qu'aux étapes intermédiaires qu'elle implique. « *Nous voulons, devrions, pouvons* » sonne certes de manière volontariste, mais clarifie peu de choses. Il serait souhaitable que ce débat soit mené de manière plus intensive.

Un gouvernement de gauche ne sera pas possible cet automne. Il n'existe en ce moment pas de fondements pour un « *gouvernement de la solidarité et du renouveau démocratique* ». Il n'y a eu pour ainsi dire aucun échange sérieux entre les partis et les forces sociales qui leur sont liées. Une coalition pour le changement existe au mieux dans l'esprit de quelques militant-es et de

quelques responsables, et même là, il s'agit tout au plus de quelque chose de vague. Mais un gouvernement, qui doit imposer des réformes dans un contexte d'affrontement, ne peut pas être suspendu dans l'air. Malgré tout, des membres sceptiques de *Die Linke* seraient bien avisés de ne pas opposer un simple « *Non* » à l'option gouvernementale et de ne pas se retrancher de manière défensive derrière des lignes d'arrêt rouges. La gauche de *Die Linke* devrait en particulier élaborer la capacité du parti d'exercer le pouvoir dans un gouvernement rebelle.

Le préalable est d'être en capacité d'organiser (ou co-organiser) les conflits sociaux et de les traduire en réformes avancées – au travers d'une confrontation ardue avec une partie de l'administration, la droite, la bourgeoisie et une partie de la classe moyenne. Quelles sont donc les réformes que le parti devrait entreprendre ? Est-ce que *Die Linke* aura les reins assez solides pour traverser les tempêtes qu'une politique de réformes ambitieuses déclencherait ? À quoi doit ressembler notre projet politique, qui doit être davantage qu'une somme de quelques réformes, mais qui montre où nous voulons que le pays aille à court et moyen terme ? Comment éviter que *Die Linke* ne descende dans l'arène tel un tigre s'attaquant joyeusement à de vraies réformes pour finir comme une carpette des Verts et de la social-démocratie (« *on ne peut pas faire davantage, le rapport de forces n'y est pas* ») ? Et puis : comment construire dans les années à venir de véritables alliances politiques qui puissent réellement porter et imposer un tel modèle de développement pour une Allemagne plus solidaire et plus démocratique ? Et ce qui n'est pas la moindre des choses : comment un tel projet nous rapproche-t-il du socialisme, comment rendons-nous le socialisme plus vraisemblable ?

Apprendre à entrer en conflit, construire le pouvoir

Un préalable absolu pour ce type de capacité à gouverner est la construction d'un pouvoir social – mais aussi d'un pouvoir d'organisation de *Die Linke* lui-même. Un parti de gauche en situation de gouverner doit également être en mesure de se battre. Toute personne qui considère avec honnêteté l'état de *Die Linke* devra admettre qu'il va lui falloir encore pas mal d'heures d'entraînement pour se mettre à niveau.

Un pouvoir d'organisation émerge lorsque des militant-es ont envie de se mettre en mouvement, quand ils et elles agissent de manière enthousiasmante sur leur propre milieu, continuent à se former politiquement



et également lorsqu'il est possible de créer plus de postes de permanent-es dévoués. Le pouvoir social et le pouvoir d'organisation ne sont évidemment pas la même chose, mais les deux vont de pair.

Le pouvoir social, *Die Linke* ne l'a pas quand elle se contente de dénoncer des problèmes politiques et sociaux de la vie de tous les jours et d'en faire des questions politiques, des idées et des revendications dont on débat autour d'une table. Le pouvoir social, elle l'a lorsque des personnes au-delà de ses propres rangs veulent les défendre. Plus il y a de militants et de militantes actives, meilleure est la formation politique, plus le parti est sur le terrain un interlocuteur attractif, plus il est facile d'y arriver. Faire de *Die Linke* un parti ancré dans la société qui relie les gens, fait évoluer leurs idées et qui soit en mesure d'exister lors de confrontations sociales est en ce sens une condition préalable pour être capable de gouverner le pays dans un contexte de conflit et de le transformer.

Vouloir être un parti de gouvernement sans être capable de devenir un parti des luttes conduira certainement à une défaite politique. Ainsi, il sera important de renforcer *Die Linke* comme parti vivant sur le terrain, qui organise autour de thèmes sociaux et est visible dans les parlements locaux, afin de soutenir des initiatives et des mouvements et rendre tangibles des alternatives au plan local : Préservation de l'hôpital ? Transition écologique en matière de transport ? Construction de logements ? Les résultats des dernières élections régionales de Bade-Wurtemberg et en Rhénanie-Palatinat ont montré qu'il reste encore beaucoup à faire dans ces domaines. Des résultats conséquents dans quelques villes (cela vaut également pour les résultats les plus récents aux élections municipales en Hesse) indiquent qu'il existe également un potentiel prometteur.

Apporter des réponses aux bouleversements politiques centraux

Toutefois, *Die Linke* devra à brève échéance construire ce pouvoir social tout en apportant des réponses pratiques à trois bouleversements politiques centraux.

Premièrement, pour surmonter les aspects économiques et sanitaires de la crise du Covid, le gouvernement fédéral a dépensé beaucoup d'argent en aides économiques et amortissements sociaux, par exemple par le biais de l'allocation de chômage partiel. Il ne s'agit pas là d'une crise profonde du néolibéralisme, mais d'une intervention de l'État



à chaque phase de crise depuis le milieu des années 1970. Les revirements programmatiques du SPD et des Grünen sont plus intéressants. Tous deux feront des promesses sociales au cours des prochains mois, avant les élections au Bundestag. De mon point de vue, la question de savoir si cela mènera par exemple à une modification de leur politique réelle reste ouverte, même si le scepticisme est de rigueur. L'épreuve de vérité interviendra après les élections au Bundestag, car il faudra payer le prix de la politique de crise Covid. On se fourvoie aisément avec des pronostics, mais une politique de redistribution du haut vers le bas ne figurera pas à l'agenda de la prochaine coalition gouvernementale, particulièrement si c'est une coalition entre partis de l'union CDU-CSU et les Verts. Nous devons dans l'année à venir mener des luttes défensives et pour une autre répartition des richesses. *Die Linke* doit s'y préparer, y sensibiliser dans les syndicats et réfléchir à des initiatives en faveur d'alliances.

Deuxièmement, la transition écologique et sociale est déjà en cours aujourd'hui – et va s'accélérer. Dans les entreprises, elle est accompagnée d'une nouvelle vague de rationalisation. Le travail et la vie seront modifiés (digitalisation). Nous n'entrons pas dans une période de stabilité, mais de bouleversements. Dans l'industrie automobile, autant dans les grands groupes que chez les sous-traitants, tout cela est déjà omniprésent. Cette transition écologique et sociale sera façonnée d'en haut si la gauche sociale – et en particulier *Die Linke* – ne s'en mêle pas. Que faut-il faire, afin que ce soit les intérêts des ouvrier-es, des employé-es et des chômeur-es qui figurent au centre des préoccupations et pas ceux des entreprises et des spéculateurs financiers ? En partant des propositions formulées – comme celle d'une « *transition verte de gauche* » de Bernd Riexinger – des réponses pratiques

pourraient être trouvées dans le cadre d'une discussion approfondie avec les comités d'entreprise et les représentant-es du personnel, les syndicalistes et des militant-es du mouvement pour la justice environnementale et climatique. Ceux et celles qui ne veulent pas que la transformation de l'économie et de la société s'opère sous la conduite d'une coalition des partis conservateurs et des Verts, doivent rendre concrètes des solutions alternatives socialistes et écologiques. Cela implique des propositions de réformes claires, qui dans une certaine mesure doivent être utopiques : qu'elles énoncent le nécessaire et pas seulement le concevable. Il faudra amener en tant que parti des préoccupations sociales dans le mouvement pour la justice climatique et environnementale et y être actif ; et il faudra aussi écouter et vouloir apprendre pour faire avancer le débat sur des réponses de gauche. Croire que l'on dispose d'un stock de vérités (allant du keynésianisme plus ou moins de gauche jusqu'à la tradition révolutionnaire) qu'il suffirait de livrer n'apporte pas grand-chose en tout cas.

Troisièmement, l'extrême droite qui se radicalise dans ce pays n'est pas vaincue, même si l'AfD n'avait plus le vent en poupe dernièrement. Le danger réside dans son développement continu en Allemagne de l'Est ; c'est là qu'elle est la plus fascisante. Les phénomènes de crise de l'AfD ne devraient pas nous leurrer, en particulier parce que le poison social qui l'a nourrie (insécurité sociale, perte de confiance dans les partis traditionnels, attitudes racistes et autoritaires existantes) est toujours là et peut se propager davantage en temps de crise. Le défi demeure d'exprimer la colère légitime des gens qui, déçus, se tournent vers l'extrême droite, sans tirer la conclusion erronée que le gros des personnes frustrées auraient la tentation d'une radicalité nationaliste, parce qu'ils sont des électeurs et des électrices déçus par la gauche. ■

(suite de la p. 52) socialiste moderne.

La Commune, écrit Marx dans l'Adresse qu'il a rédigée au nom de la Première Internationale en 1871, « *La guerre civile en France* » (et dans les notices préparatoires) n'a pas été le pouvoir d'un parti ou d'un groupe, mais « essentiellement **le gouvernement de la classe ouvrière** », un « *gouvernement du peuple par le peuple* », c'est-à-dire « *la reprise par le peuple et pour le peuple de sa propre vocation sociale* » (3). Pour cela, on ne pouvait pas se contenter de « *conquérir* » l'appareil d'État existant : il fallait le « *briser* » et le remplacer par une autre forme de pouvoir politique, comme l'ont fait les Communards, dès leur premier décret – la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes. Voici ce qu'écrivait Marx dans une lettre à son ami Kugelmann le 17 avril 1871, donc au cours des premières semaines de la Commune : « *Dans le dernier chapitre de mon "18 Brumaire", je remarque comme tu verras si tu le relis, que la prochaine tentative de révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la détruire. C'est la condition première de toute révolution véritablement populaire dans le continent. C'est aussi ce qu'ont fait nos héroïques camarades de Paris* » (4).

Ce qui semble à Marx décisif, c'est non seulement la législation sociale de la Commune – dont certaines mesures, comme la transformation des ateliers abandonnés par leurs propriétaires en coopératives ouvrières, avaient une dynamique socialiste – mais surtout sa signification politique comme **pouvoir des travailleurs**. Comme il l'écrit dans l'Adresse de 1871, « *cette nouvelle Commune, qui brise le pouvoir d'État moderne* » a été l'œuvre de « *simples ouvriers* », qui, « *pour la première fois, osèrent toucher au privilège gouvernemental de leurs "supérieurs naturels", les possédants* » (5).

La Commune n'était ni une conspiration ni un coup de main, elle était « *le peuple agissant pour lui-même et par lui-même* ». Le correspondant du journal *Daily News* n'y trouve aucun chef exerçant « *l'autorité suprême* », ce qui appelle un commentaire ironique de Marx : « *Cela choque le bourgeois qui a un immense besoin d'idoles politiques et de "grands hommes"* » (6). Certes, les militants de la Première Internationale ont joué un rôle important dans les événements, mais la Commune ne peut pas être expliquée par l'intervention d'un groupe d'avant-garde. En réponse aux calomnies de la réaction, qui présentaient le soulèvement comme une conspiration tramée par l'AIT, Marx écrivait : « *L'entendement bourgeois, tout imprégné d'esprit policier, se figure naturellement l'Association internationale des travailleurs comme une sorte de conjuration secrète, dont l'autorité centrale commande, de temps à autre, des explosions en différents pays. Notre Association n'est, en fait, rien d'autre que le lien international qui unit les ouvriers les plus avancés des divers pays du monde civilisé. En quelque lieu, sous quelque forme, et dans quelque condition que la lutte de classe prenne consistance, il est bien naturel que les membres de notre Association se trouvent au premier rang* » (7).

Si Marx parle tantôt d'ouvriers et tantôt de « *peuple* » c'est parce qu'il est conscient que la Commune n'est pas seulement l'œuvre de la classe prolétarienne au sens strict, mais aussi de secteurs des classes moyennes appauvries, des intellectuels, des femmes de diverses couches sociales, d'étudiants et de soldats, tous unis autour du drapeau rouge et du rêve d'une République sociale. Sans parler des paysans, absents du mouvement, mais sans le soutien desquels le soulèvement de Paris ne pourrait qu'échouer.

Un autre aspect de la Commune sur lequel insiste Marx c'est son caractère **internationaliste**. Certes, le peuple de Paris s'insurge en 1871 contre les politiciens bourgeois capitulards qui se réconcilient avec Bismarck et l'armée prussienne. Mais ce sursaut national ne prend nullement une forme nationaliste ; non seulement à cause du rôle des militants de la section française de la Première Internationale, mais aussi parce que la Commune fait appel à des combattants de toutes les nations. La solidarité de l'Association internationale des travailleurs et les meetings de soutien à la Commune, tenus à Breslau et d'autres villes allemandes à l'initiative des ouvriers socialistes, sont l'expression de cette signification internationaliste du soulèvement du peuple parisien. Comme l'écrivait Marx dans une résolution

adoptée par un meeting pour célébrer l'anniversaire de la Commune en mars 1872, les communards étaient « *l'héroïque avant-garde... de l'armée menaçante du prolétariat universel* » (8).

Le saut de tigre dans le passé : Octobre 1917

Il existe, selon Walter Benjamin, toujours dans ses *Thèses* de 1940, une constellation unique entre un moment présent dans la lutte des opprimés, et un événement précis du passé, une image unique de ce passé qui risque de disparaître si elle n'est pas reconstruite. C'est ce qui s'est passé lors de la révolution russe de 1905. Seul Léon Trotski a perçu la constellation entre la Commune de 1871 et le combat des Soviets russes en 1905 : dans sa préface, rédigée en décembre 1905, à l'édition russe des écrits de Marx sur la Commune, il observe que l'exemple de 1871 montre que « *dans un pays économiquement plus arriéré, le prolétariat peut arriver au pouvoir plus tôt que dans un pays capitaliste avancé* ». Or, une fois au pouvoir, les travailleurs russes seront conduits, comme ceux de la Commune, à prendre des mesures qui combinent la liquidation de l'absolutisme avec la révolution socialiste (9).

En 1905-1906, Trotski était tout à fait isolé dans la défense du modèle de 1871 pour la révolution russe. Même Lénine, malgré ses critiques à la tactique menchévique de soutien à la bourgeoisie antitsariste, refuse de considérer la Commune comme un exemple pour le mouvement ouvrier en Russie. Dans son ouvrage de 1905, *Les deux tactiques de la social-démocratie*, il critique la Commune de Paris pour avoir « *confondu les buts de la lutte pour la république avec ceux de la lutte pour le socialisme* » ; pour cette raison elle est « *un gouvernement auquel le nôtre [le futur gouvernement démocratique révolutionnaire russe] ne doit pas ressembler* » (10).

Les choses se passeront tout autrement en 1917. Dès les *Thèses d'Avril*, Lénine prend la Commune de Paris comme modèle pour la République des Soviets qu'il propose comme but pour les révolutionnaires russes, **précisément parce qu'elle a opéré la fusion dialectique** entre la lutte pour la république démocratique et la lutte pour le socialisme. Cette idée sera aussi largement développée dans *L'État et la révolution* et tous les autres écrits de Lénine au cours de l'année 1917. L'identification avec les communards était tellement forte que, selon les souvenirs des contemporains, Lénine avait célébré, avec fierté, le jour où – quelques mois à peine après Octobre 1917 – le pouvoir des Soviets

3. K. Marx, *la Guerre civile en France 1871*, Éditions sociales, Paris 1953, pp. 51, 56 et « Premier essai de rédaction », in *la Guerre civile en France 1871*, p. 212.

4. Marx, Engels, Lénine, *Sur la Commune de Paris*, Moscou, Éditions du Progrès, Moscou 1970, p. 284.

5. K. Marx, *la Guerre civile en France*, pp. 50, 53.

6. K. Marx, « Premier essai de rédaction », op. cit., pp. 192, 206.

7. K. Marx, *la Guerre civile en France*, pp. 68-69.

8. Marx, Engels, Lénine, *Sur la Commune de Paris*, p. 267.

9. L. Trotski, Préface à Marx, *Parizskaya Komuna*, St. Petersburg 1906, in *Leon Trotsky on the Paris Commune*, Pathfinder Press, 1970, pp. 12-13.

10. Lénine, *Les deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution russe*, ch. 10.

avait réussi à tenir un jour de plus que la Commune de 1871...

La révolution d'Octobre est un donc un exemple frappant de cette idée proposée par Walter Benjamin dans ses *Thèses* : toute révolution authentique est non seulement un saut vers l'avenir, mais aussi « *un saut de tigre dans le passé* », un saut dialectique vers un moment du passé chargé d'« à-présent » (*Jetztzeit*).

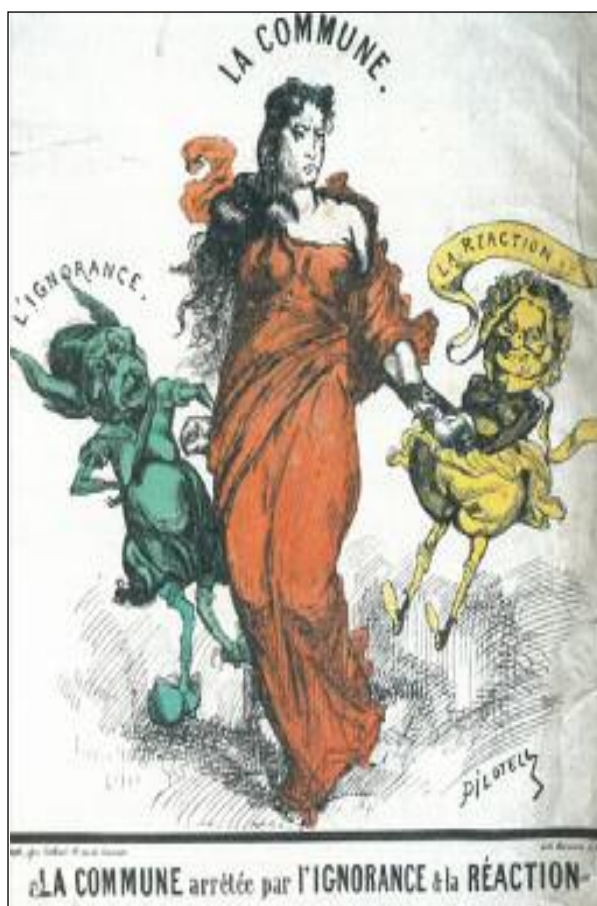
Aussi bien Marx qu'Engels, Lénine ou Trotski ont critiqué certaines erreurs politiques ou stratégiques de la Commune : par exemple, ne pas prendre l'argent de la Banque de France, ne pas attaquer Versailles, attendre l'ennemi dans les barricades de chaque quartier. Ils n'ont pas moins reconnu dans cet événement un moment sans précédent dans l'histoire moderne, la première tentative de « *prendre le ciel d'assaut* », la première expérience d'émancipation sociale et politique des classes opprimées.

Actualité de la Commune de Paris au XXI^e siècle

Chaque génération a sa propre lecture, sa propre interprétation de la Commune de 1871, en fonction de son expérience historique, des besoins de son combat présent, des aspirations et utopies qui la motivent. Qu'est-ce qui fait son actualité aujourd'hui, du point de vue de la gauche radicale et des mouvements sociaux et politiques du début du XXI^e siècle, depuis les Zapatistes du Chiapas jusqu'au « *mouvement des mouvements* », le mouvement altermondialiste ?

Certes, la grande majorité des militant-es et activistes d'aujourd'hui connaissent peu de choses sur la Commune. Il n'existe pas moins, entre l'expérience du printemps parisien de 1871 et celle des luttes d'aujourd'hui, certaines affinités, certaines résonances qui méritent d'être mises en avant :

❶ La Commune était un mouvement **d'auto-émancipation, d'auto-organisation**, d'initiative par en bas. Aucun parti n'a tenté de se substituer aux classes populaires, aucune avant-garde n'a voulu « *prendre le pouvoir* » à la place des travailleurs. Les militants de la section française de la Ire Internationale étaient parmi les partisans les plus actifs de l'insurrection populaire, mais ils n'ont jamais voulu s'ériger en « *direction* » autoproclamée du mouvement, ils n'ont jamais tenté de monopoliser le pouvoir, ou de marginaliser d'autres courants politiques.



Les représentants de la Commune ont été démocratiquement élus dans les arrondissements, et soumis au contrôle permanent de leur base populaire.

❷ En d'autres termes : la Commune de 1871 a été un **mouvement pluraliste et unitaire**, dans lequel participaient des partisans de Proudhon ou (plus rares) de Marx, des libertaires et des jacobins, des blanquistes et des « *républicains sociaux* ». Certes, il y avait des débats et des divergences, parfois même des affrontements politiques dans les instances démocratiquement élues de la Commune. Mais dans la pratique on agissait en commun, on se respectait mutuellement, on concentrait le feu sur l'ennemi et non sur le frère de combat avec lequel on avait des désaccords. Les dogmes idéologiques des uns et des autres pesaient moins que les objectifs communs : l'émancipation sociale, l'abolition des privilèges de classe. Comme le reconnaît Marx lui-même, les jacobins ont oublié leur centralisme autoritaire, et les proudhoniens leurs principes « *anti-politiques* ».

❸ Comme nous l'avons vu plus haut, ce fut un mouvement **authentiquement internationaliste**, avec la participation de combattants de plusieurs pays. La Commune élit à la direction de sa milice un révolutionnaire polonais (Jarosław Dombrowski) ; elle fait d'un ouvrier hongrois-allemand (Leó Frankel) son commissaire du travail. Certes, la résis-

tance à l'occupation prussienne a joué un rôle décisif dans le déclenchement de la Commune, mais l'appel des insurgés français au peuple et à la social-démocratie allemandes, inspiré de l'utopie des « *États-Unis d'Europe* », témoigne de cette sensibilité internationaliste.

d) Malgré le poids du patriarcat dans la culture populaire, la Commune se distingue par une participation active et combattante des femmes. La militante libertaire Louise Michel et la révolutionnaire russe Élisabeth Dmitrieff sont parmi les plus connues, mais des milliers d'autres femmes – désignées avec rage et haine comme « *pétroleuses* » par la réaction versaillaise – ont pris part aux combats d'avril-mai 1871.

Le 13 avril les déléguées des citoyennes ont envoyé à la Commission exécutive de la Commune une adresse qui fait état de la volonté de nombreuses femmes de participer à la défense de Paris, considérant que « *la Commune, représentante du grand principe proclamant l'anéantissement de tout privilège, de toute inégalité, par là même est enga-*

gée à tenir compte des justes réclamations de la population entière, sans distinction de sexe – distinction créée et maintenue par le besoin de l'antagonisme sur lequel reposent les privilèges des classes dominantes ». L'appel est signé par les déléguées, membres du Comité central des citoyennes : Adélaïde Valentin, Noémie Colleville, Marcand, Sophie Graix, Joséphine Pratt, Céline Delvainquier, Aimée Delvainquier, Élisabeth Dmitrieff.

❹ Sans avoir un programme socialiste précis, les mesures sociales de la Commune – par exemple, la remise aux ouvriers des ateliers abandonnés par leurs patrons – avaient une dynamique anticapitaliste radicale.

Il est évident que les caractéristiques des soulèvements populaires de notre époque – par exemple, l'insurrection zapatiste de 1994, celle du peuple de Buenos Aires en 2001, celle qui a fait avorter le coup anti-Chavez au Venezuela en 2002, ou celle contre le scélérat président Pinera au Chili en 2019 – pour ne mentionner que quelques exemples récents d'Amérique latine, sont très différentes de celles du Paris insurgé de 1871. Mais beaucoup d'aspects de cette première tentative d'émancipation sociale des opprimé-es restent d'une étonnante actualité et méritent de nourrir la réflexion des nouvelles générations. Sans mémoire du passé et de ses luttes, il n'y aura pas de combat pour l'utopie de l'avenir. ■

La Commune de Paris

18 mars – 28 mai 1871

Par
Michael Löwy*

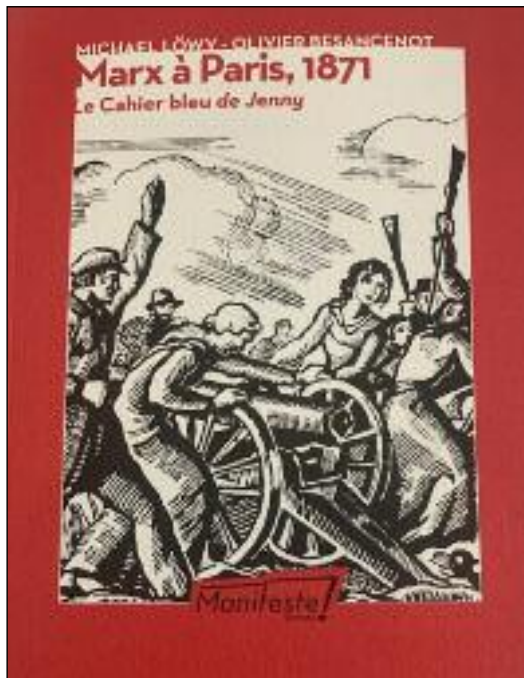
La tradition des opprimés

Il existe au cimetière du Père-Lachaise à Paris un mur, connu comme *le mur des Fédérés*. C'est là qu'ont été fusillés, le 27 mai 1871, par les troupes versaillaises, les derniers combattants et combattantes de la Commune de Paris. Tous les ans, des milliers – et parfois, comme en 1971, des dizaines de milliers – de personnes, de France mais aussi du monde entier, rendent visite à ce haut lieu de la mémoire du mouvement ouvrier. Ils viennent seuls ou en manifestation, avec des drapeaux rouges ou des fleurs, et chantent parfois une vieille chanson d'amour, devenu le chant des communards : le Temps des cerises. On ne rend pas hommage à un homme, un héros ou un grand penseur, mais à une foule d'anonymes, qu'on refuse d'oublier.

Comme le disait Walter Benjamin dans ses *Thèses* « *Sur le concept d'histoire* »

* Michael Löwy, militant de la IV^e Internationale, est sociologue et philosophe écosocialiste. Né en 1938 à São Paulo (Brésil), il vit à Paris depuis 1969. Directeur de recherche (émérite) au CNRS et enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales, il est l'auteur de très nombreux livres parus en vingt-neuf langues. Rappelons les plus récents : *Écosocialisme – L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris 2011, Mille et une nuits (nouvelle édition augmentée : Paris 2020, Le temps des cerises) ; *la Cage d'acier : Max Weber et le marxisme webérien*, Paris 2013, Stock ; *Affinités révolutionnaires : Nos étoiles rouges et noires* (en collaboration avec Olivier Besancenot), Paris 2014, Mille et une nuits ; *le Sacré fictif – Sociologie et religion : approches littéraires*, Paris 2017, Éditions de l'éclat (avec Erwan Dianteill) ; *Rosa Luxemburg, l'étrincelle incendiaire*, Paris 2018, Le temps des cerises ; *la Lutte des dieux – Christianisme de la libération et politique en Amérique latine*, Paris 2019, Van Dieren Éditeur. Il vient de publier avec Olivier Besancenot, un roman faisant de Marx un personnage de fiction qui serait présent clandestinement à Paris pendant la Commune : *Marx à Paris, le Cahier bleu de Jenny*, Paris 2021, éditions Manifeste !

1. M. Bakounine, *De la guerre à la Commune*, textes établis par Fernand Rudé, Paris, Anthropos, 1972, p. 412.
2. Marx, Engels, Lénine, *Sur la Commune de Paris*, Éditions du Progrès, Moscou 1971, p. 45



(1940), la lutte émancipatrice se fait non seulement au nom de l'avenir mais aussi au nom des générations vaincues ; le souvenir des ancêtres asservis et de leurs combats est une des grandes sources d'inspiration morale et politique de la pensée et de l'action révolutionnaire.

La Commune de Paris fait donc partie de ce que Benjamin appelle « *la tradition des opprimés* », c'est-à-dire ces moments privilégiés (« *messianiques* ») de l'histoire où les classes subalternes ont réussi, pour un moment, à briser la continuité de l'histoire, la continuité de l'oppression ; des courtes – trop courtes – périodes de liberté, d'émancipation et de justice qui vont, à chaque fois, servir de repères et d'exemples pour des combats nouveaux. Depuis 1871 elle n'a pas cessé de nourrir la réflexion et la pratique des révolutionnaires, à commencer par Marx lui-même – ainsi que Bakounine – et ensuite, au XX^e siècle, Trotski et Lénine.

Marx et la Commune de 1871

Malgré leurs désaccords au sein de la Première Internationale, marxistes et libertaires vont coopérer fraternellement dans le soutien à la Commune de Paris, cette pre-

mière grande tentative de « *pouvoir prolétarien* » dans l'histoire moderne. Certes, les analyses respectives de Marx et de Bakounine sur cet événement révolutionnaire étaient aux antipodes. On peut résumer les thèses du premier dans les termes suivants : « *La situation du petit nombre de socialistes convaincus qui ont fait partie de la Commune était excessivement difficile... Il leur a fallu opposer un gouvernement et une armée révolutionnaires au gouvernement et à l'armée de Versailles* ».

Face à cette lecture de la guerre civile en France, qui oppose deux gouvernements et deux armées, le point de vue anti-étatique du deuxième était tout à fait explicite : « *La Commune de Paris fut une révolution contre l'État lui-même, cet avorton surnaturel de la société* ».

Le lecteur attentif et informé aura corrigé de lui-même : la première opinion est celle de... Bakounine lui-même dans son essai la Commune de Paris et la notion d'État (1). Tandis que la deuxième est une citation de... Marx, dans le premier essai de rédaction de la Guerre civile en France, 1871 (2). Nous avons fait exprès de brouiller les cartes, pour montrer que les divergences – certes bien réelles – entre Marx et Bakounine, marxistes et libertaires, ne sont pas aussi simples et évidentes qu'on le croit...

D'ailleurs, Marx s'est réjoui du fait que, au cours des événements de la Commune, les proudhoniens aient oublié les thèses de leur maître, tandis que certains libertaires observent avec plaisir que les écrits de Marx sur la Commune oublient le centralisme au profit du fédéralisme.

Karl Marx avait proposé, comme mot d'ordre politique central de l'Association internationale des travailleurs – l'AIT, la Première Internationale – cette formule qu'il a inscrit dans l'Adresse inaugurale de l'AIT en 1864 : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». Si la Commune de 1871 était tellement importante à ses yeux, c'est précisément parce qu'elle a été la première manifestation révolutionnaire de ce principe fondateur du mouvement ouvrier et

(suite en p. 50)